

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3115

[2009/203976]

18 JUIN 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux actes et travaux visés à l'article 84, § 2, alinéa 2, du CWATUPE, à la composition des demandes de permis d'urbanisme et à la procédure applicable en matière de performance énergétique des bâtiments

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et de l'Energie, notamment les articles 84, § 2, alinéa 2, 115, alinéa 2, 127, § 2, alinéa 2 et § 4, alinéa 2, 237/2, 237/16, 237/25, 237/26 et 237/27;

Vu le Livre V du même Code;

Vu l'avis de la Commission régionale de l'aménagement, donné le 3 avril 2009 (09/CRAT B.3604).;

Vu l'avis 46.603/4 du Conseil d'Etat, donné le 10 juin 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté a notamment pour objet la transposition partielle de la Directive 2002/91/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 sur la performance énergétique des bâtiments.**Art. 2.** Les articles 262 à 265/1 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et les groupements qui les contiennent sont remplacés par le chapitre IV du titre I^{er} du Livre V du même Code, contenant les articles 262 à 265, rédigé comme suit :*"CHAPITRE IV. — De la liste des actes et travaux de minime importance"**Section I^{re}. — Des actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme***Art. 262.** Les actes et travaux suivants sont dispensés du permis d'urbanisme :1^o les constructions provisoires d'infrastructures de chantiers relatifs à des actes et travaux autorisés, en ce compris les réfectoires, logements et sanitaires ainsi que les pavillons d'accueil, pendant la durée des actes et travaux et pour autant qu'ils se poursuivent de manière continue;2^o pour autant qu'il soit conforme à la destination de la zone, le placement d'un ou de plusieurs modules de production d'électricité ou de chaleur dont la source est exclusivement solaire, qui alimente(nt) directement toute construction, installation ou tout bâtiment situé sur le même bien immobilier et qui rentre dans une ou plusieurs des hypothèses suivantes :

- lorsque le ou les modules sont fixés sur une toiture à versants, la projection du débordement dans le plan vertical est inférieure ou égale à 0,30 m et la différence entre les pentes du module et de la toiture de ce bâtiment est inférieure ou égale à 15 degrés;

- lorsque le ou les modules sont fixés sur une toiture plate, le débordement vertical est de 1,50 m maximum et la pente du module est de 35 degrés maximum;

- lorsque le ou les modules sont fixés sur une élévation, la projection du débordement dans le plan horizontal est comprise entre 1,20 et 1,50 m et la pente du module est comprise entre 25 et 45 degrés;

3^o à la condition que la stabilité du bâtiment ne soit pas mise en danger, les travaux d'aménagement intérieur ou extérieur ou les travaux de conservation et d'entretien qui n'impliquent pas une modification du volume construit ou de son aspect architectural ou qui ne consistent pas à créer un nouveau logement ou à modifier la destination de tout ou partie d'un bien au sens de l'article 84, § 1^{er}, 6^o et 7^o;4^o tout aménagement réversible et conforme à une destination de cours et jardins qui vise :

a) le placement de mobilier de jardin tels que bancs, tables, sièges;

b) les feux ouverts ou barbecues, poubelles, compostières, pergolas ou colonnes pour autant que la hauteur totale ne dépasse pas 2,50 m;

c) les piscines hors sol ou autoportantes;

d) le placement de candélabres et de poteaux d'éclairage en manière telle que le faisceau lumineux issu de lampes reporté au sol n'excède pas les limites mitoyennes;

e) les appareillages strictement nécessaires à la pratique des jeux ne dépassant pas la hauteur de 3,50 m;

f) l'installation de bacs à plantations et de fontaines décoratives;

g) le placement d'une antenne de radio-télévision ou d'une antenne parabolique pour autant :

- que la superficie ne dépasse pas 1,00 m²;

- soit qu'elle prenne ancrage sur une élévation à l'arrière du bâtiment par rapport au domaine public ou en recul d'au moins 4,00 m de l'alignement; soit qu'elle prenne ancrage au sol ou sur un pan de toiture et qu'elle soit implantée à l'arrière du bâtiment par rapport au domaine public;

- que l'antenne soit d'un ton similaire à celui de son support;

5^o tout aménagement réalisé en zone d'habitat, en zone d'habitat à caractère rural ou en zone d'aménagement communal concerté mise en œuvre ou se rapportant à un bâtiment existant avant l'entrée en vigueur du plan de secteur ou dûment autorisé sur la base de l'article 111 ou 112 et affectée en tout ou en partie à la résidence qui vise :

a) la création de chemins et de terrasses au sol;

b) la construction d'un étang d'une superficie qui n'excède pas 25,00 m²;c) par propriété, la construction d'une piscine non couverte à usage privé d'une superficie maximale de 50,00 m², ainsi que tout dispositif de sécurité entourant celle-ci d'une hauteur maximale de 2,00 m, pour autant qu'elle se situe à l'arrière du bâtiment par rapport au domaine de la voirie, à 3,00 m au moins des limites mitoyennes et que les déblais nécessaires à ces aménagements n'entraînent aucune modification sensible du relief naturel du sol sur le reste de la propriété; ces piscines peuvent être couvertes par un abri télescopique à structure légère et repliable qui en recouvre la surface, pour autant que celui-ci ne dépasse pas une hauteur de 2,00 m;d) par propriété, la pose ou l'enlèvement d'un abri de jardin non destiné à un ou des animaux, d'une superficie maximale de 20,00 m² dont la hauteur ne dépasse pas 2,50 m à la gouttière et 3,50 m au faite, calculée par rapport au niveau naturel du sol pour autant qu'il se situe à l'arrière du bâtiment par rapport au domaine de la voirie et à 2,00 m au moins des limites mitoyennes;

e) les clôtures de 2,00 m de hauteur maximum constituées au moyen de haies vives d'essences régionales ou de piquets reliés entre eux par des fils ou treillis avec, éventuellement, à la base, une plaque de béton ou un muret de 0,50 m de hauteur maximum, ou par une ou deux traverses horizontales, ainsi que les portiques et portillons d'une hauteur maximale de 2,00 m permettant une large vue sur la propriété;

f) par propriété, la pose ou l'enlèvement d'un car port, pour autant :

- qu'il soit érigé en contiguïté avec un bâtiment existant et en relation directe avec la voirie;
- qu'il soit d'une superficie maximale de 30,00 m²;
- que le volume soit couvert d'une toiture posée sur des poteaux en bois ou des piliers constitués de matériaux similaires au parement du bâtiment existant;
- que la toiture soit à un versant, à deux versants de mêmes pente et longueur ou plate;
- s'il s'agit d'une toiture à versants, que la hauteur ne dépasse pas 2,50 m sous corniche et 3,50 m au faite et que les matériaux de couverture de toiture soient similaires à ceux du bâtiment existant;
- s'il s'agit d'une toiture plate, que la hauteur ne dépasse pas 3,20 m à l'acrotère;

6° l'installation, le déplacement, la transformation ou l'extension des réseaux de fluide, d'énergie, de télécommunication enterrés, en ce compris les raccordements privés, pour autant que ces dispositifs soient en rapport avec l'infrastructure nécessaire à l'aménagement de la propriété, ainsi que le placement de citernes à eau ou combustibles enfouies, drains, avaloirs, filets d'eau, regards, taques et fosses septiques et tout autre système d'épuration individuelle;

7° le placement d'installations à caractère social, culturel, sportif ou récréatif, pour une durée maximale de soixante jours pour autant qu'au terme de ce délai, le bien retrouve son état initial;

8° le remplacement des portes, des châssis ou des baies, dans les parements ou en toiture, par des portes ou des châssis isolants;

9° l'obturation, l'ouverture ou la modification de baies, situées dans le plan de la toiture sur maximum un niveau et totalisant au maximum un quart de la longueur de l'élévation correspondante; l'obturation doit être effectuée dans les mêmes matériaux que ceux de la toiture;

10° l'obturation, l'ouverture ou la modification de portes ou de baies dans les élévations totalisant au maximum un quart de la longueur de l'élévation correspondante pour autant que :

a) l'obturation, l'ouverture ou la modification ne soit pas effectuée dans une élévation qui forme le front de bâtisse de la voirie publique;

b) l'obturation, l'ouverture ou la modification soit effectuée avec les mêmes matériaux de parement que ceux de l'élévation;

c) chaque ouverture ou modification s'étende sur maximum un niveau et présente des proportions similaires à celles des baies existantes;

d) l'ensemble des portes et baies soit caractérisé par une dominante verticale;

11° le remplacement de parements d'élévation et de couvertures de toiture par des parements et couvertures isolants de même aspect extérieur pour autant que l'accroissement d'épaisseur n'excède pas 0,30 m;

12° sur le domaine public :

a) pour les chaussées ne dépassant pas 7,00 m de largeur et pour autant qu'il n'y ait pas d'élargissement de l'assiette desdites chaussées ni de modification des caractéristiques essentielles du profil en travers, le renouvellement des fondations et du revêtement des chaussées, bermes, bordures et trottoirs, à l'exception des changements de revêtements constitués de pierres naturelles;

b) sans modification des caractéristiques essentielles du profil en travers, le renouvellement, le déplacement ou l'enlèvement des éléments accessoires tels que les parapets, les glissières et bordures de sécurité, à l'exception des murs de soutènement et des écrans anti-bruits;

c) l'installation, le déplacement, la transformation ou l'extension des réseaux insérés, ancrés, prenant appui ou surplombant le domaine de la voirie publique;

d) les aménagements provisoires de voirie d'une durée maximale de deux ans;

e) les travaux d'aménagement des espaces réservés aux piétons, personnes à mobilité réduite ou cyclistes et visant l'agrandissement local de ces espaces, l'amélioration de leur aspect esthétique ou la sécurité des usagers;

f) le placement ou le renouvellement de petit mobilier urbain tels que bancs, tables, sièges, poubelles, candélabres, bacs à plantations, petites pièces d'eau;

g) les travaux d'aménagement des espaces réservés aux plantations;

h) le placement, le déplacement ou l'enlèvement des dispositifs ou éléments suivants :

- la signalisation, en ce compris son support et les portiques, ainsi que sa protection vis-à-vis de la circulation;
- les dispositifs fixes ou mobiles limitant la circulation ou le stationnement;
- les dispositifs de contrôle du stationnement, tels que les parcmètres ou appareils horodateurs;
- les dispositifs de stationnement pour véhicules à deux roues;
- les dispositifs accessoires d'installations techniques, souterraines ou non, tels que armoires de commande électrique de feux de signalisation ou d'éclairage public, bornes téléphoniques, bornes incendies et armoires de télédiffusion;

i) le placement, le déplacement ou l'enlèvement des dispositifs d'éclairage public;

j) le placement, le déplacement ou l'enlèvement des dispositifs d'affichage et de publicité suivants :

- les colonnes dont le fût est d'au plus 1,20 m de diamètre et ne dépasse pas 3,50 m de hauteur;
- les panneaux sur pieds dont la hauteur et largeur maximales ne dépassent pas respectivement 2,50 m et 1,70 m et dont la superficie utile ne dépasse pas 4,00 m² par face;

k) l'établissement ou la modification de la signalisation au sol;

l) le placement, le déplacement ou l'enlèvement de ralentisseurs de trafic;

m) la pose, l'enlèvement ou le renouvellement des dispositifs d'exploitation des voies et des lignes de transport en commun tels que poteaux caténaires, signaux, portiques, loges, armoires de signalisation ou poteaux d'arrêts pour les voyageurs;

n) sans préjudice de l'obtention préalable d'une autorisation de voirie, le placement d'une terrasse ouverte

saisonnaire dans le secteur horeca, pour autant que sa superficie ne dépasse pas 50,00 m²;

o) les abris pour voyageurs aux arrêts des transports en public;

p) le placement ou de déplacement de boîtes postales;

13° dans la zone forestière, les miradors en bois visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 9°, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse ainsi que les volières destinées à repeupler les bois en espèce gibier pour la chasse;

14° dans les zones non destinées à l'urbanisation, l'établissement ou la modification d'un système de drainage.

Section 2. — Des actes et travaux soumis à déclaration urbanistique

Art. 263. § 1^{er}. Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à des dispositions légales, décrétales ou réglementaires et qu'ils ne nécessitent pas d'actes et travaux préparatoires soumis au permis d'urbanisme, ne requièrent pas de permis d'urbanisme et requièrent une déclaration urbanistique préalable les actes et travaux qui suivent :

1° les aménagements conformes à la destination normale des cours et jardins pour autant qu'ils relèvent des actes et travaux visés à l'article 262, § 1^{er}, 4°, b, d, e et g, mais n'en remplissent pas les conditions;

2° par propriété, la pose ou l'enlèvement d'un car port d'une superficie maximale de 30,00 m² qui ne respecte pas les conditions visées à l'article 262, 5°, f;

3° l'ouverture ou la modification de baies autres que celles visées à l'article 262, § 1^{er}, 9° et 10°, de même aspect architectural que les baies existantes;

4° le remplacement de parements d'élévation et de couvertures de toiture par des parements et couvertures isolants visés à l'article 262, § 1^{er}, 11°, qui n'en remplissent pas les conditions;

5° par propriété, la construction ou le remplacement d'un volume secondaire par un volume secondaire, sans étage :

a) s'il est érigé en contiguïté avec un bâtiment existant, à l'arrière de ce bâtiment ou en recul d'au moins 4,00 m de l'alignement ou raccordé à ce bâtiment par un volume à toiture plate, pour autant :

- qu'il présente une superficie maximale de 30,00 m² et soit érigé à 2,00 m minimum de la limite mitoyenne;

- que le volume soit couvert d'une toiture à un versant, à deux versants de mêmes pente et longueur ou d'une toiture plate;

- s'il s'agit d'une toiture à versants, que la hauteur ne dépasse pas 3,00 m sous corniche et 5,00 m au faite, pour autant que le niveau de gouttière soit inférieur au niveau de gouttière du volume principal, ou s'il s'agit d'une toiture plate, 3,20 m à l'acrotère;

- que les matériaux de parement des élévations soient le bois, le vitrage, ou tout autre matériau similaire au bâtiment existant, l'ensemble des baies formées étant caractérisé par une dominante verticale;

- s'il s'agit d'une toiture à versants, que les matériaux de couverture toiture soient similaires à ceux du bâtiment existant;

b) s'il est isolé et érigé à l'arrière d'un bâtiment existant, pour autant :

- qu'il ne soit pas destiné à l'habitat;

- qu'il présente une superficie maximale de 30,00 m² et soit érigé à 2,00 minimum de la limite mitoyenne;

- que le volume soit couvert d'une toiture à un versant, à deux versants de mêmes pente et longueur ou d'une toiture plate;

- que la hauteur ne dépasse pas 2,50 m sous corniche et 3,50 m au faite s'il s'agit d'une toiture à versants et 3,20 m à l'acrotère s'il s'agit d'une toiture plate;

- que les matériaux de parement des élévations soient le bois, le vitrage, ou tout autre matériau similaire au bâtiment existant, l'ensemble des baies formées étant caractérisé par une dominante verticale;

- que les matériaux de couverture de toiture soient similaires au bâtiment existant;

6° dans les cours et jardins, les actes et travaux qui suivent :

a) les abris pour un ou des animaux, pour autant :

- par propriété, que la superficie maximale soit de 15,00 m² et de 25,00 m² pour les colombiers;

- qu'ils soient érigés à 3,00 m au moins des limites mitoyennes;

- qu'ils soient érigés à 20,00 m au moins de toute habitation voisine;

- que la hauteur ne dépasse pas 2,50 m à la corniche et 3,50 m au faite, calculée par rapport au niveau naturel du sol;

- que le matériau de parement des élévations soit le bois ou le grillage ou soient similaires aux matériaux du bâtiment principal existant;

b) un rucher, sans préjudice de l'application des dispositions visées au Code rural;

c) la pose de clôtures, de portiques ou de portillons autre que ceux visés à l'article 262, § 1^{er}, 5°, e;

d) par propriété, pour autant qu'ils soient situés à l'arrière de l'habitation, la création d'un étang ou d'une piscine non couverte n'excédant pas 75,00 m² pour autant que les déblais nécessaires à ces aménagements n'entraînent aucune modification sensible du relief naturel du sol sur le reste de la propriété;

7° la démolition de constructions sans étage ni sous-sol, pour autant :

a) que la superficie au sol soit inférieure à 30,00 m²;

b) qu'elles ne soient pas érigées sur l'alignement;

8° pour les exploitations agricoles :

a) la construction de silos de stockage en tout ou en partie enterrés, pour autant que le niveau supérieur des murs de soutènement n'excède pas de 1,50 m le niveau du relief naturel du sol;

b) l'établissement d'une dalle de fumière, pour autant que :

- l'implantation soit distante de 3,00 m minimum des limites mitoyennes et de 20,00 m minimum de toute habitation autre que celle de l'exploitant;

- le niveau supérieur de la dalle ou des murs de soutènement n'excède pas de 1,50 m le niveau du relief naturel du sol;

c) la pose de citernes de récolte ou de stockage d'eau ou d'effluents d'élevage, en tout ou en partie enterrée, pour autant que le niveau supérieur du mur de soutènement n'excède pas 0,50 m et que les citernes soient implantées à 10,00 m minimum de tout cours d'eau navigable ou non navigable, à 3,00 m minimum du domaine public et à 20,00 m minimum de toute habitation autre que celle de l'exploitant;

9° la culture de sapins de Noël pour une période ne dépassant pas douze ans;

10° dans la zone contiguë à la zone forestière, les miradors en bois visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 9°, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

§ 2. Le collège communal est compétent pour connaître la déclaration visée au § 1^{er}.

Nul ne peut exécuter tous actes et travaux visés au § 1^{er} sans préalablement en adresser une déclaration par envoi ou par dépôt, contre récépissé, au collège communal et en avoir simultanément envoyé une copie au fonctionnaire délégué.

La déclaration est irrecevable :

1° si elle a été adressée ou déposée en violation du présent article ou si elle n'en respecte pas les prescriptions;

2° si elle ne contient pas :

a) un extrait cadastral relatif au bien immobilier dont la date de validité n'est pas antérieure de douze mois à la date de la déclaration;

b) trois photos numérotées de la localisation des actes et travaux projetés, avec indication sur l'extrait cadastral des endroits de prise de vue;

c) une description littérale ou graphique, l'implantation et un croquis côté des actes et travaux projetés accompagnés, le cas échéant, d'une documentation technique s'y rapportant.

Dans les quinze jours à dater de la réception de la déclaration, le collège communal informe le déclarant, par envoi, que la déclaration est recevable ou non.

En cas d'irrecevabilité de la déclaration, le collège communal précise le motif d'irrecevabilité, le cas échéant, un relevé des pièces manquantes, et que la procédure de déclaration doit être recommencée.

En cas de déclaration jugée recevable par le Collège communal, le déclarant peut passer à l'exécution des actes et travaux vingt jours après avoir adressé la déclaration.

A défaut d'informer le déclarant dans le délai de quinze jours de la recevabilité de la déclaration, le déclarant peut, par envoi, adresser un rappel au collège communal. Si à l'expiration d'un nouveau délai de quinze jours à dater de la réception de l'envoi contenant le rappel, le collège communal ne s'est pas prononcé sur la recevabilité de la déclaration, la déclaration est considérée comme recevable et le déclarant peut passer à l'exécution des actes et travaux vingt jours après avoir adressé le rappel.

La déclaration est affichée sur le terrain à front du domaine public et visible à partir de celui-ci, par les soins du déclarant et pendant toute la durée de l'exécution des actes et travaux.

Le collège communal tient à la disposition des tiers intéressés un registre des déclarations et le transmet trimestriellement au fonctionnaire délégué.

Le Ministre de l'Aménagement du territoire peut arrêter la forme et préciser le contenu de la déclaration.

Section 3. — Des actes et travaux d'impact limité au sens de l'article 127, § 4, alinéa 2, 1°

Art. 264. Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à des dispositions légales, décrétales ou réglementaires et qu'ils ne nécessitent pas d'actes et travaux préparatoires soumis au permis d'urbanisme, les actes et travaux suivants sont d'impact limité :

1° soit lorsque les actes et travaux à réaliser sont visés à l'article 84, § 1^{er}, 2°, 3°, 6°, 9° à 12°;

2° soit dans les cas qui suivent :

a) transformer une construction existante pour autant que son emprise au sol soit au maximum de 60 mètres carrés;

b) construire ou reconstruire un volume annexe ou placer une installation, même en matériaux non durables, non contigus au bâtiment principal, pour autant qu'ils ne soient pas destinés à l'habitation et qu'ils forment une unité fonctionnelle avec une construction ou un ensemble de constructions existants pour autant que l'emprise au sol de l'ensemble formé soit au maximum de 60 mètres carrés;

c) réaliser, aux abords d'une construction ou d'une installation, dûment autorisée, des actes et travaux d'aménagement au sol tels que les chemins, les aires de stationnement en plein air, les modifications mineures sensibles du relief du sol, les étangs, les murs de clôture ou de soutènement ainsi que le placement de citernes ou de clôtures;

d) placer un ou plusieurs modules de production d'électricité ou de chaleur, dont la source est exclusivement solaire, qui alimentent directement toute construction, installation ou tout bâtiment situé sur le même bien immobilier;

e) placer une ou plusieurs installations, fixes ou mobiles, ne nécessitant aucun assemblage.

Section 4. — Des actes et travaux dispensés du concours d'un architecte

Art. 265. Le concours d'un architecte n'est pas obligatoire pour :

1° les actes et travaux visés à l'article 84, § 1^{er}, 2°, 3°, 8° à 13 du Code;

2° les actes et travaux visés aux articles 262 et 263;

3° la transformation d'une construction existante, destinée ou non à l'habitation, pour autant que l'agrandissement ne soit pas destiné à l'habitation, sans étage, ni sous-sol et que son emprise au sol ne dépasse pas 40 m²;

4° la création d'un ou plusieurs logements dans un bâtiment destiné en tout ou en partie à l'habitation pour autant qu'elle n'implique aucune modification du volume construit autre que celle visée à l'article 263, 4°, a);

5° la construction d'une véranda contiguë au bâtiment principal pour autant qu'elle ne comporte qu'un seul niveau;

6° la construction d'une annexe, non affectée à l'habitation tels que les volières, les colombiers, les abris pour animaux, les abris de jardin, qui n'est pas visée au 2° et qui n'est pas contiguë à une construction existante;

7° le placement d'une ou plusieurs installations, fixes ou mobiles, ne nécessitant aucun assemblage, ou le placement d'une antenne pour autant que l'implantation soit située à une distance des limites mitoyennes au moins égale à la hauteur totale de l'installation;

8° le placement d'un ou plusieurs modules de production d'électricité ou de chaleur qui alimentent directement toute construction, installation ou tout bâtiment situé sur le même bien immobilier dont la source d'énergie est renouvelable, pour autant que l'implantation soit située à une distance des limites mitoyennes au moins égale à la hauteur totale du module;

9° sans préjudice des articles 262 et 263, la modification de la destination d'un bâtiment visée à l'article 84, § 1^{er}, 7°, pour autant que les actes et travaux envisagés ne portent pas atteinte aux structures portantes du bâtiment ou

qu'ils n'entraînent pas de modification de son volume construit ou de son aspect architectural;

10° les actes et travaux d'aménagement au sol aux abords d'une construction ou d'une installation, privée, dûment autorisée, tels que les chemins, les aires de stationnement en plein air, les étangs, les piscines non couvertes, les terrains de sport non couverts, les murs de clôture ou de soutènement ainsi que le placement des citernes domestiques ou des clôtures;

11° la mise en œuvre d'un plan particulier de gestion d'une réserve naturelle domaniale, visé à l'article 14 de la loi du 12 juillet 1973 sur la Conservation de la Nature, et un plan de gestion d'une réserve naturelle agréée, visé à l'article 19 de la même loi."

Art. 3. Les articles 284 à 306 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'énergie et les groupements qui les contiennent sont remplacés par le chapitre VII du titre I^{er} du Livre V du même Code, contenant les articles 284 à 299, rédigé comme suit :

*"CHAPITRE VII. — De la composition du dossier de demande de permis d'urbanisme visé au Livre I^{er}
et du dossier de demande de permis d'urbanisme visé au Livre IV*

Section 1^{re}. — Des dossiers des demandes de permis pour lesquelles le concours d'un architecte est requis.

Sous-section 1^{re}. — Du contenu général des dossiers de demande de permis d'urbanisme

Art. 284. La présente sous-section s'applique aux demandes de permis pour lesquels le concours d'un architecte est requis et qui concernent les actes et travaux suivants :

1° construire ou utiliser un terrain pour le placement d'une ou plusieurs installations fixes;

2° reconstruire;

3° transformer une construction existante au sens de l'article 84, § 1^{er}, 5°;

4° entreprendre ou laisser entreprendre des travaux de restauration relatifs à un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé.

Art. 285. Le dossier de demande de permis d'urbanisme pour les actes et travaux visés à la présente sous-section contient :

1° une demande de permis, en double exemplaire, rédigée sur un formulaire dressé par la commune et mis gratuitement par elle à la disposition du demandeur; le formulaire doit comprendre le texte du modèle repris à l'annexe 20; la demande de permis est accompagnée d'autant d'exemplaires de plans qu'il y a d'instances à consulter;

2° une attestation par laquelle, d'une part, l'architecte qui a, ou les architectes qui ont établi et signé les plans et, d'autre part, l'architecte qui sera chargé ou les architectes qui seront chargés du contrôle légalement imposé des travaux lors de leur exécution, déclarant à quel tableau de l'Ordre des architectes ou sur quelle liste de stagiaires ils sont inscrits, ou à quelle date ils ont procédé auprès du Conseil national de l'Ordre à la déclaration visée à l'article 8, alinéa § 2, alinéa 2 et 3, de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes; cette attestation doit comprendre le texte des modèles repris aux annexes 21 et 22.

L'attestation comprenant le texte du modèle repris à l'annexe 22 doit être revêtue du visa du conseil de l'Ordre auquel ressortissent les architectes intéressés.

Ce visa a pour seul objet de certifier que, dans les limites d'une période de trois mois, l'intéressé est en droit d'exercer en Belgique la profession d'architecte.

A défaut pour le conseil de l'Ordre compétent de s'être prononcé sur la demande de visa dans les dix jours ouvrables de l'envoi de l'attestation, l'architecte intéressé fait présenter l'attestation susvisée non revêtue du visa. Dans cette dernière éventualité, l'attestation est remplie en triple exemplaire et le collègue communal, le fonctionnaire délégué ou le Gouvernement;

3° les documents relatifs aux actes et travaux projetés, signés par le demandeur et l'architecte et qui comprennent :

a) un rapport qui présente les actes et travaux projetés, les options d'aménagement et le parti architectural du projet ainsi que, lorsque le projet implique une dérogation aux dispositions légales, décrétales ou réglementaires, une motivation des dérogations sollicitées;

le rapport est établi sur la base des éléments suivants :

i. la situation du bien concerné, représentée sur un plan dressé à l'échelle de 1/5 000^e ou de 1/2 500^e, qui figure dans un rayon de 500 mètres de celui-ci :

- l'orientation;

- la localisation du bien concerné par le projet par rapport au noyau central de la localité ainsi que, le cas échéant, à un périmètre de risque majeur visé à l'article 31, à un périmètre visé à l'article 136 ou à un site Natura 2000;

- les voies de desserte avec indication de leur statut juridique et de leur dénomination;

ii. la situation juridique qui renseigne :

- l'affectation du bien concerné au plan de secteur;

- le cas échéant, son affectation au plan communal d'aménagement, sa situation au schéma de structure communal et les options d'aménagement du rapport urbanistique et environnemental;

- si le bien est repris dans le périmètre d'application d'un règlement général sur les bâtisses en site rural, d'un règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme ou d'un règlement communal d'urbanisme;

iii) le contexte urbanistique et paysager, dressé sur un plan établi à l'échelle de 1/500^e et qui figure :

- l'orientation;

- la voirie de desserte cotée, en ce compris son niveau d'implantation, ses aménagements et ses équipements, ainsi que, le cas échéant, les modifications projetées et cotées qui s'y rapportent;

- l'implantation, le gabarit, la nature ou l'affectation des constructions existantes sur le bien concerné et dans un rayon de 50 mètres de celui-ci;

- lorsque le projet implique l'application des articles 110 à 113 et 127, § 3, les principales lignes de force telles que les éléments marquants du relief, les courbes de niveaux, la végétation, la présence d'un cours d'eau ou tout autre élément marquant du paysage sur le bien concerné et dans un rayon de 50 mètres de celui-ci;

- l'indication numérotée des prises de vues du reportage photographique visé à l'article 285, 3°, b;

b) un reportage photographique qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet et qui contient au minimum :

i. deux prises de vues, l'une à front de voirie, montrant la parcelle et les immeubles la jouxtant, l'autre montrant la ou les parcelles en vis-à-vis de l'autre côté de la voirie;

ii. au moins trois prises de vues différentes afin de visualiser les limites du bien concerné et les constructions voisines;

iii. lorsqu'il s'agit d'une nouvelle construction, lorsque le projet implique l'application des articles 110 à 113, 127, § 3, lorsqu'il s'agit d'un permis de constructions groupées ou lorsque le projet est situé dans un périmètre d'intérêt paysager :

- au moins trois prises de vue différentes éloignées qui permettent de visualiser le contexte paysager d'ensemble dans lequel s'insère le projet, avec indication sur la photographie du lieu d'implantation du projet;

- une ou plusieurs vues différentes et représentatives, en trois dimensions, des actes et travaux projetés et de la situation de fait dans un rayon de 50 m de chacune des limites de la parcelle concernée ou dans le rayon le plus approprié eu égard aux angles de perception visuelle du projet par rapport aux parcelles voisines et au contexte bâti ou non bâti;

c) l'occupation de la parcelle, figurée sur un plan dressé à l'échelle de 1/500^e ou de 1/200^e et qui figure :

i. les limites cotées de la parcelle concernée et les courbes de niveau;

ii. au moins deux coupes (longitudinale et transversale) cotées du relief ainsi que, le cas échéant, les modifications projetées et cotées qui s'y rapportent;

iii. le cas échéant, l'implantation et le gabarit cotés des constructions existantes sur la parcelle, à maintenir ou à démolir;

iv. l'implantation et le gabarit cotés des constructions projetées, l'indication des matériaux de parement des élévations et de couverture des toitures;

v. les servitudes du fait de l'homme sur le terrain;

vi. l'aménagement maintenu ou projeté du solde de la parcelle concernée, en ce compris les zones de recul, les clôtures de celle-ci, les aires de stationnement pour les véhicules, l'emplacement, la hauteur de la végétation existante qui comprend les arbres à haute tige, les haies à maintenir ou à abattre, ainsi que les arbres remarquables, des plantations;

d) la visualisation du projet reprenant les constructions à maintenir, à démolir ou à construire, dressée à l'échelle de 1/100^e, qui figure :

i. la vue en plan de chaque niveau ainsi que l'affectation actuelle et future des locaux;

ii. la vue reprenant l'ensemble des baies de toute élévation qui s'ouvre vers le domaine public et, à titre indicatif, la vue reprenant l'ensemble des baies des autres élévations, ainsi que le matériau de parement des élévations et de couverture des toitures;

iii. les coupes transversales et longitudinales cotées qui doivent comporter le niveau d'implantation du rez-de-chaussée, les niveaux du relief du sol existant et projeté et le profil des constructions contiguës;

e) les questionnaires prévus par l'arrêté royal du 3 décembre 1962 prescrivant une statistique mensuelle des permis de bâtir ainsi que des bâtiments achevés pendant le mois.

A titre exceptionnel, la production de documents complémentaires peut être sollicitée si ceux-ci sont jugés indispensables à la compréhension du projet.

Art. 286. 1^o Les dessins doivent être hachurés suivant un répertoire à reprendre en légende, soit le gris foncé pour le béton, le gris pour la maçonnerie nouvelle et des hachures pour la maçonnerie existante, des traits interrompus et des points remplissant l'espace entre les deux traits parallèles pour les parties à démolir.

2^o Les plans doivent être numérotés et pliés au format standard de 21 sur 29,7 cm.

Sous-section 2. — Du contenu simplifié de certains dossiers de demande de permis d'urbanisme.

Art. 287. La présente sous-section s'applique aux demandes de permis pour lesquels le concours d'un architecte est requis et qui concernent les actes et travaux suivants :

1^o transformer une construction ou partie de construction attenante à une autre construction ou installation au sens de l'article 84, § 1^{er}, 5^o, pour autant que l'emprise au sol soit au maximum doublée;

2^o créer un ou plusieurs nouveaux logements dans une construction existante;

3^o modifier la destination d'un bien au sens de l'article 84, § 1^{er}, 7^o;

Art. 288. Le dossier de demande de permis d'urbanisme pour les actes et travaux visés à la présente sous-section contient :

1^o une demande de permis, en double exemplaire, rédigée sur un formulaire dressé par la commune et mis gratuitement par elle à la disposition du demandeur; le formulaire doit comprendre le texte du modèle repris à l'annexe 20; la demande de permis est accompagnée d'autant d'exemplaires de plans qu'il y a d'instances à consulter;

2^o une attestation par laquelle, d'une part, l'architecte qui a, ou les architectes qui ont établi et signé les plans et, d'autre part, l'architecte qui sera chargé ou les architectes qui seront chargés du contrôle légalement imposé des travaux lors de leur exécution, déclarant à quel tableau de l'Ordre des Architectes ou sur quelle liste de stagiaires ils sont inscrits, ou à quelle date ils ont procédé auprès du Conseil national de l'Ordre à la déclaration visée à l'article 8, alinéa § 2, alinéa 2 et 3, de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des Architectes; cette attestation doit comprendre le texte des modèles repris aux annexes 21 et 22.

L'attestation comprenant le texte du modèle repris à l'annexe 22 doit être revêtue du visa du conseil de l'Ordre auquel ressortissent les architectes intéressés.

Ce visa a pour seul objet de certifier que, dans les limites d'une période de trois mois, l'intéressé est en droit d'exercer en Belgique la profession d'architecte.

A défaut pour le conseil de l'Ordre compétent de s'être prononcé sur la demande de visa dans les dix jours ouvrables de l'envoi de l'attestation, l'architecte intéressé fait présenter l'attestation susvisée non revêtue du visa. Dans cette dernière éventualité, l'attestation est remplie en triple exemplaire et le collègue communal, le fonctionnaire délégué ou le Gouvernement;

3° les documents relatifs aux actes et travaux projetés, signés par le demandeur et l'architecte et qui comprennent :

a) un rapport qui présente les actes et travaux projetés, établi sur la base des éléments suivants :

i. la situation du bien concerné, représentée sur un plan dressé à l'échelle de 1/5 000^e ou de 1/2 500^e, qui figure dans un rayon de 500 mètres de celui-ci :

- l'orientation;

- la localisation du bien concerné par le projet par rapport au noyau central de l'agglomération ainsi que, le cas échéant, à un périmètre de risque majeur visé à l'article 31, à un périmètre visé à l'article 136 ou à un site Natura 2000;

- les voies de desserte avec indication de leur statut juridique et de leur dénomination;

ii. le contexte urbanistique et paysager, dressé sur un plan établi à l'échelle de 1/500^e, qui figure :

- l'orientation;

- la voirie de desserte cotée, en ce compris son niveau d'implantation, ses aménagements et ses équipements, ainsi que, le cas échéant, les modifications projetées et cotées qui s'y rapportent;

- l'implantation, le gabarit, la nature ou l'affectation des constructions existantes sur le bien concerné et dans un rayon de 50 mètres de celui-ci;

- lorsque le projet implique l'application des articles 110 à 113 et 127, § 3, les principales lignes de force telles que les éléments marquants du relief, les courbes de niveaux, la végétation, la présence d'un cours d'eau ou tout autre élément marquant du paysage sur le bien concerné et dans un rayon de 50 mètres de celui-ci;

- l'indication numérotée des prises de vues du reportage photographique visé à l'article 289, 3° *b*;

iii. lorsque le projet implique une dérogation aux dispositions légales, décrétales ou réglementaires, les dispositions auxquelles le projet déroge et une motivation des dérogations sollicitées;

b) un reportage photographique qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet et qui contient au minimum :

i. deux prises de vues, l'une à front de voirie, montrant la parcelle et les immeubles la jouxtant, l'autre montrant la ou les parcelles en vis-à-vis de l'autre côté de la voirie;

ii. au moins trois prises de vues afin de visualiser les limites du bien concerné et les constructions voisines;

c) l'occupation de la parcelle, figurée sur un plan dressé à l'échelle de 1/500^e ou de 1/200^e et qui figure :

i. les limites cotées de la parcelle concernée et les courbes de niveau;

ii. si le projet implique une modification sensible du relief du sol, une ou plusieurs coupes cotées du relief existant et projeté;

iii. le cas échéant, l'implantation et le gabarit cotés des constructions existantes sur la parcelle, à maintenir ou à démolir;

iv; l'implantation et le gabarit cotés des constructions projetées, l'indication des matériaux de parement des élévations et de couverture des toitures;

v. les servitudes du fait de l'homme sur le terrain;

vi. l'aménagement maintenu ou projeté du sol de la parcelle concernée, en ce compris les zones de recul, les clôtures de celle-ci, les aires de stationnement pour les véhicules l'emplacement, la hauteur de la végétation existante qui comprend les arbres à haute tige, les haies à maintenir ou à abattre, ainsi que les arbres remarquables, des plantations;

d) la visualisation du projet reprenant les constructions à maintenir, à démolir ou à construire, dressée à l'échelle de 1/100^e, qui figure :

i. la vue en plan de chaque niveau ainsi que l'affectation actuelle et future de chaque local;

ii. la vue reprenant l'ensemble des baies de toute élévation qui s'ouvre vers le domaine public et, à titre indicatif, la vue reprenant l'ensemble des baies des autres élévations, ainsi que le matériau de parement des élévations et de couverture des toitures;

iii. les coupes transversales et longitudinales cotées qui doivent comporter le niveau d'implantation du rez-de-chaussée, les niveaux du relief du sol existant et projeté et le profil des constructions contiguës;

e) les questionnaires prévus par l'arrêté royal du 3 décembre 1962 prescrivant une statistique mensuelle des permis de bâtir ainsi que des bâtiments achevés pendant le mois.

A titre exceptionnel, la production de documents complémentaires peut être sollicitée si ceux-ci sont jugés indispensables à la compréhension du projet.

Art 289. 1° Les dessins doivent être hachurés suivant un répertoire à reprendre en légende, soit le gris foncé pour le béton, le gris pour la maçonnerie nouvelle et des hachures pour la maçonnerie existante, des traits interrompus et des points remplissant l'espace entre les deux traits parallèles pour les parties à démolir.

2° Les plans doivent être numérotés et pliés au format standard de 21 sur 29,7 cm.

Section 2. — Du dossier des demandes de permis dispensés du concours d'un architecte.

Art. 290. La présente section s'applique aux actes et travaux pour lesquels le concours d'un architecte n'est pas requis et qui concernent les actes et travaux visés à l'article 84, § 1^{er}, 2°, 3°, 8° à 13°, ainsi qu'aux actes et travaux qui suivent :

1° transformer une construction existante, destinée ou non à l'habitation, pour autant que l'agrandissement ne soit pas destiné à l'habitation, sans étage, ni sous-sol et que son emprise au sol ne dépasse pas 40 m²;

2° créer un ou plusieurs logements dans un bâtiment destiné en tout ou en partie à l'habitation pour autant qu'ils n'impliquent aucune modification du volume construit autre que celle visée à l'article 263, 5°, *a*;

3° construire une véranda contiguë au bâtiment principal pour autant qu'elle ne comporte qu'un seul niveau;

4° construire une annexe, non affectée à l'habitation tels que les volières, les colombiers, les abris pour animaux, les abris de jardin, qui n'est pas contiguë à une construction existante;

5° placer une ou plusieurs installations, fixes ou mobiles, ne nécessitant aucun assemblage, ou placer une antenne pour autant que l'implantation soit située à une distance des limites mitoyennes au moins égale à la hauteur totale de l'installation;

6° placer un ou plusieurs modules de production d'électricité ou de chaleur qui alimentent directement toute construction, installation ou tout bâtiment situé sur le même bien immobilier dont la source d'énergie est renouvelable,

pour autant que l'implantation soit située à une distance des limites mitoyennes au moins égale à la hauteur totale du module;

7° modifier la destination d'un bâtiment visée à l'article 84, § 1^{er}, 7, pour autant que les actes et travaux envisagés ne portent pas atteinte aux structures portantes du bâtiment ou qu'ils n'entraînent pas de modification de son volume construit ou de son aspect architectural;

8° réaliser, aux abords d'une construction ou d'une installation, privée, dûment autorisée, des actes et travaux d'aménagement au sol, tels que les chemins, les aires de stationnement en plein air, les étangs, les piscines non couvertes, les terrains de sport non couverts, les murs de clôture ou de soutènement ainsi que le placement des citernes domestiques ou des clôtures;

9° mettre en œuvre un plan particulier de gestion d'une réserve naturelle domaniale, visé à l'article 14 de la loi du 12 juillet 1973 sur la Conservation de la Nature, et un plan de gestion d'une réserve naturelle agréée, visé à l'article 19 de la même loi.

Art. 291. Le dossier de demande de permis d'urbanisme pour les actes et travaux visés à la présente section contient :

1° une demande de permis, en double exemplaire, rédigée sur un formulaire dressé par la commune et mis gratuitement par elle à la disposition du demandeur; le formulaire doit comprendre le texte du modèle repris à l'annexe 20;

2° les documents relatifs aux actes et travaux projetés, signés par le demandeur, qui comprennent :

a) un rapport qui présente les actes et travaux projetés et, en cas de démolition, l'affectation de la parcelle après exécution de ces actes et travaux, ainsi que le contexte urbanistique et paysager qui permet de situer le projet dans un rayon de 200 mètres du projet et qui figure :

i. l'orientation;

ii. les voies de desserte avec indication de leur statut juridique et de leur dénomination;

iii. dans un rayon de 50 mètres de celui-ci, l'implantation, la nature ou l'affectation des constructions existantes sur le bien concerné;

iv. l'indication numérotée des prises de vues du reportage photographique visé à l'article 293, 2°, b;

b) un reportage photographique qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet et qui contient au minimum :

i. deux prises de vues, l'une à front de voirie, montrant la parcelle et les immeubles la jouxtant, l'autre montrant la ou les parcelles en vis-à-vis de l'autre côté de la voirie;

ii. au moins trois prises de vues afin de visualiser les limites du bien concerné et les constructions voisines;

c) l'occupation de la parcelle, représentée sur un plan, qui figure :

i. les limites de la parcelle concernée;

ii. le cas échéant, l'implantation et le gabarit des constructions existantes sur la parcelle, à maintenir ou à démolir;

iii. le cas échéant, l'implantation et le gabarit des constructions projetées, l'indication des matériaux de parement des élévations et de couverture des toitures;

iv. les servitudes du fait de l'homme sur le terrain;

v. l'aménagement maintenu ou projeté du sol de la parcelle concernée, en ce compris les zones de recul, les clôtures de celle-ci, les aires de stationnement pour les véhicules l'emplacement, la hauteur de la végétation existante qui comprend les arbres à haute tige, les haies à maintenir ou à abattre, ainsi que les arbres remarquables, des plantations;

vi. lorsque le projet concerne les actes et travaux visés à l'article 84, 13°, a) et b) du Code, le dossier doit indiquer les dispositifs prévus pour masquer le dépôt ou les installations mobiles et renseigner la fréquence d'utilisation du terrain.

A titre exceptionnel, la production de documents complémentaires peut être sollicitée si ceux-ci sont jugés indispensables à la compréhension du projet.

Section 3. — Des dispositions communes.

Art. 292. Lorsqu'il s'agit de modifier la destination de tout ou partie d'un bien au sens de l'article 84, § 1^{er}, 7°, le dossier contient, en outre :

1° l'indication sur le plan de situation des emplacements des aires de stationnement pour véhicules dans un rayon de 100 mètres de chacune des limites de la parcelle concernée;

2° l'aménagement des abords maintenus ou projetés du sol de la parcelle concernée; lorsque le projet concerne les actes et travaux visés à l'article 84, 13°, a et b, du Code, le dossier doit indiquer les dispositifs prévus pour masquer le dépôt ou les installations mobiles et renseigner la fréquence d'utilisation du terrain.

Art. 293. Lorsque le projet concerne une modification sensible du relief du sol au sens de l'article 84, § 1^{er}, 8°, la demande contient, en outre, une note qui décrit :

1° le but poursuivi;

2° l'indication de la nature des terres à enlever et le cas échéant, la nature et l'origine des terres à amener;

3° l'indication cotée du relief existant de 5 m en 5 m sur le plan d'implantation avec la mention de l'affectation actuelle du terrain, les plantations des propriétés voisines, leur distance vis-à-vis des limites du terrain en cause, ainsi que les coupes indiquant la surface de nivellement du terrain;

4° la gestion des abords et la protection des constructions et plantations voisines;

5° la situation prévue après réalisation des modifications du relief du sol.

Art. 294. Lorsqu'il s'agit d'actes de boisement, de déboisement, d'abattage ou de modification de l'aspect d'un ou plusieurs arbres ou haies remarquables, de défrichement ou de modification de la végétation d'une zone dont le Gouvernement juge la protection nécessaire, la demande contient, en outre, une note qui décrit :

1° le but du boisement, du déboisement, de l'abattage ou de la modification apportée à l'aspect d'un ou plusieurs arbres ou haies remarquables, du défrichement ou de la modification de la végétation d'une zone dont le Gouvernement juge la protection nécessaire;

2° l'indication des plantations et des essences forestières sur plan;

3° le type de plantations et d'essences forestières;

4° l'indication des arbres existants à maintenir sur plan;

5° en cas d'abattage ou de la modification apportée à l'aspect d'un ou plusieurs arbres ou haies remarquables, l'identification de l'arbre ou de la haie par le nom du genre et de l'espèce ou la nature de la haie, son âge estimé, sa circonférence mesurée à 1,50 m du niveau du sol, ainsi que le mode de répartition (isolé ou en groupe) sur plan;

6° la situation prévue après le déboisement, l'abattage ou la modification de l'aspect d'un ou plusieurs arbres ou haies remarquables, le défrichement ou la modification de la végétation.

Art. 295. Lorsqu'il s'agit d'actes ou de travaux soumis à la performance énergétique des bâtiments, la demande contient, en outre :

- s'il s'agit de bâtiments neufs et assimilés et bâtiments faisant l'objet de travaux de rénovation importants, l'engagement PEB visé aux articles 568, § 1^{er} et 572 ainsi que, le cas échéant, l'étude de faisabilité visée à l'article 568, § 2;

- s'il s'agit de bâtiment faisant l'objet de travaux de rénovation simples ou faisant l'objet de changement d'affectation visé à l'article 549, le formulaire visé à l'article 576."

Art. 4. Sous le Titre IV intitulé "Des mesures d'exécution du Livre IV" du Livre V du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, est inséré un chapitre 5 rédigé comme suit :

"CHAPITRE V. — De la procédure relative à la performance énergétique des bâtiments

Art. 565. Le présent chapitre s'applique aux bâtiments visés à l'article 531, alinéa 1^{er}, soumis à exigences PEB.

Art. 566. Sous peine d'irrecevabilité, l'engagement PEB, la déclaration PEB initiale et la déclaration PEB finale visés à la section 1^{re} ainsi que le formulaire visé à la section 2 sont établis au moyen des formulaires mis à la disposition du public par l'administration.

Section 1^{re}. — Bâtiments neufs et assimilés et bâtiments faisant l'objet de travaux de rénovation importants

Sous-section 1^{re}. — Bâtiments neufs et assimilés

Art. 567. La présente section détermine la procédure applicable aux travaux de construction ou de reconstruction d'un bâtiment neuf et assimilé.

Art. 568. § 1^{er}. Pour les bâtiments visés par la présente section, l'engagement PEB est joint, sous peine d'irrecevabilité, au dossier de demande de permis.

Outre les éléments visés à l'article 237/22, § 1^{er}, l'engagement PEB contient, au moins :

1° le numéro de dossier PEB;

2° l'identité et les coordonnées du déclarant, de l'architecte et du responsable PEB;

3° le cas échéant, les références d'agrément du responsable PEB;

4° la nature des travaux et la destination ou les destinations du bien;

5° la superficie utile totale du bâtiment concerné et, le cas échéant, de la partie de celui-ci concerné par les travaux de reconstruction partielle ou faisant l'objet de l'extension;

6° l'engagement sur l'honneur du déclarant et du responsable PEB qu'ils ont pris connaissance des exigences PEB applicables à leur projet et des sanctions applicables en cas de non-respect de celles-ci;

7° la date;

8° la signature du déclarant et du responsable PEB.

§ 2. En plus, pour tout bâtiment visé à l'article 237/10, alinéa 2, du Code, l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique est jointe, sous peine d'irrecevabilité, au dossier de demande de permis.

Outre les éléments visés à l'article 237/16, l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique contient au moins :

1° le numéro de dossier PEB;

2° l'identité et les coordonnées du déclarant, de l'architecte et du responsable PEB;

3° les références d'agrément de l'auteur de l'étude de faisabilité;

4° la nature des travaux et la destination ou les destinations du bien;

5° la superficie utile totale du bâtiment concerné et, le cas échéant, de la partie de celui-ci concerné par les travaux de reconstruction partielle ou faisant l'objet de l'extension;

la date;

6° la signature du déclarant et de l'auteur de l'étude de faisabilité.

Art. 569. Pour les bâtiments visés par la présente section, l'envoi visé à l'article 134, alinéa 1^{er}, comprend :

1° l'identité et les coordonnées des entrepreneurs s'ils sont déjà connus;

2° l'adresse et les références cadastrales du terrain ou du bâtiment concerné;

3° la date d'octroi du permis et son numéro de référence;

4° la date de début des actes et travaux;

5° la déclaration PEB initiale;

6° l'identité et les coordonnées des entrepreneurs s'ils sont déjà connus;

7° la signature du titulaire du permis.

La déclaration PEB initiale visée à l'article 237/1, 11° contient au moins :

1° le numéro de dossier PEB;

2° l'identité et les coordonnées du déclarant, de l'architecte et du responsable PEB;

3° l'indication d'un éventuel changement dans l'identification des intervenants au projet (le déclarant, l'architecte, le responsable PEB etc.);

4° le cas échéant, les références d'agrément du responsable PEB;

5° la nature des travaux et la destination ou les destinations du bien et le changement éventuellement envisagé de celle-ci;

6° le volume protégé du bâtiment ou des parties du bâtiment;

7° les exigences applicables à chaque partie de bâtiment en fonction de leur destination;

8° les mesures envisagées pour atteindre les exigences PEB;

9° une estimation du résultat attendu du calcul de la PEB en appliquant le logiciel de calcul mis à disposition du responsable PEB par l'administration;

10° la date;

11° la signature du déclarant et du responsable PEB.

Art. 570. La déclaration PEB finale visée à l'article 237/1, 12°; contient au moins :

1° l'identité et les coordonnées des entrepreneurs;

2° l'identité et les coordonnées du déclarant, de l'architecte et du responsable PEB;

3° l'indication d'un éventuel changement dans l'identification des intervenants au projet (le déclarant, l'architecte, le responsable PEB etc.);

4° la date d'octroi du permis et son numéro de référence;

5° l'événement par lequel prend cours le délai endéans lequel la déclaration PEB finale doit être adressée et la date de celui-ci;

6° les mesures mises en œuvre pour atteindre les exigences PEB;

7° le résultat du calcul de la PEB en appliquant le logiciel de calcul mis à disposition du responsable PEB par l'administration;

8° la date;

9° la signature du déclarant et du responsable PEB.

Sous-section 2. — Bâtiments faisant l'objet de travaux de rénovation importants

Art. 571. La présente section détermine la procédure applicable aux bâtiments faisant l'objet de travaux de rénovation importants, définis à l'article 530, 3°.

Art. 572. Pour les bâtiments visés par la présente section, l'engagement PEB est joint, sous peine d'irrecevabilité, au dossier de demande de permis.

Outre les éléments visés à l'article 237/22, § 1^{er}, l'engagement PEB contient, au moins :

1° le numéro de dossier PEB;

2° l'identité et les coordonnées du déclarant, de l'architecte et du responsable PEB;

3° le cas échéant, les références d'agrément du responsable PEB;

4° la superficie utile totale du bâtiment;

5° la nature des travaux et la destination ou les destinations du bien;

6° la quote-part de l'enveloppe qui fait l'objet de travaux (exprimée en pourcentage);

7° le coût total de la rénovation portant sur l'enveloppe ou sur les installations énergétiques par rapport à la valeur du bâtiment, compte non tenu de la valeur du terrain;

8° l'engagement sur l'honneur du déclarant et du responsable PEB qu'ils ont pris connaissance des exigences PEB applicables à leur projet et des sanctions applicables en cas de non-respect de celles-ci;

9° la date;

10° la signature du déclarant et du responsable PEB.

Art. 573. Pour les bâtiments visés par la présente section, l'envoi visé à l'article 134, alinéa 1^{er}, comprend :

1° l'identité et les coordonnées des entrepreneurs s'ils sont déjà connus;

2° l'adresse et les références cadastrales du terrain ou du bâtiment concerné;

3° la date d'octroi du permis et son numéro de référence;

4° la date de début des actes et travaux;

5° la déclaration PEB initiale;

6° la signature du titulaire du permis.

La déclaration PEB initiale visée à l'article 237/1, 11°; contient au moins :

1° le numéro de dossier PEB;

2° l'identité et les coordonnées du déclarant, de l'architecte et du responsable PEB;

3° l'indication d'un éventuel changement dans l'identification des intervenants au projet (le déclarant, l'architecte, le responsable PEB etc.);

4° le cas échéant, les références d'agrément du responsable PEB;

5° la nature des travaux et la destination ou les destinations du bien et le changement éventuellement envisagé de celle-ci;

6° les exigences applicables à chaque partie de bâtiment en fonction de leur destination;

7° si nécessaire, le volume protégé du bâtiment ou des parties du bâtiment;

8° les mesures envisagées pour atteindre les exigences PEB;

9° une estimation du résultat attendu du calcul de la PEB en appliquant le logiciel de calcul mis à disposition du responsable PEB par l'administration;

10° la date;

11° la signature du déclarant et du responsable PEB.

Art. 574. La déclaration PEB finale visée à l'article 237/1, 12°, contient au moins :

1° l'identité et les coordonnées du déclarant, de l'architecte et du responsable PEB;

2° l'identité et les coordonnées des entrepreneurs;

3° l'indication d'un éventuel changement dans l'identification des intervenants au projet (le déclarant, l'architecte, le responsable PEB etc.);

4° la date d'octroi du permis et son numéro de référence;

5° l'événement par lequel prend cours le délai endéans lequel la déclaration PEB finale doit être adressée et la date de celui-ci;

6° les mesures mises en œuvre pour atteindre les exigences PEB;

7° le résultat du calcul de la PEB en appliquant le logiciel de calcul mis à disposition du responsable PEB par l'administration;

8° la date;

9° la signature du déclarant et du responsable PEB.

*Section 2. — Bâtiment faisant l'objet de travaux de rénovation simples
ou faisant l'objet de changement d'affectation visé à l'article 549*

Art. 575. La présente section détermine la procédure applicable aux travaux de rénovation simples ou faisant l'objet de changement d'affectation visé à l'article 549.

Art. 576. Pour les bâtiments visés à la présente section, un formulaire, en 3 exemplaires, est joint, sous peine d'irrecevabilité, au dossier de demande de permis.

Le formulaire visé au premier alinéa comprend au moins :

1° un engagement à respecter les exigences de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments;

2° un tableau des valeurs U des éléments de construction qui font l'objet de travaux de rénovation;

3° s'il s'agit d'un changement d'affectation au sens de l'article 549, une note de calcul du niveau K."

Art. 5. Un article 452/34bis rédigé comme suit est inséré dans le même Code :

"Des modules de production d'électricité ou de chaleur.

Sont seuls autorisés les modules de production d'électricité ou de chaleur qui remplissent les conditions suivantes :

1° le ou les modules sont :

soit placés directement sur un bâtiment existant,

- soit ancrés directement au sol ou via un support relié au sol pour autant qu'ils soient non visibles du domaine public;

2° le ou les modules alimentent toute construction, installation ou tout bâtiment situé dans la même propriété que le ou les modules, étant entendu que la même propriété peut comporter plusieurs parcelles cadastrales;

3° le ou les modules sont destinés à un usage privé; ne sont donc pas autorisées, les installations collectives de modules de production et les installations publiques d'un réseau de distribution ou de production d'électricité.

Art. 6. L'article 530, 20°, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 déterminant la méthode de calcul et les exigences, les agréments et les sanctions applicables en matière de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments est remplacé comme suit :

"administration : la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie, Département de l'Énergie et du bâtiment durable".

Art. 7. L'article 532 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 déterminant la méthode de calcul et les exigences, les agréments et les sanctions applicables en matière de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments est remplacé comme suit :

"Pour l'application de l'article 237/2, 3°, on entend par bâtiments faibles consommateurs d'énergie, les bâtiments industriels, ateliers ou bâtiments agricoles non résidentiels :

- lorsqu'ils ne sont pas chauffés ou climatisés pour les besoins de l'homme ou,

- lorsque la puissance totale des émetteurs thermiques destinés au chauffage des locaux pour assurer le confort thermique des personnes divisée par le volume, chauffé est inférieure à 15W/m³ et/ou la puissance totale des émetteurs thermiques destinés à la climatisation des locaux pour assurer le confort thermique des personnes, divisée par le volume climatisé, est inférieure à 15W/m³".

Art. 8. L'annexe 52 relative à la déclaration urbanistique préalable visée à l'article 263, § 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie est remplacée par le formulaire repris en annexe au présent arrêté.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2009, à l'exception de l'article 2 du présent arrêté qui entre en vigueur le dixième jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. La demande de permis dont l'accusé de réception est antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté peut poursuivre son instruction selon la procédure en vigueur avant cette date.

Art. 11. Le Ministre Développement territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juin 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 3115

[2009/203976]

18. JUNI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Handlungen und Arbeiten im Sinne von Artikel 84, § 2, Absatz 2, des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie (CWATUPE), die Zusammensetzung der Anträge auf Städtebaugenehmigung und das im Bereich der Energieeffizienz von Gebäuden anwendbare Verfahren

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, insbesondere Artikel 84, § 2, Absatz 2, Artikel 115, Absatz 2, Artikel 127, § 2, Absatz 2 und § 4, Absatz 2, Artikel 237/2, Artikel 237/16, Artikel 237/25, Artikel 237/26 und Artikel 237/27;

Aufgrund des Buches V desselben Gesetzbuches;

Aufgrund des am 3. April 2009 abgegebenen Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung (09/CRAT B.3604);

Aufgrund des am 10. Juni 2009 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 46.603/4;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;
Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird insbesondere die Richtlinie 2002/91/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2002 über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Die Artikel 262 bis 265/1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie und die Gruppierungen, die sie enthalten, werden durch das Kapitel IV von Titel I des Buches V desselben Gesetzbuches, das die wie folgt verfassten Artikel 262 bis 265 enthält, ersetzt:

"KAPITEL IV — Liste der geringfügigen Handlungen und Arbeiten"

Abschnitt 1 — Handlungen und Arbeiten, für die keine Städtebaugenehmigung erforderlich ist

Art. 262 - Für folgende Handlungen und Arbeiten ist keine Städtebaugenehmigung erforderlich:

1° die vorläufigen Infrastrukturbauten auf Baustellen für genehmigte Handlungen und Arbeiten, einschließlich der Speise-, Wohn- und Sanitärräume sowie der Aufenthaltspavillons, während der Dauer der Handlungen und Arbeiten, insofern diese ununterbrochen ausgeführt werden;

2° die Einrichtung - insofern sie der Zweckbestimmung des Gebiets entspricht - eines oder mehrerer Module zur Erzeugung von Strom oder Hitze, deren Energiequelle ausschließlich die Sonne ist, das bzw. die zur direkten Versorgung der Bauten, Anlagen oder Gebäude dient, die sich auf demselben Immobiliengut befinden, und einer oder mehreren der folgenden Annahmen genügen:

- wenn das oder die Module auf einem Satteldach befestigt sind, ist die Projektion des Überhangs in der Vertikalen kleiner als oder gleich 0,30 m und ist der Unterschied zwischen der Neigung des Moduls und der Neigung des Dachs kleiner als oder gleich 15 Grad;

- wenn das oder die Module auf einem Flachdach befestigt sind, ist der vertikale Überhang höchstens 1,50 m und ist die Neigung des Moduls höchstens 35 Grad;

- wenn das oder die Module auf einem aufgehenden Mauerwerk befestigt sind, beträgt die Projektion des Überhangs in der Horizontalen zwischen 1,20 m und 1,50 m und weist das Modul eine Neigung zwischen 25 und 45 Grad auf;

3° sofern die Festigkeit des Gebäudes nicht gefährdet wird, Innen- oder Außeneinrichtungsarbeiten oder Instandhaltungs- und Pflegearbeiten, die keine Änderung des Bauvolumens bzw. seines architektonischen Aussehens zur Folge haben, unter der Voraussetzung, dass diese Arbeiten nicht darin bestehen, eine neue Wohnung zu schaffen oder die Zweckbestimmung eines Guts im Sinne von Art. 84, § 1, 6° und 7° ganz oder teilweise zu ändern;

4° jede reversible Einrichtung, die der Zweckbestimmung der Höfe und Gärten entspricht, und Folgendes betrifft:

a) das Aufstellen von Gartenmöbeln, wie Bänken, Tischen, Sesseln;

b) offene Feuer oder Barbecue-Grills, Mülltonnen, Kompostbehälter, Pergolen oder Säulen, insofern ihre Gesamthöhe 2,50 m nicht überschreitet;

c) Aufstell- oder selbsttragende Schwimmbecken;

d) das Aufstellen von Kandelabern und Lichtmasten, so dass der auf den Boden fallende Lichtstrahl der Lampen nicht über die Grundstücksgrenzen hinausragt;

e) die für Spiele strikt notwendigen Ausrüstungen, die eine Höhe von 3,50 m nicht überschreiten;

f) das Anbringen von Pflanzentrögen und Zierbrunnen;

g) das Aufstellen einer Rundfunk- und Fernsehantenne oder einer Parabolantenne, sofern:

- die Fläche 1,00 m² nicht überschreitet;

- sie in einem aufgehenden Mauerwerk hinter dem Gebäude im Verhältnis zum öffentlichen Eigentum oder mindestens 4 m hinter der Fluchtlinie verankert ist, oder im Boden oder auf einer Dachseite hinter dem Gebäude im Verhältnis zum öffentlichen Eigentum verankert ist;

- der Farbton der Antenne mit dem seiner Befestigung ähnlich ist;

5° jede Einrichtung in einem Wohngebiet, in einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter oder in einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung, das bereits eingerichtet ist, oder jede Einrichtung, die ein Gebäude betrifft, das vor dem Inkrafttreten des Sektorenplans bestand, oder auf der Grundlage von Artikel 111 oder 112 ordnungsgemäß genehmigt worden ist und ganz oder teilweise zu Wohnzwecken bestimmt ist, und Folgendes betrifft:

a) das Anlegen von Wegen oder Terrassen am Boden;

b) den Bau eines Teiches mit einer Fläche von höchstens 25,00 m²;

c) pro Grundstück, den Bau eines für den privaten Gebrauch bestimmten Schwimmbeckens ohne Dach mit einer Höchstfläche von 50,00 m², sowie jeglicher Sicherheitsvorrichtung um dieses Schwimmbecken mit einer maximalen Höhe von 2,00 m, sofern es hinter dem Gebäude im Verhältnis zum Wegenetz und mindestens 3,00 m von den Grundstücksgrenzen entfernt steht, und die für diese Einrichtungen erforderlichen Erdabtragungen keine wesentliche Abänderung des natürlichen Bodenreliefs auf dem Rest des Eigentums mit sich bringen; diese Schwimmbecken dürfen mit einer teleskopischen Überdachung bedeckt werden, die aus einer leichten und zusammenfaltbaren Struktur besteht, die die Fläche des Beckens deckt, insofern ihre Höhe höchstens zwei Meter beträgt;

d) pro Grundstück, die Anlage oder Entfernung einer Gartenlaube, die nicht für ein oder mehrere Tiere bestimmt ist, mit einer Höchstfläche von 20,00 m², und deren Gesimshöhe 2,50 m und Firsthöhe 3,50 m über dem natürlichen Bodenniveau nicht überschreitet, sofern sie hinter dem Gebäude im Verhältnis zum Wegenetz und mindestens 2,00 m von den Grundstücksgrenzen entfernt steht;

e) Zäune, deren Höhe 2,00 m nicht überschreitet, bestehend aus lebenden Hecken aus regionalen Pflanzenarten oder aus Pfählen, die untereinander durch Draht oder Maschendraht, gegebenenfalls mit einer höchstens 0,50 m hohen Betonplatte oder Mauer an der Basis, oder aber durch ein oder zwei waagerechte Querstücke verbunden werden, sowie Portalrahmen und Tore, die nicht höher als 2,00 m sind, durch die eine breite Aussicht auf das Grundstück möglich ist;

f) pro Grundstück, das Aufstellen oder die Entfernung eines Carports, insofern:

- der Carport an ein bestehendes Gebäude angrenzt und direkt in Verbindung mit der Straße steht;

- dessen Höchstfläche 30,00 m² beträgt;

- das Volumen mit einem Dach bedeckt ist, das auf Holzpfosten beruht oder auf Pfeilern aus Baustoffen, die

denjenigen ähnlich sind, die für die Verblendung des bestehenden Gebäudes benutzt werden;

- das Volumen mit einem Pultdach, mit einem Satteldach, dessen beide Dachseiten die gleiche Schräge und Länge aufweisen, oder mit einem Flachdach bedeckt ist;

- wenn es sich um ein Satteldach handelt, darf die Gesimshöhe 2,50 m und die Firsthöhe 3,50 m nicht überschreiten, und müssen die Deckstoffe mit denjenigen des bestehenden Gebäudes ähnlich sein;

- wenn es sich um ein Flachdach handelt, darf die Höhe 3,20 m am Dachrand nicht überschreiten;

6° die Anlage, Verlegung, Abänderung oder Erweiterung von unterirdischen Wasser-, Abwasser-, Energie- und Telekommunikationsnetzen, einschließlich der Privatanschlüsse, unter der Voraussetzung, dass diese Vorrichtungen zur für die Einrichtung des Eigentums notwendigen Infrastruktur gehören, sowie das Anbringen von unterirdischen Wassertanks oder Brennstoffbehältern, Dränrohren, Abläufen, Wasserrinnen, Schächten, Kanaldeckeln und Faulgruben und von jeglichem individuellen Klärsystem;

7° die Anlage von Einrichtungen mit sozialem, kulturellem, sportlichem oder Freizeitcharakter, für eine Dauer von höchstens sechzig Tagen, unter der Voraussetzung, dass das Gut am Ablauf dieser Frist wieder in seinen ursprünglichen Zustand zurückgebracht wird;

8° der Ersatz von Türen, Fensterrahmen oder Öffnungen in den Verblendungen oder im Dach durch isolierende Türen oder Fensterrahmen;

9° der Verschluss, die Durchführung oder die Veränderung von Öffnungen in der Dachfläche auf höchstens einer Ebene, wobei sie insgesamt höchstens ein Viertel der Länge des entsprechenden aufgehenden Mauerwerks darstellen, insofern der Verschluss mit denselben Baustoffen als denjenigen des Daches erfolgt;

10° der Verschluss, die Durchführung oder die Veränderung von Türen oder Öffnungen in aufgehenden Mauerwerken, die insgesamt höchstens ein Viertel der Länge des entsprechenden aufgehenden Mauerwerks darstellen, insofern

a) der Verschluss, die Öffnung oder die Veränderung nicht in einem aufgehenden Mauerwerk durchgeführt wird, das die Baufront der öffentlichen Straße bildet;

b) der Verschluss, die Öffnung oder die Veränderung mit den gleichen Verblendwerkstoffen wie diejenigen des aufgehenden Mauerwerks stattfindet;

c) jede Öffnung oder Veränderung auf höchstens einer Ebene stattfindet, und Proportionen aufweist, die denjenigen der bestehenden Öffnungen ähnlich sind;

d) sich die gesamten Türen und Öffnungen durch eine senkrechte Dominante kennzeichnen;

11° der Ersatz von Verblendungen von aufgehenden Mauerwerken und Dachbedeckungen durch isolierende Verblendungen und Bedeckungen mit dem gleichen Aussehen, insofern die Zunahme der Wand- bzw. Dachstärke nicht mehr als 0,30 m beträgt;

12° auf dem öffentlichen Eigentum:

a) für die unter 7,00 m breiten Straßen, insofern die Fläche der Straßenanlage nicht verbreitert wird und die wesentlichen Merkmale des Querschnittes nicht verändert werden, die Erneuerung der unteren Tragschichten und des Belags der Straßen, Bankette, Bordsteine oder Bürgersteige, mit Ausnahme der Veränderungen von Belägen aus Naturstein;

b) insofern die wesentlichen Merkmale des Querschnittes nicht verändert werden, die Erneuerung, die Verlegung oder das Entfernen der Einbauten wie Sicherheitsbrüstungen, -leitplanken und -bordsteine, mit Ausnahme der Stützmauern und der Lärmschutzzäune;

c) die Anlage, Verlegung, Änderung oder der Ausbau von eingebauten, verankerten Netzen, die sich auf den öffentlichen Eigentumsbereich stützen oder ihn überragen;

d) die vorläufige Einrichtung der Straßen für eine maximale Dauer von zwei Jahren;

e) die Einrichtungsarbeiten in für Fußgänger, Personen mit eingeschränkter Mobilität oder Radfahrer vorbehaltenen Bereichen, die die lokale Vergrößerung dieser Bereiche, die Verbesserung ihres ästhetischen Aussehens oder die Sicherheit der Benutzer zum Zweck haben;

f) die Anlage oder Erneuerung von kleinem Straßenmobiliar wie Bänke, Tische, Sessel, Mülltonnen, Lichtmaste, Pflanzentröge, kleine Teiche;

g) die Ausbaurbeiten in für Anpflanzungen vorbehaltenen Bereichen;

h) das Anlegen, Verlegen oder Entfernen der folgenden Vorrichtungen bzw. Einbauten:

- die Beschilderung, einschließlich deren Träger und der Gerüste, sowie ihre Schutzvorrichtungen gegen den Verkehr;

- die ortsfesten oder beweglichen Vorrichtungen zur Beschränkung des Verkehrs oder des Parkens;

- die Vorrichtungen zur Kontrolle des Parkens, wie z.B. Parkuhren oder Datum- und Uhrzeitstempelapparate;

- die Vorrichtungen für das Abstellen von zweirädrigen Fahrzeugen;

- die Nebenanlagen von technischen unterirdischen oder oberirdischen Vorrichtungen, wie Steuerschranke für Ampeln oder Straßenbeleuchtung, Rufsäulen, Feuerlöschwasserstände, Fernsehdrahtfunk- und Kabelfernseh-schranke;

i) das Anlegen, Verlegen oder Entfernen von Vorrichtungen zur Straßenbeleuchtung;

j) das Anlegen, Verlegen oder Entfernen der folgenden Reklame- oder Anschlagvorrichtungen:

- Litfaßsäulen mit einem Durchmesser von höchstens 1,20 m und einer maximalen Höhe von 3,50 m;

- freistehende Anschlagtafeln, die nicht höher als 2,50 m und nicht breiter als 1,70 m sind und deren Nutzfläche nicht mehr als 4,00 m² pro Seite beträgt;

k) die Bodenmarkierung oder deren Abänderung;

l) das Aufstellen, Verlegen oder Entfernen von Vorrichtungen zur Verkehrsberuhigung;

m) das Aufstellen, das Entfernen oder die Erneuerung der Vorrichtungen zum Betrieb der öffentlichen Verkehrsmittelwege und -linien, wie Oberleitungsmaste, Signale, Fahrleitungsjochs, Beschilderungszellen oder -schranke oder Pfosten der Haltestellen für Reisende;

n) unbeschadet der vorherigen Erteilung einer Straßenbaugenehmigung, die Anlage einer saisonbedingten offenen Terrasse im Hotel- und Gaststättengewerbe, sofern ihre Fläche 50,00 m² nicht überschreitet;

o) die Wartehäuschen für Reisende an Haltestellen der öffentlichen Verkehrsmittel;

p) das Anbringen oder Versetzen von Briefkästen;

13° in einem Forstgebiet, die in Artikel 1, § 1, 9° des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd erwähnten Aussichtstürme aus Holz, sowie die Vogelhäuser, die dazu bestimmt werden, die Wälder mit für die Jagd bestimmten Wildarten wieder zu besetzen;

14° das Anlegen oder Ändern eines Entwässerungssystems in Gebieten, die nicht zur städtebaulichen Entwicklung bestimmt sind.

Abschnitt 2 — Handlungen und Arbeiten, die einer städtebaulichen Erklärung bedürfen

Art. 263 - § 1. Für die folgenden Handlungen und Arbeiten ist keine Städtebaugenehmigung, sondern eine vorherige städtebauliche Erklärung erforderlich, insofern sie keine Abweichung von den Gesetzes-, Dekrets- und Verordnungsbestimmungen zur Folge haben und sie keine vorbereitenden Handlungen und Arbeiten erfordern, für welche eine Städtebaugenehmigung notwendig ist:

1° die Einrichtungen, die der normalen Zweckbestimmung der Höfe und Gärten entsprechen, soweit diese der Kategorie der in Artikel 262, § 1, 4°, *b, d, e* und *g* erwähnten Handlungen und Arbeiten angehören, die darin vorgesehenen Bedingungen jedoch nicht erfüllen;

2° pro Grundstück, das Aufstellen oder die Entfernung eines Carports mit einer Höchstfläche von 30,00 m², der die in Artikel 262, 5°, *f*, genannten Bedingungen nicht einhält;

3° die Durchführung oder Veränderung von anderen Öffnungen als denjenigen, die in Artikel 262, § 1, 9° und 10° erwähnt sind, mit einem gleichen architektonischen Aussehen wie die bereits bestehenden Öffnungen;

4° der Ersatz von Verblendungen von aufgehenden Mauerwerken und Dachbedeckungen durch isolierende Verblendungen und Bedeckungen nach Artikel 262, § 1, 11°, wobei sie den dort angeführten Bedingungen jedoch nicht erfüllen;

5° pro Grundstück, der Bau oder der Ersatz eines Nebenvolumens durch ein etagenloses Nebenvolumen:

a) wenn es an ein bestehendes Gebäude angrenzt, hinter diesem oder mindestens 4,00 m hinter der Fluchtlinie errichtet wird oder an dieses Gebäude durch ein Volumen mit Flachdach verbunden ist, insofern:

- es eine Höchstfläche von 30,00 m² aufweist und in einem Abstand von mindestens 2,00 m der Grundstücksgrenze errichtet wird;

- das Volumen mit einem Pultdach, mit einem Satteldach, dessen beide Dachseiten die gleiche Schräge und Länge aufweisen, oder mit einem Flachdach bedeckt ist;

- wenn es sich um ein Satteldach handelt, die Gesimshöhe 3,00 m und die Firsthöhe 5,00 m nicht überschreitet, unter der Voraussetzung, dass die Dachrinne sich niedriger als die Dachrinne des Hauptvolumens befindet, oder, wenn es sich um ein Flachdach handelt, die Höhe am Dachrand 3,20 m nicht überschreitet;

- die Verblendwerkstoffe der vertikalen Flächen Holz, Glas oder die gleichen Baustoffe wie die des bestehenden Gebäudes sind, wobei die Gesamtheit der gebildeten Öffnungen eine senkrechte Dominante aufweist;

- wenn es sich um ein Satteldach handelt, die Deckstoffe mit denjenigen des bestehenden Gebäudes ähnlich sind;

b) wenn es sich um ein getrenntes Volumen handelt, das hinter einem bestehenden Gebäude errichtet wird, insofern:

- es nicht zu Wohnzwecken bestimmt ist;

- es eine Höchstfläche von 30,00 m² aufweist und in einem Abstand von mindestens 2,00 m der Grundstücksgrenze errichtet wird;

- das Volumen mit einem Pultdach, mit einem Satteldach, dessen beide Dachseiten die gleiche Schräge und Länge aufweisen, oder mit einem Flachdach bedeckt ist;

- wenn es sich um ein Satteldach handelt, die Gesimshöhe 2,50 m und die Firsthöhe 3,50 m nicht überschreitet, und wenn es sich um ein Flachdach handelt, die Höhe am Dachrand 3,20 m nicht überschreitet;

- die Verblendwerkstoffe der vertikalen Flächen Holz, Glas oder die gleichen Baustoffe wie die des bestehenden Gebäudes sind, wobei die Gesamtheit der gebildeten Öffnungen eine senkrechte Dominante aufweist;

- die Deckstoffe mit denjenigen des bestehenden Gebäudes ähnlich sind;

6° in den Höfen und Gärten, die folgenden Handlungen und Arbeiten:

a) Unterstände für ein oder mehrere Tiere, insofern:

- die Höchstfläche pro Grundstück 15,00 m² (25,00 m² für Taubenhäuser) beträgt;

- sie in einem Abstand von wenigstens 3,00 m von den Grundstücksgrenzen errichtet werden;

- sie in einem Abstand von wenigstens 20,00 m von einer benachbarten Wohnung errichtet werden;

- die Gesimshöhe nicht mehr als 2,50 m und die Firsthöhe nicht mehr als 3,50 m zum natürlichen Bodenniveau beträgt;

- der Verblendwerkstoff der vertikalen Flächen Holz oder Drahtgitter oder aber ein ähnlicher Werkstoff als diejenigen des bestehenden Hauptgebäudes ist;

b) ein Bienenhaus, unbeschadet der Anwendung der im Feldgesetzbuch erwähnten Bestimmungen;

c) die Anlage von Zäunen, Portalrahmen oder Toren, außerhalb derjenigen, die in Artikel 262, § 1, 5°, *e* erwähnt sind;

d) pro Grundstück, die Schaffung eines Teiches oder eines nicht überdachten Schwimmbeckens mit einer Fläche von höchstens 75,00 m², sofern sie sich hinter dem Wohngebäude befinden, und sofern die für diese Einrichtungen erforderlichen Erdabtragungen keine wesentliche Abänderung des natürlichen Bodenreliefs auf dem Rest des Grundstücks mit sich bringen;

7° der Abbruch von Gebäuden ohne Etage und ohne Grundgeschoss, sofern:

a) die Fläche am Boden unter 30,00 m² liegt;

b) sie nicht auf der Baulinie gebaut worden sind;

8° für landwirtschaftliche Betriebe:

a) der Bau von ganz oder teilweise eingegrabenen Lagersilos, insofern die Oberkante der Stützmauern sich nicht über mehr als 1,50 m über dem natürlichen Bodenrelief befindet;

b) die Anlage einer Mistplatte, insofern:

- diese sich in einem Mindestabstand von 3,00 m von der Grundstücksgrenze und 20,00 m von jeder anderen Wohnung als der des Betreibers befindet;

- die Oberkante der Platte oder der Stützmauern sich nicht über mehr als 1,50 m über dem natürlichen Bodenrelief befindet;

c) das Aufstellen von ganz oder teilweise eingegrabenen Zisternen für die Sammlung oder Lagerung von Tierzucht abwässern oder tierischen Ausscheidungen, insofern die Oberkante der Stützmauer sich nicht höher als 0,50 m befindet und die Zisternen sich in einem Mindestabstand von 10,00 m von jeglichem schiffbaren oder nicht schiffbaren Wasserlauf, 3,00 m des öffentlichen Eigentums und 20,00 m von jeder anderen Wohnung als der des Betreibers befinden;

9° der Anbau von Weihnachtsbäumen während eines Zeitraums, der zwölf Jahre nicht überschreitet;

10° in dem Gebiet, das an das Forstgebiet angrenzt, die in Artikel 1, § 1, 9° des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd erwähnten Aussichtstürme aus Holz;

§ 2. Das Gemeindekollegium ist zuständig, um über die in § 1 erwähnte Erklärung zu entscheiden.

Niemand darf in § 1 erwähnte Handlungen und Arbeiten durchführen, ohne eine betreffende Erklärung dem Gemeindekollegium per Sendung oder Hinterlegung mit Aufgabe- bzw. Abnahmebescheinigung zu übermitteln, wobei gleichzeitig eine Abschrift an den beauftragten Beamten zu richten ist.

Die Erklärung ist unzulässig:

1° wenn die Sendung oder Hinterlegung unter Verstoß gegen den vorliegenden Artikel erfolgt oder dessen Vorschriften nicht beachtet;

2° wenn sie Folgendes nicht enthält:

a) einen Katasterauszug bezüglich des Immobilienguts, dessen Gültigkeitsdatum nicht mehr als zwölf Monate vor dem Datum der Erklärung zurückliegt;

b) drei nummerierte Fotos der Örtlichkeiten, wo die geplanten Handlungen und Arbeiten stattfinden werden, mit Angabe auf dem Katasterauszug der Stellen, wo die Fotos genommen wurden;

c) eine Beschreibung in Wort oder Bild, die Positionen und eine vermaßte Skizze der geplanten Handlungen und Arbeiten ggf. zuzüglich der einschlägigen technischen Unterlagen.

Innerhalb fünfzehn Tagen nach dem Eingang der Erklärung informiert das Gemeindekollegium den Erklärungs-pflichtigen per Sendung, ob die Erklärung zulässig ist oder nicht.

Ist die Erklärung nicht zulässig, so gibt das Gemeindekollegium den Grund für die Unzulässigkeit an, wobei es ggf. eine Liste der fehlenden Dokumente angibt, und erklärt, dass das Erklärungsverfahren neu angefangen werden muss.

Ist die Erklärung nach Ansicht des Gemeindekollegiums zulässig, so kann der Erklärungspflichtige die Durchführung der Handlungen und Arbeiten zwanzig Tage, nachdem er die Erklärung übermittelt hat, einleiten.

Wird der Erklärungspflichtige binnen der Frist von fünfzehn Tagen nicht über die Zulässigkeit der Erklärung informiert, so kann er per Einsendung ein Erinnerungsschreiben an das Gemeindekollegium richten. Wenn das Gemeindekollegium nach Ablauf einer neuen Frist von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Erinnerungsschreibens noch keinen Beschluss über die Zulässigkeit der Erklärung gefasst hat, gilt die Erklärung als zulässig, und kann der Erklärungspflichtige zwanzig Tage nach der Zusendung des Erinnerungsschreibens mit der Durchführung der Handlungen und Arbeiten anfangen.

Die Erklärung wird durch den Erklärungspflichtigen auf dem Gelände entlang dem öffentlichen Eigentum angeschlagen und ist ab diesem sichtbar, dies während der ganzen Dauer der Durchführung der Handlungen und Arbeiten.

Das Gemeindekollegium hängt interessierten Drittpersonen ein Register der Erklärungen zur Verfügung, das es quartalsweise dem beauftragten Beamten übermittelt.

Der Minister für Raumordnung kann die Form und den Inhalt der Erklärung bestimmen.

Abschnitt 3 — Handlungen und Arbeiten mit einem beschränkten Effekt nach Artikel 127, § 4, Absatz 2, 1°

Art. 264 - Die folgenden Handlungen und Arbeiten haben einen beschränkten Effekt, insofern sie keine Abweichung von den Gesetzes-, Dekrets- und Verordnungsbestimmungen zur Folge haben und keine vorbereitenden Handlungen und Arbeiten erfordern, die einer Städtebaugenehmigung unterliegen:

1° entweder wenn die auszuführenden Handlungen und Arbeiten in Artikel 84, § 1, 2°, 3°, 6°, 9° bis 12° erwähnt werden;

2° oder in den folgenden Fällen:

a) Änderung eines bestehenden Gebäudes, insofern dessen Grundfläche höchstens 60 m² beträgt;

b) Bau oder Wiederaufbau eines Anbauvolumens oder Einrichtung einer Anlage, das/die nicht an das Hauptgebäude angrenzt, selbst aus nicht beständigen Materialien, sofern es/sie nicht zu Wohnzwecken bestimmt ist und mit einem bestehenden Gebäude oder einer bestehenden Gebäudegruppe eine funktionelle Einheit bildet, insofern die Grundfläche der gebildeten Gruppe höchstens 60 m² beträgt;

c) Durchführung in der Umgebung eines ordnungsgemäß zugelassenen Gebäudes oder einer ordnungsgemäß zugelassenen Anlage von Einrichtungshandlungen und -arbeiten am Boden, wie beispielsweise Wege, Parkflächen im Freien, geringfügige sensible Veränderungen des Bodenreliefs, Teiche, Grenz- oder Stützmauern, sowie das Aufstellen bzw. Anbringen von Tanks oder Zäunen;

d) Einrichtung eines oder mehrerer Module zur Erzeugung von Strom oder Hitze, deren Energiequelle ausschließlich die Sonne ist, und das bzw. die zur direkten Versorgung der Bauten, Anlagen oder Gebäude dient, die sich auf demselben Immobiliengut befinden;

e) das Aufstellen einer oder mehrerer ortsfester bzw. beweglicher Einrichtungen, die keine Montage erfordern.

Abschnitt 4 — Handlungen und Arbeiten, für welche die Beteiligung eines Architekten nicht erforderlich ist

Art. 265 - Die Beteiligung eines Architekten ist nicht erforderlich für:

1° die in Artikel 84, § 1, 2°, 3°, 8° bis 13° des Gesetzbuches erwähnten Handlungen und Arbeiten;

2° die in Artikel 262 und 263 erwähnten Handlungen und Arbeiten;

3° den Umbau eines bestehenden Gebäudes, ob es zu Wohnzwecken bestimmt ist oder nicht, unter der Bedingung, dass die Vergrößerung nicht zu Wohnzwecken bestimmt ist, keine Etage noch kein Kellergeschoss enthält, und dass die Grundfläche 40 m² nicht überschreitet;

4° die Schaffung einer oder mehrerer Wohnungen in einem Gebäude, das ganz oder teilweise zu Wohnzwecken

bestimmt ist, unter der Bedingung, dass dies keine Änderung des Bauvolumens mit Ausnahme derjenigen nach Artikel 263, 4°, a, mit sich bringt;

5° den Bau einer Veranda, die an das Hauptwohnhaus angrenzt, unter der Bedingung, dass sie nur aus einer Ebene besteht;

6° den Bau eines nicht zu Wohnzwecken bestimmten Anbaus, wie z.B. Vogelhäuser, Taubenhäuser, Tierhütten, Gartenlauben, der nicht unter Nr. 2° genannt ist, und nicht an ein bestehendes Gebäude angrenzt;

7° das Aufstellen einer oder mehrerer ortsfester bzw. beweglicher Einrichtungen, die keine Montage erfordern, oder das Aufstellen einer Antenne, unter der Bedingung, dass der Ort der Aufstellung sich in einem Abstand zur Eigentumsgrenze befindet, der mindestens der Gesamthöhe der Anlage entspricht;

8° die Einrichtung eines oder mehrerer Module zur Erzeugung von Strom oder Hitze, deren Energiequelle erneuerbar ist und das bzw. die zur direkten Versorgung der Bauten, Anlagen oder Gebäude dient, die sich auf demselben Immobiliengut befinden, unter der Bedingung, dass der Ort der Einrichtung sich in einem Abstand zur Eigentumsgrenze befindet, der mindestens der Gesamthöhe des Moduls entspricht;

9° unbeschadet der Artikel 262 und 263, die Abänderung der Zweckbestimmung eines Gebäudes nach Artikel 84, § 1, 7°, soweit die geplanten Handlungen und Arbeiten die Tragstruktur des Gebäudes bzw. der Einrichtung nicht beeinträchtigen oder keine Änderung seines Bauvolumens bzw. seines architektonischen Aussehens zur Folge haben;

10° die Durchführung in der Umgebung eines ordnungsgemäß zugelassenen privaten Gebäudes oder einer ordnungsgemäß zugelassenen privaten Anlage von Einrichtungshandlungen und -arbeiten am Boden, wie beispielsweise Wege, Parkflächen im Freien, Teiche, nicht überdachte Schwimmbecken, Freisportplätze, Grenz- oder Stützmauern, sowie das Aufstellen bzw. Anbringen von Tanks oder Zäunen;

11° die Durchführung des besonderen Verwaltungsplans eines domanialen Naturschutzgebiets im Sinne von Artikel 14 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, und des Verwaltungsplans eines zugelassenen Naturschutzgebiets im Sinne von Artikel 19 desselben Gesetzes“.

Art. 3 - Die Artikel 284 bis 306 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie und die Gruppierungen, die sie enthalten, werden durch das Kapitel VII von Titel I des Buches V desselben Gesetzbuches, das die wie folgt verfassten Artikel 284 bis 299 enthält, ersetzt.

“KAPITEL VII — Zusammensetzung der Akte für den Antrag auf Städtebaugenehmigung nach Buch I und der Akte für den Antrag auf Städtebaugenehmigung nach Buch IV

Abschnitt 1 — Akten für den Antrag auf eine Genehmigung, für die die Beteiligung eines Architekten erforderlich ist

Unterabschnitt I — Allgemeiner Inhalt der Akten für einen Antrag auf Städtebaugenehmigung

Art. 284 - Der vorliegende Unterabschnitt ist auf die Anträge auf Genehmigung anwendbar, für welche die Beteiligung eines Architekten erforderlich ist, und die die folgende Handlungen und Arbeiten betreffen:

1° bauen oder ein Grundstück für das Aufstellen einer oder mehrerer ortsfester Einrichtungen benutzen;

2° wieder aufbauen;

3° ein bestehendes Gebäude im Sinne von Art. 84, § 1, 5° ändern;

4° Restaurierungsarbeiten bezüglich eines Immobiliargutes, welches auf der Schutzliste oder unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz steht, ausführen oder ausführen lassen.

Art. 285 - Die Akte für einen Antrag auf Städtebaugenehmigung für die in vorliegendem Unterabschnitt genannten Handlungen und Arbeiten umfasst:

1° einen Genehmigungsantrag in doppelter Ausfertigung auf einem von der Gemeinde erstellten Formular, das Letztere dem Antragsteller kostenlos zur Verfügung stellt; das Formular muss den Wortlaut des in der Anlage 20 aufgeführten Musters enthalten; dem Genehmigungsantrag werden so viele Exemplare der Pläne beigelegt, wie es zu konsultierende Instanzen gibt;

2° eine Bescheinigung, durch die einerseits der bzw. die Architekt(en), der (die) die Pläne aufgestellt und unterschrieben hat (haben) und andererseits der bzw. die Architekt(en), der (die) mit der gesetzlich auferlegten Aufsicht der Bauarbeiten im Laufe ihrer Ausführung beauftragt ist (sind), erklären, in welcher Tafel der Architektenkammer oder in welchem Praktikantenverzeichnis sie eingetragen sind, oder an welchem Datum sie die in Artikel 8, § 2, Absatz 2 und 3 des Gesetzes vom 26. Juni 1963 zur Einrichtung einer Architektenkammer erwähnten Erklärung bei dem Nationalen Rat der Architektenkammer abgegeben haben; diese Bescheinigung hat den Wortlaut der in den Anlagen 21 und 22 wiedergegebenen Muster zu enthalten.

Die Bescheinigung mit dem Wortlaut des in Anlage 22 wiedergegebenen Musters ist mit dem Sichtvermerk des Rats der Architektenkammer, der die betreffenden Architekten angehören, zu versehen.

Dieser Sichtvermerk dient nur zur Bescheinigung, dass der Betreffende während einer Dauer von drei Monaten das Recht hat, in Belgien als Architekt berufstätig zu sein.

Unterlässt der zuständige Rat der Architektenkammer, über den Antrag auf Sichtvermerk innerhalb von zehn Werktagen ab der Zusendung der Bescheinigung zu befinden, so lässt der betreffende Architekt die obenerwähnte Bescheinigung ohne Sichtvermerk einreichen. In diesem Fall ist die Bescheinigung in dreifacher Ausfertigung auszufüllen und das Gemeindegremium, der beauftragte Beamte oder die Regierung sendet dem zuständigen Rat der Architektenkammer eine Ausfertigung davon.

3° die vom Antragsteller und vom Architekten unterzeichneten Dokumente betreffend die geplanten Handlungen und Arbeiten, die folgende Unterlagen umfassen:

a) einen Bericht, in dem die geplanten Handlungen und Arbeiten vorgestellt werden, die raumordnerischen Zielsetzungen und die architektonische Gestaltung des Vorhabens sowie, wenn dieses Vorhaben eine Abweichung von den Gesetzes-, Dekrets- und Verordnungsbestimmungen zur Folge hat, eine Begründung für die beantragten Abweichungen;

der Bericht wird auf der Grundlage folgender Elemente aufgestellt:

i. die Lage des betroffenen Gutes auf einem Plan im Maßstab 1: 5000 oder 1: 2500, in dem binnen eines Umkreises von 500 Metern folgende Elemente dargestellt werden:

- die Orientierung;

- die Lage des vom Vorhaben betroffenen Gutes im Verhältnis zum Kern der Ortschaft sowie gegebenenfalls zu einem Umkreis mit bedeutenden Risiken im Sinne von Artikel 31, einem Umkreis im Sinne von Artikel 136 oder einem Natura 2000-Gebiet;

- die Zufahrtsstraßen unter Angabe ihrer Rechtsstellung und ihrer Bezeichnung;

- ii. die Rechtslage mit folgenden Angaben:
 - die Zweckbestimmung des Gutes nach dem Sektorenplan;
 - gegebenenfalls seine Zweckbestimmung im kommunalen Raumordnungsplan, seine Lage im kommunalen Strukturschema und die raumordnerischen Zielsetzungen des Städtebau- und Umweltberichts;
 - ob das Gut im Anwendungsbereich einer kommunalen Städtebauordnung, einer für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltenden allgemeinen Bauordnung oder einer allgemeinen Bauordnung für ländliche Gegenden liegt;
- iii) der raumplanerische und landschaftliche Kontext auf einem Plan im Maßstab 1:500, auf dem folgende Elemente stehen:
 - die Orientierung;
 - die mit Maßangaben versehenen Zufahrtsstraßen, einschließlich ihrer Höhenlage, der Einrichtungen und Ausstattungen sowie ggf. der betreffenden, mit Maßangaben versehenen geplanten Änderungen;
 - die Lage, die Abmessungen, die Art oder Zweckbestimmung der bestehenden Bauten auf dem betreffenden Gut und in einem Umkreis von 50 Metern;
 - wenn das Vorhaben die Anwendung der Artikel 110 bis 113 und 127, § 3 voraussetzt, die wesentlichen Hauptzüge, wie z.B. die prägenden Merkmale des Bodenreliefs, die Höhenkurven, die Vegetation, das Vorhandensein eines Wasserlaufes oder sonstiger wichtiger landschaftlicher Elemente auf dem betreffenden Gut und in einem Umkreis von 50 Metern;
 - die nummerierte Angabe der Aufnahmen des in Artikel 285, 3°, b, genannten Fotoberichts;
- b) einen Fotobericht, der es ermöglicht, dem urbanistischen und landschaftlichen Kontext, in den sich das Vorhaben einfügt, Rechnung zu tragen; dieser Fotobericht umfasst mindestens:
 - i. zwei Aufnahmen, wobei die erste, direkt am Wegenetz, die Parzelle und die angrenzenden Gebäude zeigt, und die andere die Parzelle(n) zeigt, die sich gegenüber auf der anderen Seite der Straße befinden;
 - ii. mindestens drei verschiedene Aufnahmen, um die Grenzen des betreffenden Gutes und die Nachbargebäude zu visualisieren;
 - iii. wenn es sich um ein neues Gebäude handelt, wenn das Vorhaben die Anwendung der Artikel 110 bis 113 und 127, § 3 voraussetzt, wenn es sich um eine Genehmigung für gruppierte Bauten handelt, oder wenn sich das Vorhaben in einem Umkreis von landschaftlichem Interesse befindet:
 - mindestens drei verschiedene Fernaufnahmen, die es ermöglichen, den gesamten landschaftlichen Kontext, in den sich das Vorhaben einfügt, zu visualisieren, wobei auf jeder Aufnahme die Standortanlage des Vorhabens angegeben wird;
 - eine oder mehrere verschiedene und repräsentative dreidimensionale Ansichten der geplanten Handlungen und Arbeiten und der Sachlage in einem Umkreis von 50 Metern von jeder Grenze der betreffenden Parzelle oder in einem Umkreis mit optimalen Abmessungen unter Berücksichtigung der Wahrnehmungswinkel des Vorhabens im Verhältnis zu den benachbarten Parzellen und dem bebauten oder nicht bebauten Zusammenhang;
- c) die Belegung der Parzelle auf einem Plan im Maßstab 1: 500 oder 1/200, auf dem folgende Elemente dargestellt werden:
 - i. die mit Maßangaben versehenen Grenzen der Parzelle und die Höhenkurven;
 - ii. mindestens zwei mit Maßangaben versehene Schnitte (Längs- und Querschnitt) des Bodenreliefs und die betreffenden geplanten und mit Maßangaben versehenen Änderungen;
 - iii. gegebenenfalls die Lage und die Abmessungen der auf der Parzelle gelegenen Gebäude, die bestehen bleiben oder abgerissen werden;
 - iv. die Lage und die Abmessungen der geplanten Bauten, die Angabe der Verblendwerkstoffe für die aufgehenden Mauerwerke und Dachbedeckungen;
 - v. die durch menschliches Eingreifen entstandenen, auf dem Grundstück bestehenden Grunddienstbarkeiten;
 - vi. die erhaltene oder geplante Einrichtung der restlichen Fläche der betroffenen Parzelle, einschließlich der Bauwiczonen, der betreffenden Einzäunungen, der Parkflächen für Fahrzeuge, der Lage und Höhe der bestehenden Vegetation, die die hochstämmigen Bäume, die zu erhaltenden oder zu vernichtenden Hecken sowie die bemerkenswerten Bäume und die Anpflanzungen beinhaltet;
- d) die Darstellung des Vorhabens mit den zu erhaltenden, abzubrechenden oder zu bauenden Gebäuden im Maßstab 1: 100, in der folgende Elemente zu sehen sind:
 - i. der Grundriss aller Ebenen sowie die aktuelle und künftige Zweckbestimmung der Räumlichkeiten;
 - ii. die Ansicht mit allen Öffnungen aller aufgehenden Mauerwerke, die zum öffentlichen Eigentum hin liegen, und zur Information die Ansicht mit den gesamten Öffnungen der anderen aufgehenden Mauerwerke, sowie die Angabe des Verblendwerkstoffs des aufgehenden Mauerwerks und der Dachbedeckungen;
 - iii. die mit Maßangaben versehenen Quer- und Längsschnitte mit Angabe der Höhenlage des Erdgeschosses, der Höhenlage des bestehenden und geplanten Bodenreliefs und des Profils der angrenzenden Bauten;
- e) die im Königlichen Erlass vom 3. Dezember 1962 zwecks Anordnung einer Monatsstatistik der Baugenehmigungen sowie der während des Monats fertiggestellten Bauten vorgesehenen Fragebogen.

Ausnahmsweise kann die Vorlage zusätzlicher Dokumente verlangt werden, wenn diese für das Verständnis des Vorhabens als unerlässlich betrachtet werden.

Art. 286 - 1° Die Zeichnungen müssen gemäß einem in der Zeichenerklärung anzuführenden Verzeichnis schraffiert werden, n.l. dunkelgrau für Beton, grau für das neue Mauerwerk und Schraffur für das bestehende Mauerwerk, Strichlinien und Punkte, die den Raum zwischen den beiden Parallelstrichen füllen, für die abzureißenden Teile.

2° Die Pläne müssen nummeriert und auf das Normformat von 21 auf 29,7 cm gefaltet werden.

Unterabschnitt 2 — Vereinfachter Inhalt bestimmter Anträge auf Städtebaugenehmigung

Art. 287 - Der vorliegende Unterabschnitt ist auf die Anträge auf Genehmigung anwendbar, für welche die Mitwirkung eines Architekten erforderlich ist, und die die folgenden Handlungen und Arbeiten betreffen:

1° ein Gebäude, das an ein anderes Gebäude oder eine Anlage im Sinne von Artikel 84, § 1, 5° angrenzt, ganz oder teilweise umbauen, insofern die Grundfläche höchstens verdoppelt wird;

2° eine oder mehrere neue Wohnungen in einem bestehenden Gebäude schaffen;

3° die Zweckbestimmung eines Gutes im Sinne von Artikel 84, § 1, 7° ändern;

Art. 288 - Die Akte für einen Antrag auf Städtebaugenehmigung für die in vorliegendem Unterabschnitt genannten Handlungen und Arbeiten umfasst

1° einen Genehmigungsantrag in doppelter Ausfertigung auf einem von der Gemeinde erstellten Formular, das Letztere dem Antragsteller kostenlos zur Verfügung stellt; das Formular muss den Wortlaut des in der Anlage 20 aufgeführten Musters enthalten; dem Genehmigungsantrag werden so viele Exemplare der Pläne beigelegt, wie es zu konsultierende Instanzen gibt;

2° eine Bescheinigung, durch die einerseits der bzw. die Architekt(en), der (die) die Pläne aufgestellt und unterschrieben hat (haben) und andererseits der bzw. die Architekt(en), der (die) mit der gesetzlich auferlegten Aufsicht der Bauarbeiten im Laufe ihrer Ausführung beauftragt ist (sind), erklären, in welcher Tafel der Architektenkammer oder in welchem Praktikantenverzeichnis sie eingetragen sind, oder an welchem Datum sie die in Artikel 8, § 2, Absatz 2 und 3 des Gesetzes vom 26. Juni 1963 zur Einrichtung einer Architektenkammer erwähnten Erklärung bei dem Nationalen Rat der Architektenkammer abgegeben haben; diese Bescheinigung hat den Wortlaut der in den Anlagen 21 und 22 wiedergegebenen Muster zu enthalten.

Die Bescheinigung mit dem Wortlaut des in Anlage 22 wiedergegebenen Musters ist mit dem Sichtvermerk des Rats der Architektenkammer, der die betreffenden Architekten angehören, zu versehen.

Dieser Sichtvermerk dient nur zur Bescheinigung, dass der Betreffende während einer Dauer von drei Monaten das Recht hat, in Belgien als Architekt berufstätig zu sein.

Unterlässt der zuständige Rat der Architektenkammer, über den Antrag auf Sichtvermerk innerhalb von zehn Werktagen ab der Zusendung der Bescheinigung zu befinden, so lässt der betreffende Architekt die obenerwähnte Bescheinigung ohne Sichtvermerk einreichen. In diesem Fall ist die Bescheinigung in dreifacher Ausfertigung auszufüllen und das Gemeindegremium, der beauftragte Beamte oder die Regierung sendet dem zuständigen Rat der Architektenkammer eine Ausfertigung davon.

3° die vom Antragsteller und vom Architekten unterzeichneten Dokumente betreffend die geplanten Handlungen und Arbeiten, die folgende Unterlagen umfassen:

a) einen Bericht, in dem die geplanten Handlungen und Arbeiten vorgestellt werden und der auf der Grundlage der folgenden Elemente erstellt wird:

i. die Lage des betroffenen Gutes, die auf einem Plan im Maßstab 1/5 000 oder 1/2 500 dargestellt wird, in dem binnen eines Umkreises von 500 Metern folgende Elemente dargestellt werden:

- die Orientierung;

- die Lage des vom Vorhaben betroffenen Gutes im Verhältnis zum Kern der Ortschaft sowie gegebenenfalls zu einem Umkreis mit bedeutenden Risiken im Sinne von Artikel 31, einem Umkreis im Sinne von Artikel 136 oder einem Natura 2000-Gebiet;

- die Zufahrtsstraßen unter Angabe ihrer Rechtsstellung und ihrer Bezeichnung;

ii. der raumplanerische und landschaftliche Kontext auf einem Plan im Maßstab 1: 500, auf dem folgende Elemente stehen:

- die Orientierung;

- die mit Maßangaben versehenen Zufahrtsstraßen, einschließlich ihrer Höhenlage, der Einrichtungen und Ausstattungen sowie ggf. der betreffenden, mit Maßangaben versehenen geplanten Änderungen;

- die Lage, die Abmessungen, die Art oder Zweckbestimmung der bestehenden Bauten auf dem betreffenden Gut und in einem Umkreis von 50 Metern;

- wenn das Vorhaben die Anwendung der Artikel 110 bis 113 und 127, § 3 voraussetzt, die wesentlichen Hauptzüge, wie z.B. die prägenden Merkmale des Bodenreliefs, die Höhenkurven, die Vegetation, das Vorhandensein eines Wasserlaufes oder sonstiger wichtiger landschaftlicher Elemente auf dem betreffenden Gut und in einem Umkreis von 50 Metern;

- die nummerierte Angabe der Aufnahmen des in Artikel 289, 3°, b, genannten Fotoberichts;

iii. wenn das Vorhaben eine Abweichung von den Gesetzes-, Dekrets- und Verordnungsbestimmungen zur Folge hat, die Bestimmungen, von denen es abweicht und eine Begründung für die beantragten Abweichungen;

b) einen Fotobericht, der es ermöglicht, dem urbanistischen und landschaftlichen Kontext, in den sich das Vorhaben einfügt, Rechnung zu tragen; dieser Fotobericht umfasst mindestens:

i. zwei Aufnahmen, wobei die erste, direkt am Wegenetz, die Parzelle und die angrenzenden Gebäude zeigt, und die andere die Parzelle(n) zeigt, die sich gegenüber auf der anderen Seite der Straße befinden;

ii. mindestens drei Aufnahmen, um die Grenzen des betreffenden Gutes und die Nachbargebäude zu visualisieren;

c) die Belegung der Parzelle auf einem Plan im Maßstab 1: 500 oder 1: 200, auf dem folgende Elemente dargestellt werden:

i. die mit Maßangaben versehenen Grenzen der Parzelle und die Höhenkurven;

ii. wenn das Projekt das Bodenrelief bedeutend verändert, ein oder mehrere mit Maßangaben versehene Schnitte des bestehenden und geplanten Bodenreliefs;

iii. gegebenenfalls die Lage und die Abmessungen der auf der Parzelle gelegenen Gebäude, die bestehen bleiben oder abgerissen werden;

iv. die Lage und die Abmessungen der geplanten Bauten, die Angabe der Verblendwerkstoffe für die aufgehenden Mauerwerke und Dachbedeckungen;

v. die durch menschliches Eingreifen entstandenen, auf dem Grundstück bestehenden Grunddienstbarkeiten;

vi. die erhaltene oder geplante Einrichtung der restlichen Fläche der betroffenen Parzelle, einschließlich der Bauwuchszonen, der betreffenden Einzäunungen, der Parkflächen für Fahrzeuge, der Lage und Höhe der bestehenden Vegetation, die die hochstämmigen Bäume, die zu erhaltenden oder zu vernichtenden Hecken sowie die bemerkenswerten Bäume und die Anpflanzungen beinhaltet;

d) die Darstellung des Vorhabens mit den zu erhaltenden, abzubrechenden oder zu bauenden Gebäuden im Maßstab 1: 100, in der folgende Elemente zu sehen sind:

i. der Grundriss aller Ebenen sowie die aktuelle und künftige Zweckbestimmung der unterschiedlichen Räumlichkeiten;

- ii. die Ansicht mit allen Öffnungen aller aufgehenden Mauerwerke, die zum öffentlichen Eigentum hin liegen, und zur Information die Ansicht mit den gesamten Öffnungen der anderen aufgehenden Mauerwerke, sowie die Angabe des Verblendwerkstoffs des aufgehenden Mauerwerks und der Dachbedeckungen;
- iii. die mit Maßangaben versehenen Quer- und Längsschnitte mit Angabe der Höhenlage des Erdgeschosses, der Höhenlage des bestehenden und geplanten Bodenreliefs und des Profils der angrenzenden Bauten;
- e) die im Königlichen Erlass vom 3. Dezember 1962 zwecks Anordnung einer Monatsstatistik der Baugenehmigungen sowie der während des Monats fertiggestellten Bauten vorgesehenen Fragebogen.

Ausnahmsweise kann die Vorlage zusätzlicher Dokumente verlangt werden, wenn diese für das Verständnis des Vorhabens als unerlässlich betrachtet werden.

Art. 289 - 1° Die Zeichnungen müssen gemäß einem in der Zeichenerklärung anzuführenden Verzeichnis schraffiert werden, n.l. dunkelgrau für Beton, grau für das neue Mauerwerk und Schraffur für das bestehende Mauerwerk, Strichlinien und Punkte, die den Raum zwischen den beiden Parallelstrichen füllen, für die abzureißenden Teile.

2° Die Pläne müssen nummeriert und auf das Normformat von 21 auf 29,7 cm gefaltet werden.

Abschnitt 2 — Akte für Genehmigungsanträge, für welche die Beteiligung eines Architekten nicht erforderlich ist

Art. 290 - Der vorliegende Abschnitt ist auf die Handlungen und Arbeiten anwendbar, für die die Beteiligung eines Architekten nicht erforderlich ist, und die die in Artikel 84, § 1, 2°, 3°, 8° bis 13° genannten, sowie die nachstehenden Handlungen und Arbeiten betreffen:

1° den Umbau eines bestehenden Gebäudes, ob es zu Wohnzwecken bestimmt ist oder nicht, unter der Bedingung, dass die Vergrößerung nicht zu Wohnzwecken bestimmt ist, keine Etage noch kein Kellergeschoss enthält, und dass die Grundfläche 40 m² nicht überschreitet;

2° die Schaffung einer oder mehrerer Wohnungen in einem Gebäude, das ganz oder teilweise zu Wohnzwecken bestimmt ist, unter der Bedingung, dass dies keine Änderung des Bauvolumens mit Ausnahme derjenigen nach Artikel 263, 5°, a, mit sich bringt;

3° den Bau einer Veranda, die an das Hauptwohnhaus angrenzt, unter der Bedingung, dass sie nur aus einer Ebene besteht;

4° den Bau eines nicht zu Wohnzwecken bestimmten Anbaus, wie z.B. Vogelhäuser, Taubenhäuser, Tierhütten, Gartenlauben, der nicht an ein bestehendes Gebäude angrenzt;

5° das Aufstellen einer Antenne, unter der Bedingung, dass der Ort der Aufstellung sich in einem Abstand zur Eigentumsgränze befindet, der mindestens der Gesamthöhe der Anlage entspricht;

6° die Einrichtung eines oder mehrerer Module zur Erzeugung von Strom oder Hitze, deren Energiequelle erneuerbar ist und das bzw. die zur direkten Versorgung der Bauten, Anlagen oder Gebäude dient, die sich auf demselben Immobiliengut befinden, unter der Bedingung, dass der Ort der Einrichtung sich in einem Abstand zur Eigentumsgränze befindet, der mindestens der Gesamthöhe des Moduls entspricht;

7° die Änderung der Zweckbestimmung eines Gebäudes nach Artikel 84, § 1, 7°, soweit die geplanten Handlungen und Arbeiten die Tragstruktur des Gebäudes bzw. der Einrichtung nicht beeinträchtigen oder keine Änderung seines Bauvolumens bzw. seines architektonischen Aussehens zur Folge haben;

8° die Durchführung in der Umgebung eines ordnungsgemäß zugelassenen privaten Gebäudes oder einer ordnungsgemäß zugelassenen privaten Anlage von Einrichtungshandlungen und -arbeiten am Boden, wie beispielsweise Wege, Parkflächen im Freien, Teiche, nicht überdachte Schwimmbecken, Freisportplätze, Grenz- oder Stützmauern, sowie das Aufstellen bzw. Anbringen von Tanks oder Zäunen;

9° die Durchführung des besonderen Verwaltungsplans eines domanialen Naturschutzgebiets im Sinne von Artikel 14 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, und des Verwaltungsplans eines zugelassenen Naturschutzgebiets im Sinne von Artikel 19 desselben Gesetzes.

Art. 291 - Die Akte für einen Antrag auf Städtebaugenehmigung für die in vorliegendem Abschnitt genannten Handlungen und Arbeiten umfasst:

1° einen Genehmigungsantrag in doppelter Ausfertigung auf einem von der Gemeinde erstellten Formular, das Letztere dem Antragsteller kostenlos zur Verfügung stellt; das Formular muss den Wortlaut des in der Anlage 20 aufgeführten Musters enthalten.

2° die vom Antragsteller unterzeichneten Dokumente betreffend die geplanten Handlungen und Arbeiten, die folgende Unterlagen umfassen:

a) einen Bericht, in dem die geplanten Handlungen und Arbeiten dargestellt werden und im Falle eines Abbruchs die Zweckbestimmung der Parzelle nach der Durchführung dieser Handlungen und Arbeiten, sowie den raumplanerischen und landschaftlichen Kontext, der es ermöglicht, das Vorhaben in einem Umkreis von 200 Metern zu visualisieren, und folgende Elemente angibt:

- i. die Orientierung;
- ii. die Zufahrtsstraßen unter Angabe ihrer Rechtsstellung und ihrer Bezeichnung;
- iii. in einem Umkreis von 50 Metern, die Lage, die Art oder die Zweckbestimmung der bestehenden Gebäude auf dem betroffenen Gut;
- iv. die nummerierte Angabe der Aufnahmen des in Artikel 293, 2°, b, genannten Fotoberichts;

b) einen Fotobericht, der es ermöglicht, dem urbanistischen und landschaftlichen Kontext, in den sich das Vorhaben einfügt, Rechnung zu tragen; dieser Fotobericht umfasst mindestens:

- i. zwei Aufnahmen, wobei die erste direkt am Wegenetz, die Parzelle und die angrenzenden Gebäude zeigt, und die andere die Parzelle(n) zeigt, die sich gegenüber auf der anderen Seite der Straße befinden;
- ii. mindestens drei Aufnahmen, um die Grenzen des betreffenden Gutes und die Nachbargebäude zu visualisieren;
- c) die Belegung der Parzelle auf einem Plan, auf dem folgende Elemente dargestellt werden:

- i. die Grenzen der betroffenen Parzelle;
- ii. gegebenenfalls die Lage und die Abmessungen der auf der Parzelle gelegenen Gebäude, die bestehen bleiben oder abgerissen werden;
- iii. gegebenenfalls die Lage und die Abmessungen der geplanten Bauten, die Angabe der Verblendwerkstoffe für die aufgehenden Mauerwerke und Dachbedeckungen;

- iv. die durch menschliches Eingreifen entstandenen, auf dem Grundstück bestehenden Grunddienstbarkeiten;
- v. die erhaltene oder geplante Einrichtung der restlichen Fläche der betroffenen Parzelle, einschließlich der Bauwuchzonen, der betreffenden Einzäunungen, der Parkflächen für Fahrzeuge, der Lage und Höhe der bestehenden Vegetation, die die hochstämmigen Bäume, die zu erhaltenden oder zu vernichtenden Hecken sowie die bemerkenswerten Bäume und die Anpflanzungen beinhaltet;
- vi. wenn das Vorhaben die in Art. 84, 13°, a) und b) des Gesetzbuches genannten Handlungen und Arbeiten betrifft, muss die Akte die Vorrichtungen angeben, die vorgesehen werden, um das Lager oder die mobilen Anlagen zu tarnen, und über die Häufigkeit der Benutzung des Geländes informieren.

Ausnahmsweise kann die Vorlage zusätzlicher Dokumente verlangt werden, wenn diese für das Verständnis des Vorhabens als unerlässlich betrachtet werden.

Abschnitt 3 — Gemeinsame Vorschriften

Art. 292 - Wenn es sich darum handelt, die Zweckbestimmung eines Gutes im Sinne von Artikel 84, § 1, 7°, ganz oder teilweise abzuändern, enthält die Akte ebenfalls:

1° die Angabe auf dem Lageplan der Lage der Parkflächen für Fahrzeuge in einem Umkreis von 100 Metern ab jeder der Grenzen der betroffenen Parzelle;

2° die Gestaltung der erhaltenen oder geplanten Umgebung des restlichen Teils der betroffenen Parzelle; wenn das Vorhaben die in Art. 84, 13° a und b des Gesetzbuches genannten Handlungen und Arbeiten betrifft, muss die Akte die Vorrichtungen angeben, die vorgesehen werden, um das Lager oder die mobilen Anlagen zu tarnen, und über die Häufigkeit der Benutzung des Geländes informieren.

Art. 293 - Wenn das Projekt eine bedeutende Veränderung des Bodenreliefs im Sinne von Art. 84, § 1, 8° betrifft, enthält der Antrag außerdem ein Merkblatt mit folgenden Angaben:

1° die verfolgte Zielsetzung;

2° die Angabe der Art des zu entnehmenden Erdreichs sowie gegebenenfalls die Art und die Herkunft des anzuführenden Erdreichs;

3° Höhenangaben des bestehenden Bodenreliefs in Schritten von jeweils 5 m auf dem Lageplan mit einem Vermerk über die heutige Zweckbestimmung des Grundstücks, die Anpflanzungen auf den benachbarten Grundstücken, ihre Entfernung zu den Grenzen des betreffenden Grundstücks sowie die Schnitte, auf denen die Planierfläche des Grundstücks angegeben wird;

4° die Behandlung der Umgebung und den Schutz der benachbarten Gebäude und Anpflanzungen;

5° die vorgesehene Lage nach der Abänderung des Bodenreliefs.

Art. 294 - Wenn die Handlungen die Aufforstung, die Abholzung, das Fällen oder die Änderung des Aussehens von einem oder mehreren bemerkenswerten Bäumen oder Hecken, die Rodung oder die Änderung der Vegetation in einem Gebiet betreffen, dessen Schutz die Regierung als erforderlich betrachtet, enthält der Antrag außerdem ein Merkblatt, in dem folgende Angaben stehen:

1° Das Ziel der Aufforstung, der Abholzung, des Fällens oder der Änderung des Aussehens von einem oder mehreren bemerkenswerten Bäumen oder Hecken, der Rodung oder der Änderung der Vegetation in einem Gebiet, dessen Schutz die Regierung als erforderlich betrachtet;

2° die Angabe auf einem Plan der Anpflanzungen und Holzarten;

3° der Typ der Anpflanzungen und Holzarten;

4° die Angabe auf dem Plan der bestehenden Bäume, die es zu behalten gilt;

5° im Falle des Fällens oder der Änderung des Aussehens von einem oder mehreren bemerkenswerten Bäumen oder Hecken, die Identifizierung des Baums oder der Hecke durch die Angabe der Art und der Spezies, das geschätzte Alter, der Umfang auf 1,50 m Höhe vom Boden gemessen, sowie die Verteilung (alleinstehend oder Gruppe) auf einem Plan;

6° die vorgesehene Lage nach der Abholzung, dem Fällen oder der Änderung des Aussehens von einem oder mehreren bemerkenswerten Bäumen oder Hecken, der Rodung oder der Änderung der Vegetation.

Art. 295 - Wenn es sich um Handlungen oder Arbeiten handelt, die Anforderungen im Bereich der Energieeffizienz von Gebäuden unterliegen, enthält der Antrag ebenfalls:

- wenn es sich um neue oder gleichgestellte Gebäude, oder um Gebäude, die Gegenstand von bedeutenden Renovierungsarbeiten handelt, die Verpflichtung im Bereich der Energieeffizienz von Gebäuden ("PEB"-Verpflichtung) im Sinne von Artikel 568 § 1 und Artikel 572 sowie gegebenenfalls die Machbarkeitsstudie im Sinne von Artikel 568, § 2.

- wenn es sich um Gebäude handelt, an denen einfache Renovierungsarbeiten durchgeführt werden, oder die Gegenstand einer Änderung der Zweckbestimmung im Sinne von Artikel 549 sind, das in Artikel 576 genannte Formular."

Art. 4 - Unter Titel IV mit der Überschrift "Maßnahmen zur Durchführung von Buch IV" des Buches V des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie wird ein wie folgt verfasstes Kapitel 5 eingefügt:

"KAPITEL V — Verfahren bezüglich der Energieeffizienz von Gebäuden

Art. 565 - Das vorliegende Kapitel ist auf die in Artikel 531, Absatz 1, genannten Gebäude anwendbar, die Anforderungen im Bereich der Energieeffizienz von Gebäuden ("PEB"-Anforderungen) unterliegen.

Art. 566 - Unter Gefahr der Unzulässigkeit werden die "PEB"-Verpflichtung, die ursprüngliche "PEB"-Erklärung und die endgültige "PEB"-Erklärung im Sinne des Abschnitts 1 sowie das in Abschnitt 2 genannte Formular anhand der Formulare aufgestellt, die die Verwaltung der Öffentlichkeit zur Verfügung stellt.

*Abschnitt 1 — Neue und gleichgestellte Gebäude und Gebäude,
die Gegenstand bedeutender Renovierungsarbeiten sind*

Unterabschnitt 1 — Neue und gleichgestellte Gebäude

Art. 567 - In dem vorliegenden Abschnitt wird das Verfahren bestimmt, das auf die Bau- und Wiederaufbauarbeiten eines neuen und gleichgestellten Gebäudes anwendbar ist.

Art. 568 - § 1. Für die in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Gebäude wird der Akte des Genehmigungsantrags unter Gefahr der Unzulässigkeit die "PEB"-Verpflichtung beigefügt.

Außer den in Artikel 237/22, § 1 erwähnten Elementen enthält die "PEB"-Verpflichtung mindestens:

- 1° die Aktennummer der "PEB"-Verpflichtung;
- 2° die Identität und die Personalien des Erklärungspflichtigen, des Architekten und des "PEB"-Verantwortlichen;
- 3° gegebenenfalls die Referenzen der Zulassung des "PEB"-Verantwortlichen;
- 4° die Art der Arbeiten und die Zweckbestimmung(en) des Gutes;
- 5° die gesamte Nutzfläche des betroffenen Gebäudes oder Gebäudeteils, das/der von den Arbeiten zum teilweisen Wiederaufbau betroffen oder das/der Gegenstand der Erweiterung ist;
- 6° die ehrenwörtliche Verpflichtung des Erklärungspflichtigen und des "PEB"-Verantwortlichen, dass sie Kenntnis von den auf ihr Projekt anwendbaren "PEB"-Anforderungen und den im Falle von deren Nichteinhaltung anwendbaren Strafmaßnahmen genommen haben;
- 7° das Datum;
- 8° die Unterschrift des Erklärungspflichtigen und des "PEB"-Verantwortlichen.

§ 2. Außerdem wird der Akte des Genehmigungsantrags für jedes in Artikel 237/10, Absatz 2 des Gesetzbuches erwähnte Gebäude unter Gefahr der Unzulässigkeit die technische, ökologische und wirtschaftliche Machbarkeitsstudie beigefügt.

Außer den in Artikel 237/16 erwähnten Elementen enthält die technische, ökologische und wirtschaftliche Machbarkeitsstudie mindestens:

- 1° die Aktennummer der "PEB"-Verpflichtung;
- 2° die Identität und die Personalien des Erklärungspflichtigen, des Architekten und des "PEB"-Verantwortlichen;
- 3° die Referenzen der Zulassung des Autors der Machbarkeitsstudie;
- 4° die Art der Arbeiten und die Zweckbestimmung(en) des Gutes;
- 5° die gesamte Nutzfläche des betroffenen Gebäudes und gegebenenfalls des Teils des Gebäudes, das/der von den Arbeiten zum teilweisen Wiederaufbau betroffen oder das/der Gegenstand der Erweiterung ist;
- 6° das Datum;
- 7° die Unterschrift des Erklärungspflichtigen und des Autors der Machbarkeitsstudie.

Art. 569 - Für die in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Gebäude enthält die in Artikel 134, Absatz 1 erwähnte Einsendung:

- 1° die Identität und die Personalien der Unternehmer, wenn diese bereits bekannt sind;
- 2° die Anschrift und die Katastrernummer des betroffenen Grundstücks oder Gebäudes;
- 3° das Datum der Gewährung der Genehmigung und ihre Referenznummer;
- 4° das Datum des Beginns der Handlungen und Arbeiten;
- 5° die ursprüngliche "PEB"-Erklärung;
- 6° die Identität und die Personalien der Unternehmer, wenn diese bereits bekannt sind;
- 7° die Unterschrift des Genehmigungsinhabers.

Die in Artikel 237/1, 11° erwähnte ursprüngliche "PEB"-Erklärung enthält mindestens:

- 1° die "PEB"-Aktennummer;
- 2° die Identität und die Personalien des Erklärungspflichtigen, des Architekten und des "PEB"-Verantwortlichen;
- 3° die Angabe einer eventuellen Änderung in der Identifizierung der am Projekt beteiligten Personen (der Erklärungspflichtige, der Architekt, der "PEB"-Verantwortliche usw.);
- 4° gegebenenfalls die Referenzen der Zulassung des "PEB"-Verantwortlichen;
- 5° die Art der Arbeiten und die Zweckbestimmung(en) des Gutes, sowie deren eventuell geplante Änderung;
- 6° das geschützte Volumen des Gebäudes oder der Gebäudeteile;
- 7° die auf jeden Gebäudeteil je nach dessen Zweckbestimmung anwendbaren Anforderungen;
- 8° die in Aussicht genommenen Maßnahmen, um den "PEB"-Anforderungen zu genügen;
- 9° eine Einschätzung des erwarteten Ergebnisses der Berechnung der "PEB" unter Anwendung der dem "PEB"-Verantwortlichen von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Berechnungssoftware;
- 10° das Datum;
- 11° die Unterschrift des Erklärungspflichtigen und des "PEB"-Verantwortlichen.

Art. 570 - Die in Artikel 237/1, 12° erwähnte endgültige "PEB"-Erklärung enthält mindestens:

- 1° die Identität und die Personalien der Unternehmer;
- 2° die Identität und die Personalien des Erklärungspflichtigen, des Architekten und des "PEB"-Verantwortlichen;
- 3° die Angabe einer eventuellen Änderung in der Identifizierung der am Projekt beteiligten Personen (der Erklärungspflichtige, der Architekt, der "PEB"-Verantwortliche usw.);
- 4° das Datum der Gewährung der Genehmigung und ihre Referenznummer;
- 5° die Begebenheit, durch die die Frist, innerhalb deren die endgültige "PEB"-Erklärung zu übermitteln ist, zu laufen anfängt und deren Datum;
- 6° die eingeleiteten Maßnahmen, um den "PEB"-Anforderungen zu genügen;
- 7° das Ergebnis der Berechnung der Energieeffizienz ("PEB") unter Anwendung der dem "PEB"-Verantwortlichen von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Berechnungssoftware;
- 8° das Datum;
- 9° die Unterschrift des Erklärungspflichtigen und des "PEB"-Verantwortlichen.

Unterabschnitt 2 — Gebäude, die Gegenstand bedeutender Renovierungsarbeiten sind

Art. 571 - In dem vorliegenden Abschnitt wird das Verfahren bestimmt, das auf die Gebäude anwendbar ist, die Gegenstand von in Artikel 530, 3° festgelegten bedeutenden Renovierungsarbeiten sind.

Art. 572 - Für die in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Gebäude wird der Akte des Genehmigungsantrags unter Gefahr der Unzulässigkeit die "PEB"-Verpflichtung beigefügt.

Außer den in Artikel 237/22, § 1 erwähnten Elementen enthält die "PEB"-Verpflichtung mindestens:

- 1° die "PEB"-Aktенnummer;
- 2° die Identität und die Personalien des Erklärungspflichtigen, des Architekten und des "PEB"-Verantwortlichen;
- 3° gegebenenfalls die Referenzen der Zulassung des "PEB"-Verantwortlichen;
- 4° die gesamte Nutzfläche des Gebäudes;
- 5° die Art der Arbeiten und die Zweckbestimmung(en) des Gutes;
- 6° den Anteil der Gebäudehülle, der Gegenstand der Arbeiten ist (ausgedrückt in Prozent);
- 7° die Gesamtkosten der Renovierung betreffend die Gebäudehülle oder die Energieeinrichtungen im Verhältnis zum Wert des Gebäudes, ohne Berücksichtigung des Wert des Grundstücks;
- 8° die ehrenwörtliche Verpflichtung des Erklärungspflichtigen und des "PEB"-Verantwortlichen, dass sie Kenntnis von den auf ihr Projekt anwendbaren "PEB"-Anforderungen und den im Falle von deren Nichteinhaltung anwendbaren Strafmaßnahmen genommen haben;
- 9° das Datum;
- 10° die Unterschrift des Erklärungspflichtigen und des "PEB"-Verantwortlichen.

Art. 573 - Für die in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Gebäude enthält die in Artikel 134, Absatz 1 erwähnte Einsendung:

- 1° die Identität und die Personalien der Unternehmer, wenn diese bereits bekannt sind;
 - 2° die Anschrift und die Katasternummer des betroffenen Grundstücks oder Gebäudes;
 - 3° das Datum der Gewährung der Genehmigung und ihre Referenznummer;
 - 4° das Datum des Beginns der Handlungen und Arbeiten;
 - 5° die ursprüngliche "PEB"-Erklärung;
 - 6° die Unterschrift des Genehmigungsinhabers.
- Die in Artikel 237/1, 11° erwähnte ursprüngliche "PEB"-Erklärung enthält mindestens:
- 1° die "PEB"-Aktенnummer;
 - 2° die Identität und die Personalien des Erklärungspflichtigen, des Architekten und des "PEB"-Verantwortlichen;
 - 3° die Angabe einer eventuellen Änderung in der Identifizierung der am Projekt beteiligten Personen (der Erklärungspflichtige, der Architekt, der "PEB"-Verantwortliche usw.);
 - 4° gegebenenfalls die Referenzen der Zulassung des "PEB"-Verantwortlichen;
 - 5° die Art der Arbeiten und die Zweckbestimmung(en) des Gutes, sowie deren eventuell geplante Änderung;
 - 6° die auf jeden Gebäudeteil je nach dessen Zweckbestimmung anwendbaren Anforderungen;
 - 7° erforderlichenfalls das geschützte Volumen des Gebäudes oder der Gebäudeteile;
 - 8° die in Aussicht genommenen Maßnahmen, um den "PEB"-Anforderungen zu genügen;
 - 9° eine Einschätzung des erwarteten Ergebnisses der Berechnung der Energieeffizienz ("PEB") unter Anwendung der dem "PEB"-Verantwortlichen von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Berechnungssoftware;
 - 10° das Datum;
 - 11° die Unterschrift des Erklärungspflichtigen und des "PEB"-Verantwortlichen.

Art. 574 - Die in Artikel 237/1, 12° erwähnte endgültige "PEB"-Erklärung enthält mindestens:

- 1° die Identität und die Personalien des Erklärungspflichtigen, des Architekten und des "PEB"-Verantwortlichen;
- 2° die Identität und die Personalien der Unternehmer;
- 3° die Angabe einer eventuellen Änderung in der Identifizierung der am Projekt beteiligten Personen (der Erklärungspflichtige, der Architekt, der "PEB"-Verantwortliche usw.);
- 4° das Datum der Gewährung der Genehmigung und ihre Referenznummer;
- 5° die Begebenheit, durch die die Frist, innerhalb deren die endgültige "PEB"-Erklärung zu übermitteln ist, zu laufen anfängt und deren Datum;
- 6° die eingeleiteten Maßnahmen, um den "PEB"-Anforderungen zu genügen;
- 7° das Ergebnis der Berechnung der Energieeffizienz ("PEB") unter Anwendung der dem "PEB"-Verantwortlichen von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Berechnungssoftware;
- 8° das Datum;
- 9° die Unterschrift des Erklärungspflichtigen und des "PEB"-Verantwortlichen.

Abschnitt 2 — Gebäude, das Gegenstand einfacher Renovierungsarbeiten oder Gegenstand einer in Artikel 549 erwähnten Änderung der Zweckbestimmung ist

Art. 575 - In dem vorliegenden Abschnitt wird das Verfahren bestimmt, das auf die einfachen Renovierungsarbeiten oder auf diejenigen, die Gegenstand einer in Artikel 549 erwähnten Änderung der Zweckbestimmung sind, anwendbar ist.

Art. 576 - Für die in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Gebäude wird der Akte des Genehmigungsantrags unter Gefahr der Unzulässigkeit ein Formular in dreifacher Ausfertigung beigefügt.

Das im ersten Absatz erwähnte Formular enthält mindestens:

- 1° eine Verpflichtung, den Anforderungen an die Energieeffizienz und das Innenraumklima von Gebäuden zu genügen;
- 2° eine Tabelle der U-Werte der Bauelemente, die Gegenstand von Renovierungsarbeiten sind;
- 3° wenn es sich um eine Änderung der Zweckbestimmung im Sinne des Artikels 549 handelt, eine Berechnung des Niveaus K."

Art. 5 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel 452/34bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Module zur Erzeugung von Strom oder Hitze.

Zugelassen sind lediglich die Module zur Erzeugung von Strom oder Hitze, die folgende Bedingungen erfüllen:

1° das(die) Modul(e) ist(sind):

- entweder direkt auf einem bestehenden Gebäude installiert,
- oder direkt oder über eine mit dem Boden verbundene Tragstruktur im Boden verankert, insofern sie vom öffentlichen Eigentum aus nicht sichtbar sind;

2° das oder die Module versorgen Bauten, Anlagen oder Gebäude, die sich auf demselben Grundstück wie das oder die Module befinden, wobei vorausgesetzt wird, dass dasselbe Grundstück mehrere Katasterparzellen enthalten kann;

3° das oder die Module sind für eine private Benutzung bestimmt; gemeinschaftliche Anlagen von Erzeugungsmodulen und öffentliche Anlagen eines Stromversorgungs- oder Stromerzeugungsnetzes sind demnach nicht zugelassen.

Art. 6 - Artikel 530, 20° desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 zur Bestimmung des Berechnungsverfahrens und der Anforderungen, der Zulassungen und der anwendbaren Strafmaßnahmen in Sachen Energieeffizienz und Innenraumklima von Gebäuden wird folgendermaßen ersetzt:

"Verwaltung: die operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie, Abteilung Energie und nachhaltige Gebäude".

Art. 7 - Artikel 532 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 zur Bestimmung des Berechnungsverfahrens und der Anforderungen, der Zulassungen und der anwendbaren Strafmaßnahmen in Sachen Energieeffizienz und Innenraumklima von Gebäuden wird folgendermaßen ersetzt:

"Für die Anwendung des Artikels 237/2 3° versteht man unter Gebäuden mit niedrigem Energiebedarf Industriegebäude, Werkstätten oder landwirtschaftliche Nutzgebäude:

- wenn sie nicht für den menschlichen Bedarf beheizt oder klimatisiert sind oder

- wenn die Gesamtleistung der Wärmequellen, die der Heizung der Räume zur Gewährleistung der thermischen Behaglichkeit von Personen dienen, geteilt durch das beheizte Volumen, kleiner ist als 15 W/m^3 , und/oder wenn die Gesamtleistung der Wärmequellen, die der Klimatisierung der Räume zur Gewährleistung der thermischen Behaglichkeit von Personen dienen, geteilt durch das klimatisierte Volumen, kleiner ist als 15 W/m^3 ".

Art. 8 - Die Anlage 52 bezüglich der in Artikel 263, § 2, des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie erwähnten vorherigen städtebaulichen Erklärung wird durch das in der Anlage zum vorliegenden Erlass angeführte Formular ersetzt.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. September 2009 in Kraft, mit Ausnahme des Artikels 2 des vorliegenden Erlasses, der am zehnten Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft tritt.

Art. 10 - Der Genehmigungsantrag, dessen Empfangsbestätigung vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses erstellt wurde, wird nach den vor diesem Datum geltenden Bestimmungen weiterhin untersucht.

Art. 11 - Der Minister für räumliche Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Juni 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister für Wohnungswesen, Transportwesen und räumliche Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 3115

[2009/203976]

18 JUNI 2009. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de handelingen en de werken bedoeld in artikel 84, § 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, de samenstelling van de aanvragen voor stedenbouwkundige vergunningen en de procedure die van toepassing is voor de energieprestatie van gebouwen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, inzonderheid op de artikelen 84, § 2, lid 2, artikel 115, lid 2, 127, § 2, lid 2 en § 4, lid 2, 237/2, 237/16, 237/25, 237/26 en 237/27;

Gelet op Boek V van hetzelfde Wetboek;

Gelet op het advies van de "Commission régionale de l'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), gegeven op 3 mei 2009 (09/CRAT B.3604);

Gelet op advies 46.603/4 van de Raad van State, gegeven op 10 juni 2009 overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals vervangen bij de wet van 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit strekt meer bepaald tot gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2002/91/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2002 inzake de energieprestatie van de gebouwen.

Art. 2. De artikelen 262 tot 265/1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie en de onderdelen die ze bevatten worden vervangen door hoofdstuk IV van titel I van Boek V van hetzelfde Wetboek, houdende de artikelen 262 tot en met 265, luidend als volgt :

"HOOFDSTUK IV. — Lijst der handelingen en werken van gering belang"

Afdeling I. — Handelingen en werken vrijgesteld van de stedenbouwkundige vergunning

Art. 262. De volgende handelingen en werken worden vrijgesteld van de stedenbouwkundige vergunning :

1° de tijdelijke constructies voor de installatie van bouwplaatsen voor toegelaten handelingen en werken, met inbegrip van refters, onderkomens en sanitair evenals de ontvangstpaviljoenen, tijdens de duur van de handelingen en werken en voor zover zij onafgebroken plaatsvinden;

2° voor zover dat gebeurt overeenkomstig de bestemming van het gebied, het plaatsen van één of meer modules voor de productie van elektriciteit of warmte met uitsluitend de zon als energiebron, waarmee ieder bouwwerk, iedere installatie of ieder gebouw bevoorraad worden, gelegen op hetzelfde onroerend en waarbij tegemoet wordt gekomen aan één of meerdere van de volgende gevallen :

- indien de module(s) gevestigd is (zijn) op een hellend dak, is de projectie van het uitstekende deel op het verticale vlak kleiner dan of gelijk aan 0,30 meter en het verschil in hellingsgraad tussen de module en het dak van dat gebouw kleiner dan of gelijk aan 15 graden;

- indien de module(s) gevestigd is (zijn) op een plat dak, bedraagt het verticaal uitstekende deel maximum 1,50 meter en bedraagt de helling van de module maximum 35 graden;

- indien de module(s) gevestigd is (zijn) op een opgaande muur, bedraagt het horizontaal uitstekende deel tussen 1,20 meter en 1,50 meter en bedraagt de helling van de module tussen 25 en 45 graden;

3° op voorwaarde dat de stabiliteit van het gebouw niet in gevaar wordt gebracht, de werken voor de binnen- of buiteninrichting of de instandhoudings- en onderhoudswerken die geen wijziging inhouden van het gebouwde volume of van diens architectonische aspect of die er niet in bestaan een nieuwe woning op te richten of de bestemming van het geheel of een deel van het goed in de zin van artikel 84, § 1, 6° en 7°, te wijzigen;

4° iedere omkeerbare inrichting die overeenstemt met een bestemming als hoven en tuinen die hetvolgende beoogt :

a) het plaatsen van tuinmeubilair zoals banken, tafels, stoelen;

b) de open haarden of barbecues, vuilnisemmers, compostbakken, pergola's of zuilen voor zover de totale hoogte niet 2,50 m overstijgt;

c) de opbouw- of zelfdragende zwembaden;

d) het plaatsen van lantaarn- en verlichtingspalen zodat de op de grond overgebrachte lichtbundel van de lampen de eigendomsbeperking niet overstelpt;

e) de apparaten die strikt noodzakelijk zijn voor het spelen, waarbij deze niet hoger mogen zijn dan 3,50 m;

f) de installatie van plantenbakken en sierfontein;

g) het plaatsen van een radio-tv-antenne of een parabolantenne voor zover :

- de oppervlakte niet meer bedraagt dan 1,00m²;

- zij ofwel verankerd is in een opgaande muur aan de achterkant van het gebouw ten opzichte van het openbare domein of minstens 4,00 m achter de rooilijn staat; ofwel voor zover zij verankerd is in de grond of op een dakdeel ofwel voor zover ze gevestigd is aan de achterkant van het gebouw ten opzichte van het openbare domein;

- de antenne een kleurschakering vertoont die gelijk is aan die van haar draagbasis;

5° elke inrichting die uitgevoerd wordt in woongebied, in woongebied met een landelijk karakter of in een ontsloten gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is of verband houdt met een gebouw dat bestond voor de inwerkingtreding van het gewestplan of behoorlijk gemachtigd is op grond van artikel 111 of 112 en geheel of gedeeltelijk bestemd is voor het verblijf, waarbij beoogd wordt :

a) de aanleg van wegen en terrassen op de bodem;

b) de aanleg van een vijver met een kleinere oppervlakte dan 25,00 m²;

c) per eigendom, de aanleg van een niet-overdekt zwembad voor privé-doeleinden met een maximumoppervlakte van 50,00 m², evenals elke veiligheidsinrichting eromheen met een maximumhoogte van 2,00 m, voor zover dat zwembad gelegen is aan de achterkant van het gebouw ten opzichte van het wegendomein, op minstens 3,00 m van de grenzen met de belendende percelen en voor zover de afgegraven aarde voor deze inrichtingen geen enkele gevoelige wijziging meebrengt van het natuurlijke bodemreliëf op de rest van de eigendom; die zwembaden mogen overdekt worden door een lichte, uitschuifbare telescopische zwembadoverkapping waarmee de oppervlakte bedekt wordt, voor zover ze niet hoger reikt dan 2,00 meter;

d) per eigendom, het plaatsen of het verwijderen van een tuinhuisje dat niet bestemd is voor één of meerdere dieren, met een maximumoppervlakte van 20,00 m² die niet hoger reikt dan 2,50 m aan de druipkant en 3,50 m aan de nok, berekend ten opzichte van het natuurlijke bodemniveau voor zover het gelegen is aan de achterkant van het gebouw ten opzichte van het wegendomein en op minstens 2,00 m van de grenzen met de belendende percelen;

e) de afsluitingen met een maximumhoogte van 2,00 m die bestaan uit heggen aangelegd met regionale soorten of met elkaar verbonden palen met draad of draadgaas met eventueel op de basis ervan een betonplaat of een muurtje met een maximumhoogte van 0,50 cm of één of twee horizontale dwarsstukken, evenals deurtjes of hekjes met een maximumhoogte van 2,00 meter waardoor een breed gezicht op de eigendom mogelijk blijft;

f) per eigendom, het plaatsen of het verwijderen van een carport, voor zover :

- deze opgetrokken wordt als aanbouw van een bestaand gebouw en rechtstreeks verbonden is met de weg;

- een maximumoppervlakte van 30,00 m² bedraagt;

- het volume overdekt wordt door een dak dat gevestigd is op houten palen of op pijlers bestaande uit materialen die vergelijkbaar zijn met de bekleding van het bestaande gebouw;

- het dak ofwel één helling, of twee hellingen met dezelfde hellingsgraad en lengte telt of plat is;

- indien het een zadeldak betreft, de hoogte niet meer bedraagt dan 2,50 m aan de druipkant en 3,50 m aan de nok en de materialen voor de bedekking van het dak vergelijkbaar zijn met die van het bestaande dak;

- indien het een plat dak betreft, de hoogte niet meer dan 3,20 meter bedraagt aan de acroterie;

6° het plaatsen, verplaatsen, het verbouwen of uitbreiden van ondergrondse draineerleidingen, energie- of telecommunicatieleidingen, met inbegrip van de privé-aansluitingen, voor zover die inrichtingen betrekking hebben op

de infrastructuur die noodzakelijk is voor het aanleggen van de eigendom, evenals het plaatsen van ondergrondse water- of brandstoffenopslagtanks, straatkolken, zakputten, straatgoten, inspectieputten, deksels en septische tanks en ieder ander individueel zuiveringssysteem;

7° het plaatsen van installaties met een sociaal, cultureel, sportief of recreatief karakter voor een maximumduur van zestig dagen voor zover het goed na afloop van die termijn in zijn oorspronkelijke toestand hersteld wordt;

8° het vervangen van deuren, ramen of openingen in de muren of in het dak, door isolerende deuren of ramen;

9° het sluiten, het maken of het wijzigen van openingen die zich bevinden in het dakvlak op maximum één verdieping en met in het totaal maximum één kwart van de lengte van de overeenstemmende opgaande muur; het sluiten dient uitgevoerd te worden met hetzelfde materieel als dat van het dak;

10° het sluiten, openen of wijzigen van deuren of openingen in de opgaande muren met in het totaal maximum één kwart van de lengte van de overeenstemmende opgaande muur voor zover :

a) het sluiten, het openen of het wijzigen niet plaatsvinden in een opgaande muur die de bouwlijn van de openbare weg uitmaken;

b) het sluiten, het openen of het wijzigen gebeuren met dezelfde bekledingsmaterialen als die voor de opgaande muur;

c) elke opening of wijziging maximum tot één verdieping beperkt blijft en vergelijkbare verhoudingen vertoont met die van de bestaande openingen;

d) de gezamenlijke deuren en openingen een heersend verticaal kenmerk vertonen;

11° de vervanging van de bekleding van opgaande muren en dakbedekkingen door isolerende bekledingen en bedekkingen met eenzelfde buitenaanzicht voor zover de bijkomende laag niet meer bedraagt dan 0,30 m;

12° op het openbare domein :

a) voor de rijwegen die niet breder zijn dan 7,00 m en voor zover de grondslag van die rijwegen noch verbreed worden noch gewijzigd worden in hun voornaamste dwarsprofielen, de hernieuwing van de funderingen en de verharding van de wegen, bermen, boorden en trottoirs, uitgezonderd de veranderingen van verhardingen bestaande uit natuursteen;

b) zonder wijziging van de voornaamste kenmerken van het dwarsprofiel, de hernieuwing, de verplaatsing of de verwijdering van de bijkomende elementen zoals de relingen, de beveiligingsconstructies en de schampranden, met uitzondering van de steunmuren en de geluidsschermen;

c) de installatie, de verplaatsing, de wijziging of de uitbreiding van ingebouwde, verankerde netwerken die steunen op het domein van de openbare weg of erover uitsteken;

d) de voorlopige weginrichtingen met een maximumduur van twee jaar;

e) de werken voor de aanleg van ruimten voor voetgangers, personen met een verminderde beweeglijkheid of fietsers en waarbij de plaatselijke verruiming van die ruimten, de verbetering van hun esthetisch aspect of de veiligheid van de gebruikers wordt beoogd;

f) het plaatsen of vernieuwen van klein stadmeubilair zoals banken, tafels, stoelen, vuilnisemmers, lantaarn- en verlichtingspalen, plantenbakken, fonteintjes;

g) de werken voor de aanleg van ruimten voor plantsoenen;

h) het plaatsen, verplaatsen of verwijderen van volgende inrichtingen of elementen :

- de verkeersborden, met inbegrip van de steunstructuren en portalen, evenals van de bescherming ervan tegenover het verkeer;

- de vaste of mobiele installaties waarbij het verkeer of het parkeren beperkt worden;

- de installaties voor de controle op het parkeren zoals parkeermeters of parkeerautomaten;

- de installaties voor het parkeren van tweewielers;

- de bijkomende technische al dan niet ondergrondse installaties zoals kasten voor de elektrische bediening van verkeerslichten of van de openbare verlichting, praatpalen, brandpalen en bedieningskasten voor teledistributie;

i) het plaatsen, verplaatsen of verwijderen van inrichtingen voor de openbare verlichting;

j) het plaatsen, verplaatsen of verwijderen van volgende inrichtingen voor de aanplakking of bekendmaking :

- de aanplakzuilen waarvan de schacht met een diameter van maximum 1,20 m beperkt blijft tot 3,50 m hoogte;

- de aanplakborden op voeten waarvan de maximale hoogte en breedte respectievelijk niet meer dan 2,50 m en 1,70 m bedragen en waarvan de bruikbare oppervlakte niet meer dan 4 m² per vlak bedraagt.

k) het aanbrengen of het wijzigen van de wegmarkeringen;

l) het plaatsen, verplaatsen of verwijderen van verkeersdrempels;

m) het aanbrengen, verwijderen of hernieuwen van inrichtingen voor het gebruik van de wegen en de openbare vervoerslijnen zoals palen van bovenleidingen, signalen, portieken, hokjes, bedieningskasten voor verkeersborden of palen voor bus- of tramhaltes voor reizigers;

n) onverminderd het voorafgaandelijk verkrijgen van een wegvergunning, het plaatsen van een seizoensgebonden openluchtterras in de horecasector, voor zover de oppervlakte ervan niet meer bedraagt dan 50,00 m²;

o) de hokjes voor reizigers bij de haltes van het openbaar vervoer;

p) het plaatsen of verplaatsen van brievenbussen;

13° in bosgebied, de houten uitkijkposten bedoeld in artikel 1, 1, 9°, van de jachtwet van 28 februari 1882, evenals de vogelkooien voor het herbevolken van de bossen met wildsoorten voor de jacht;

14° in de niet-bebouwingsgebieden, het aanleggen of wijzigen van een drainagesysteem.

Afdeling 2. — Handelingen en werken onderworpen aan een stedenbouwkundige verklaring

Art. 263. § 1. Voor zover ze geen afwijking inhouden van wetgevende, decreetgevende of regelgevende bepalingen en ze geen voorbereidende handelingen of werken vereisen die onderworpen zijn aan de stedenbouwkundige vergunning, is geen stedenbouwkundige vergunning, maar wel een voorafgaandelijke stedenbouwkundige verklaring nodig voor volgende handelingen en werken :

1° de inrichtingen die overeenstemmen met de normale bestemming als hoven en tuinen voor zover ze onder de handelingen en werken vallen bedoeld in artikel 262, § 1, 4°, *b, d, e* en *g*, maar er niet de voorwaarden voor vervullen;

2° per eigendom, het oprichten of het verwijderen van een carport met een maximumoppervlakte van 30,00 m² die niet tegemoet komt aan de voorwaarden bedoeld in artikel 262, 5°, *f*;

3° de opening of de wijziging van andere openingen dan die bedoeld in artikel 262, § 1, 9° en 10°, met hetzelfde architectonische aanzicht als de bestaande openingen;

4° de vervanging van de bekleding van opgaande muren en dakbedekkingen door isolerende bekledingen en bedekkingen als bedoeld in artikel 262, § 1, 11°, die er niet de voorwaarden voor vervullen;

5° per eigendom, de bouw of de vervanging van een secundair bouwvolume door een secundair bouwvolume zonder verdieping :

a) als het een aanbouw betreft dat op een bestaand gebouw aansluit, aan de achterkant van dat gebouw of minstens 4,00 m achter de rooilijn of als het op dat gebouw aansluit door een bouwvolume met een plat dak, voor zover :

- het een maximumoppervlakte vertoont van 30,00 m² en opgetrokken wordt op minstens 2,00 m van de grens met de belendende percelen;

- het bouwvolume overdekt wordt door een dak met één helling, of twee hellingen met dezelfde hellingsgraad en lengte of door een plat dak;

- indien het een zadeldak betreft, de hoogte niet meer bedraagt dan 3,00 m aan de druipkant en 5,00 m aan de nok, voor zover de hoogte van de druipkant lager is dan de hoogte van de druipkant van het voornaamste bouwvolume of als het een plat dak betreft, 3,20 m aan de acroterie;

- de bekledingsmaterialen van de opgaande muren hout, glas of elk ander materiaal, vergelijkbaar met het bestaande gebouw, zijn, waarbij alle uitgevoerde openingen overheersend verticale kenmerken hebben;

- als het een zadeldak betreft, de materialen voor de dakbedekking vergelijkbaar zijn met die van het bestaande gebouw;

b) als het los staat en opgetrokken is aan de achterkant van een bestaand gebouw, voor zover :

- het niet voor bewoning bestemd is;

- het een maximumoppervlakte vertoont van 30,00 m² en opgetrokken wordt op minstens 2,00 m van de grens met de belendende percelen;

- het bouwvolume overdekt wordt door een dak met één helling, of twee hellingen met dezelfde hellingsgraad en lengte of door een plat dak;

- de kroonlijsthoogte 2,50 m en de nokhoogte 3,50 m niet overschrijdt als het een zadeldak betreft en 3,20 m aan de acroterie als het een plat dak betreft;

- de bekledingsmaterialen van de opgaande muren hout, glas ou elk ander materiaal, vergelijkbaar met het bestaande gebouw, zijn, waarbij alle uitgevoerde openingen overheersend verticale kenmerken hebben;

- de materialen voor de dakbedekking vergelijkbaar zijn met het bestaande gebouw;

6° in de hoven en tuinen : volgende handelingen en werken :

a) de hokken voor één of meerdere dieren, voor zover :

- per eigendom, de maximumoppervlakte 15,00 m² bedraagt en 25,00 m² voor de duiventillen;

- ze opgetrokken worden op minstens 3,00 van de grens met de belendende percelen;

- ze opgetrokken worden op minstens 20,00 m van de grens met elke naburige woning;

- de kroonlijst- en de nokhoogte respectievelijk niet meer dan 2,50 m en 3,50 m bedraagt ten opzichte van het natuurlijke niveau van de bodem;

- het bekledingsmateriaal van de opgaande muren uit hout of traliewerk bestaat of vergelijkbaar is met de materialen van het bestaande hoofdgebouw;

b) een bijenhuis, onverminderd de toepassing van de bepalingen van het Veldwetboek;

c) het plaatsen van hekken, deurtjes of hekjes ander dan die bedoeld in artikel 262, § 1, 5°, *e*;

d) per eigendom, voor zover ze gelegen zijn aan de achterkant van de woning, de aanleg van een vijver of niet-overdekt zwembad die de 75,00 m² niet overschrijdt voor zover de afgegraven aarde van die inrichtingen geen gevoelige wijziging van het natuurlijk bodemreliëf op de rest van de eigendom inhoudt;

7° het slopen van bouwwerken zonder boven- of ondergrondse verdieping, voor zover :

a) de grondoppervlakte niet meer bedraagt dan 30,00 m²;

b) ze niet aangelegd zijn op de rooilijn;

8° voor de landbouwbedrijven :

a) de bouw van geheel of gedeeltelijk ingegraven opslagsilo's, voor zover de bovenhoogte van de steunmuren niet meer dan 1,50 m boven het niveau van het natuurlijk bodemreliëf uitstijgt;

b) de aanleg van een mestvloer, voor zover :

- hij aangelegd wordt op minstens 3,00 m van de grenzen van de belendende percelen en minstens 20,00 m van elke andere woning dan die van de landbouwondernemer;

- de bovenhoogte van de mestvloer of van de steunmuren niet meer bedraagt dan 1,50 m boven het niveau van het natuurlijke bodemreliëf;

c) het plaatsen van tanks voor de inzameling of opslag van water of dierlijke mest, geheel of gedeeltelijk ingegraven, voor zover de bovenhoogte van de steunmuur niet meer bedraagt dan 0,50 meter en de tanks gevestigd zijn op minstens 10,00 m van elke al dan niet bevaarbare waterloop, op minstens 3,00 m van het publieke domein en op minstens 20,00 m van elke andere woning dan die van de landbouwondernemer;

9° de kerstbomenteelt voor een periode die de duur van twaalf jaar niet overstijgt;

10° in het gebied aanpalend aan het bosgebied, de houten uitkijkposten bedoeld in artikel 1, § 1, 9° van de jachtwet van 28 februari 1882.

§ 2. Het gemeentecollege is bevoegd om kennis te nemen van de verklaring bedoeld in § 1.

Niemand mag de handelingen en werken bedoeld in § 1 uitvoeren zonder vooraf een verklaring tegen ontvangstbericht per zending of overgave te richten aan het gemeentecollege en zonder er tegelijkertijd een afschrift van te hebben verstuurd aan de gemachtigd ambtenaar.

De verklaring is onontvankelijk :

1° als ze verstuurd of ingediend is in strijd met dit artikel of als ze er de bepalingen van niet naleeft;

2° als ze het volgende niet bevat :

a) een kadastraal uittreksel betreffende het onroerend goed waarvan de geldigheidsdatum niet ouder is dan twaalf maanden te rekenen van de datum van de verklaring;

b) drie genummerde foto's van de ligging van de overwogen handelingen en werken, met opgave, op het kadastraal uittreksel, van de gefotografeerde plaatsen;

c) een schriftelijke of grafische omschrijving, de vestiging en een schets met opgave van afmetingen van de overwogen handelingen en werken, samen met, in voorkomend geval, een desbetreffende technische documentatie.

Binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de verklaring licht het gemeentecollege de verklaringindiener per zending in over het al dan niet onontvankelijk zijn van de verklaring.

Als de verklaring onontvankelijk is, geeft het gemeentecollege de reden voor de onontvankelijkheid op, in voorkomend geval, een lijst van de ontbrekende stukken en deelt mee dat de verklaringsprocedure herbegonnen moet worden.

Bij een verklaring die onontvankelijk wordt geacht door het gemeentecollege mag de verklaringindiener de handelingen en werken uitvoeren twintig dagen na de verklaring te hebben verstuurd.

Indien de verklaringindiener niet over de onontvankelijkheid van zijn verklaring wordt ingelicht binnen de vijftien dagen, mag de verklaringindiener per zending een herinneringsschrijven sturen aan het gemeentecollege. Als het gemeentecollege bij verstrijken van een nieuwe termijn van vijftien dagen ingaand op de datum van versturen van de rappelbrief, zich niet heeft uitgesproken over de onontvankelijkheid van de verklaring, wordt de verklaring onontvankelijk geacht en mag de verklaringindiener de handelingen en werken uitvoeren twintig dagen na de rappelbrief te hebben verstuurd.

De verklaring wordt aangeplakt op de grond tegen de grens met het publieke domein en op zichtbare wijze vanaf het publieke domein, door toedoen van de verklaringindiener, gedurende de gehele duur van de uitvoering van de handelingen en werken.

Het gemeentecollege houdt een register van de verklaringen ter beschikking van derde belangstellenden en maakt het elk kwartaal aan de gemachtigd ambtenaar over.

De Minister van Ruimtelijke Ordening kan de vorm van de verklaring vastleggen en de inhoud ervan nader bepalen.

Afdeling 3. — Handelingen en werken met beperkte impact in de zin van artikel 127, § 4, tweede lid, 1°

Art. 264. Voor zover ze geen afwijking van wettelijke, decretale of reglementaire bepalingen als gevolg hebben en geen voorbereidende handelingen en werken onderworpen aan de stedenbouwkundige vergunning vereisen, hebben de volgende handelingen en werken een beperkte impact :

1° ofwel indien de uit te voeren handelingen en werken bedoeld zijn in artikel 84, § 1, 2°, 3°, 6°, 9° tot 12°;

2° ofwel in volgende gevallen :

a) een bestaand bouwwerk ombouwen voor zover diens grondinneming hoogstens 60 m² bedraagt;

b) een bijgebouw bouwen of herbouwen of een installatie plaatsen, zelfs in niet-duurzame materialen, niet aangrenzend aan het hoofdgebouw voor zover ze niet bestemd zijn voor bewoning en geen functionele eenheid vormen met een bestaand bouwwerk of een geheel van bestaande bouwwerken voor zover de grondinneming van het opgetrokken geheel hoogstens 60 m² bedraagt;

c) in de nabije omgeving van een bouwwerk of van een behoorlijk gemachtigde installatie, handelingen en werken uitvoeren voor de inrichting op de bodem zoals wegen, parkeerruimtes in de open lucht, waarneembare geringe wijzigingen in het bodemreliëf, vijvers, omheinings- of steunmuren evenals het plaatsen van reservoirs of omheiningen;

d) één of meer modules plaatsen voor de productie van elektriciteit of warmte, waarvan de energiebron uitsluitend solair is en waarmee ieder bouwwerk, iedere installatie of ieder gebouw gelegen op hetzelfde onroerend goed onmiddellijk bevoorrad worden;

e) één of verschillende vaste of verplaatsbare installaties plaatsen, die geen verbinding vereisen.

Afdeling 4. — Handelingen en werken vrijgesteld van de medewerking van een architect

Art. 265. De medewerking van een architect is niet verplicht voor :

1° de handelingen en werken bedoeld in artikel 84, § 1, 2°, 3°, 8° tot 13° van het Wetboek;

2° de handelingen en werken bedoeld in de artikelen 262 tot 263;

3° de verbouwing van een bestaand bouwwerk, al dan niet bestemd voor bewoning, voor zover de uitbreiding niet voor bewoning zonder verdieping, noch ondergrond is bestemd en voor zover diens grondinneming niet hoger is dan 40 m²;

4° de oprichting van één of verschillende woningen in een gebouw dat geheel of gedeeltelijk bestemd is voor bewoning, voor zover ze geen andere wijziging van het gebouwde volume dan die bedoeld in artikel 263, 4°, a, als gevolg heeft;

5° de bouw van een veranda aanliggend aan het hoofdgebouw voor zover die slechts één niveau heeft;

6° de bouw van een bijgebouw niet bestemd voor bewoning, zoals vogelkooien, duiventillen, schuilplaatsen voor dieren, tuinhuisen, die niet bedoeld is in punt 2° en die niet aangrenzend is aan een bestaand bouwwerk;

7° het plaatsen van één of verschillende vaste of verplaatsbare installaties die geen verbinding vereisen of het plaatsen van een antenne voor zover de vestiging op een afstand van de gemene grenzen minstens gelijk aan de totale hoogte van de installatie gelegen is;

8° het plaatsen van één of meer modules voor de productie van elektriciteit of warmte waarmee ieder bouwwerk, iedere installatie of ieder gebouw gelegen op hetzelfde onroerend goed waarvan de energiebron hernieuwbaar is, bevoorrad worden, voor zover de vestiging op een afstand van de gemene grenzen minstens gelijk aan de totale hoogte van de module gelegen is;

9° onverminderd de artikelen 262 en 263, de wijziging van de bestemming van een gebouw bedoeld in artikel 84, § 1, 7°, voor zover de geplande handelingen en werken de draagstructuren van het gebouw niet veranderen of ze noch de wijziging van het opgebouwde volume, noch van het architectonische karakter vergen.

10° de handelingen en werken voor de inrichting op de bodem in de nabije omgeving van een bouwwerk of van een private behoorlijk gemachtigde installatie, zoals wegen, parkeerruimtes in de open lucht, vijvers, niet-overdekte zwembaden, niet overdekte sportvelden, omheinings- of steunmuren evenals het plaatsen van huishoudelijke reservoirs of omheiningen;

11° de uitvoering van een bijzonder beheersplan van een staatsnatuurreservaat, bedoeld in artikel 14 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, en een beheersplan van een erkend natuurreservaat bedoeld in artikel 19 van dezelfde wet”.

Art. 3. De artikelen 284 tot 306 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie en de groeperingen die ze omvatten, worden vervangen door hoofdstuk VII van titel I van boek V van hetzelfde wetboek, dat de artikelen 284 tot 299 omvat, luidend als volgt :

”HOOFDSTUK VII. — Samenstelling van het vergunningsaanvraagdossier bedoeld in Boek I en van het dossier betreffende de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning bedoeld in Boek IV

Afdeling 1. — Vergunningsaanvraagdossiers waarvoor de medewerking van een architect vereist is

Onderafdeling 1. — Algemene inhoud van de dossiers betreffende de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning

Art. 284. Deze onderafdeling is van toepassing op de vergunningsaanvragen waarvoor de medewerking van een architect vereist is en die de volgende handelingen en werken betreffen :

1° bouwen of een grond gebruiken voor het plaatsen van één of meer vaste installaties;

2° herbouwen;

3° een bestaand bouwwerk ombouwen in de zin van artikel 84, § 1, 5°;

4° restauratiewerken betreffende een onroerend goed dat op de beschermingslijst staat of beschermd is ondernemen of laten ondernemen.

Art. 285. Het dossier betreffende de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning voor de handelingen en werken bedoeld in deze onderafdeling omvat :

1° een vergunningsaanvraag in tweevoud, gesteld op een formulier dat door de gemeente is opgemaakt en door deze gratis ter beschikking van de aanvrager wordt gesteld; het formulier moet de tekst van het in bijlage (20) opgenomen model bevatten; de vergunningsaanvraag gaat vergezeld van zoveel exemplaren van plannen als er te raadplegen instellingen zijn;

2° een attest waarbij de architect of architecten die de bouwplannen hebben ontworpen en ondertekend, enerzijds, en, anderzijds, de architect of architecten die belast zullen zijn met het wettelijk voorgeschreven toezicht op het werk bij de uitvoering ervan, verklaren op welke tabel van de Orde van Architecten of op welke lijst van stagiairs zij zijn ingeschreven, op welke datum ze bij de Nationale Raad van Orde overgegaan zijn tot de verklaring, bedoeld in artikel 8, § 2, tweede en derde lid, van de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van Architecten; dit attest moet de tekst bevatten van de modellen in bijlagen 21 en 22.

Het attest met de tekst van het model in bijlage (22) moet het visum dragen van de Raad van de Orde waarvan de betrokken architecten afhangen.

Dit visum heeft enkel tot doel te bevestigen dat de betrokkene gedurende een periode van die maanden het recht heeft in België het beroep van architect uit te oefenen.

Heeft de bevoegde Raad van de Orde zich over de aanvraag tot verkrijging van het visum niet uitgesproken binnen tien werkdagen na verzending van het attest, dan dient de betrokken architect het bedoelde attest zonder visum over te leggen. In dit geval dient het attest in drievoud te worden ingevuld.;

3° de documenten betreffende de geplande handelingen en werken die ondertekend zijn door de aanvrager en de architect en die hetgeen volgt omvatten :

a) een verslag dat de geplande handelingen en werken voorstelt, de inrichtingsopties en de architectonische opzet van het ontwerp alsmede, wanneer het ontwerp een afwijking van de wettelijke, decretale of reglementaire bepalingen als gevolg heeft, een motivering van de aangevraagde afwijkingen;

het verslag wordt op grond van de volgende elementen opgemaakt :

i. de ligging van het betrokken goed, uitgebeeld op een plan opgemaakt op een schaal van maximum 1/5 000 of 1/2 500, waarop hetgeen volgt binnen een straal van 500 meter van laatstgenoemd goed vermeld staat :

- de oriëntatie;

- de ligging van het bij het ontwerp betrokken goed ten opzichte van de centrale kern van de plaats, alsmede, in voorkomend geval, ten opzichte van een omtrek voor hoog risico bedoeld in artikel 31, van een omtrek bedoeld in artikel 136 of van een Natura 2000-gebied;

- de toegangswegen met vermelding van hun juridische statuut en hun benaming;

ii. de rechtstoestand die hetgeen volgt vermeldt :

- de bestemming van het betrokken goed in het gewestplan;

- in voorkomend geval, zijn bestemming in het gemeentelijk plan van aanleg, zijn ligging in het gemeentelijk structuurplan en de inrichtingsopties van het stedenbouwkundige en milieuverslag;

- indien het goed opgenomen is in de omtrek voor toepassing van een algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden, een algemeen reglement op de gebouwen in de beschermde gebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw of een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement;

iii) de stedenbouwkundige en landschappelijke context uitgebeeld op een plan opgemaakt op een schaal 1/500 en waarin hetgeen volgt vermeld staat :

- de oriëntatie;

- de verbindingsweg, met ingeschreven maten, met inbegrip van zijn liggingsniveau, zijn inrichtingen en uitrustingen, alsmede in voorkomend geval, de desbetreffende geplande wijzigingen met ingeschreven maten;

- de vestiging, de afmetingen, de aard of de bestemming van de op het betrokken goed bestaande bouwwerken binnen een straal van 50 m van laatstgenoemd goed;

- wanneer het ontwerp de toepassing van de artikelen 110 tot 113 en 127, § 3, als gevolg heeft, de voornaamste krachtlijnen zoals de opvallende elementen van het reliëf, de hoogtelijnen, de vegetatie, de aanwezigheid van een waterloop of elk ander opvallend element van het landschap op het betrokken goed en binnen een straal van 50 meter van laatstgenoemd goed;

- de genummerde aanduiding van de fotografische opnamen van de fotoreportage bedoeld in artikel 285, 3°, b;

b) een fotoreportage die de overweging van de stedenbouwkundige en landschappelijke context waarin het ontwerp kadert, mogelijk maakt, en die minstens hetgeen volgt omvat :

i. twee fotografische opnamen, de ene langs de weg en die op het perceel en de daaraan aangrenzende gebouwen wijst, de andere die op de tegenover elkaar gelegen percelen aan de andere kant van de weg wijst;

ii. minstens drie verschillende fotografische opnamen om de grenzen van het betrokken goed en de aangrenzende bouwwerken te visualiseren;

iii. wanneer het gaat om een nieuw bouwwerk, wanneer het ontwerp de toepassing van de artikelen 110 tot 113, 127, § 3, als gevolg heeft, wanneer het gaat om een vergunning voor gegroepeerde bouwwerken of wanneer het ontwerp in een landschappelijk waardevolle omtrek gelegen is :

- minstens drie verschillende fotografische breedbeeldopnamen die de visualisatie van de algemene landschappelijke context waarin het ontwerp kadert, met aanduiding op de foto van de vestigingsplaats van het ontwerp, mogelijk maken;

- één of meer verschillende en representatieve fotografische opnamen in drie afmetingen van de geplande handelingen en werken en van de feitelijke toestand binnen een straal van 50 m van elke grens van het betrokken perceel of binnen de gepaste straal rekening houdende met de waarnemingsgezichtshoeken van het ontwerp ten opzichte van de aangrenzende percelen en van de al dan niet bebouwde context;

c) de bezetting van het perceel, uitgebeeld op een plan opgemaakt op een schaal van 1/500 of 1/200 en waarin hetgeen volgt wordt vermeld :

i. de grenzen met ingeschreven maten van het betrokken perceel en de hoogtelijnen;

ii. minstens twee (lengte- en dwars-)doorsneden, met ingeschreven maten, van het reliëf alsmede, in voorkomend geval, de desbetreffende geplande wijzigingen met ingeschreven maten;

iii. in voorkomend geval, de vestiging en de afmetingen, met ingeschreven maten, van de op het perceel bestaande bouwwerken die gehandhaafd of gesloopt moeten worden;

iv. de vestiging en de afmetingen, met ingeschreven maten, van de geplande bouwwerken, de aanduiding van de materies van bekleding van de muren en de bedekking van de daken;

v. de op het perceel opgelegde erfdienstbaarheden vanwege de mens;

vi. de gehandhaafde of geplande inrichting van het restant van het betrokken perceel, met inbegrip van de achteruitbouwstroken, de omheiningen ervan, de parkeerplaatsen voor de voertuigen, de ligging, de hoogte van de bestaande vegetatie die hoogstammige bomen, de te handhaven of te slopen heggen, alsmede de waardevolle bomen, planten omvat;

d) de visualisatie van het ontwerp met de te handhaven, te slopen of te bouwen bouwwerken, op een schaal 1/100, waarin hetgeen volgt wordt vermeld :

i. het planzicht van elk niveau alsmede de huidige en toekomstige bestemming van de lokalen;

ii. het aanzicht met het geheel van de openingen van elke opgaande muur naar het openbaar domein en, ter informatie, het aanzicht met het geheel van de openingen van de andere opgaande muren, alsmede de materie van bekleding van de muren en de bedekking van de daken

iii. de dwars- en lengtedoorsneden, met ingeschreven maten, die het vestigingsniveau van de gelijkvloerse verdieping, de niveaus van het bestaande en geplande bodemreliëf en het profiel van de aangrenzende bouwwerken moeten omvatten;

e) de vragenlijsten, bedoeld in het koninklijk besluit van 3 december 1962 waarbij een maandelijkse statistiek van de bouwvergunningen alsmede van de in de loop der maand begonnen gebouwen en voltooid gebouwen wordt voorgeschreven.

Bij wijze van uitzondering kan het voorleggen van aanvullende documenten aangevraagd worden als ze als onontbeerlijk voor het begrijpen van het ontwerp worden beschouwd.

Art. 286. 1° De tekeningen moeten gearceerd worden volgens een repertorium dat in de legenda moet vermeld staan, of donkergrijs voor beton, grijs voor nieuw metselwerk en arceringen voor bestaand metselwerk, onderbroken streepjes en punten die de ruimte tussen twee parallelle streepjes vullen, voor de te slopen gedeelten.

2° De plannen moeten genummerd en gevouwen worden tot standaardformaat 21 x 29,7 centimeter.

Onderafdeling 2. — Vereenvoudigde inhoud van bepaalde dossiers betreffende de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning

Art. 287. Deze onderafdeling is van toepassing op de vergunningsaanvragen waarvoor de medewerking van een architect vereist is en die de volgende handelingen en werken betreffen :

1° een bestaand bouwwerk of gedeelte van bouwwerk aangrenzend aan een ander bouwwerk of installatie ombouwen in de zin van artikel 84, § 1, 5°; voor zover diens grondinneming hoogstens verdubbeld wordt;

2° één of verschillende nieuwe woningen oprichten in een bestaand bouwwerk;

3° de bestemming van een goed in de zin van artikel 84, § 1, 7°, wijzigen.

Art. 288. Het dossier betreffende de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning voor de handelingen en werken bedoeld in deze onderafdeling omvat :

1° een vergunningsaanvraag in tweevoud, gesteld op een formulier dat door de gemeente is opgemaakt en door deze gratis ter beschikking van de aanvrager wordt gesteld; het formulier moet de tekst van het in bijlage (20) opgenomen model bevatten; de vergunningsaanvraag gaat vergezeld van zoveel exemplaren van plannen als er te raadplegen instellingen zijn;

2° een attest waarbij de architect of architecten die de bouwplannen hebben ontworpen en ondertekend, enerzijds, en, anderzijds, de architect of architecten die belast zullen zijn met het wettelijk voorgeschreven toezicht op het werk bij de uitvoering ervan, verklaren op welke tabel van de Orde van Architecten of op welke lijst van stagiairs zij zijn ingeschreven, op welke datum ze bij de Nationale Raad van Orde overgegaan zijn tot de verklaring, bedoeld in artikel 8, § 2, tweede en derde lid, van de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van Architecten; dit attest moet de tekst bevatten van de modellen in bijlagen 21 en 22.

Het attest met de tekst van het model in bijlage (22) moet het visum dragen van de Raad van de Orde waarvan de betrokken architecten afhangen.

Dit visum heeft enkel tot doel te bevestigen dat de betrokkene gedurende een periode van die maanden het recht heeft in België het beroep van architect uit te oefenen.

Heeft de bevoegde Raad van de Orde zich over de aanvraag tot verkrijging van het visum niet uitgesproken binnen tien werkdagen na verzending van het attest, dan dient de betrokken architect het bedoelde attest zonder visum over te leggen. In dit geval dient het attest in drievoud te worden ingevuld;

3° de documenten betreffende de geplande handelingen en werken die ondertekend zijn door de aanvrager en de architect en die hetgeen volgt omvatten :

a) een verslag dat de geplande handelingen en werken voorstelt, opgemaakt op grond van de volgende elementen :

- i. de ligging van het betrokken goed uitgebeeld op een plan opgemaakt op een schaal van 1/5 000 of 1/2 500, die binnen een straal van 500 meter van laatstgenoemd wat volgt vermeldt :

- de oriëntatie;

- de ligging van het bij het ontwerp betrokken goed ten opzichte van de centrale kern van de plaats, alsmede, in voorkomend geval, van een omtrek voor hoog risico bedoeld in artikel 31, van een omtrek bedoeld in artikel 136 of van een Natura 2000-gebied;

- de toegangswegen met vermelding van hun juridisch statuut en hun benaming;

- ii. de stedenbouwkundige en landschappelijke context uitgebeeld op een plan opgemaakt op een schaal 1/500 waarin hetgeen volgt vermeld staat :

- de oriëntatie;

- de verbindingsweg, met ingeschreven maten, met inbegrip van zijn liggingsniveau, zijn inrichtingen en uitrustingen, alsmede in voorkomend geval, de desbetreffende geplande wijzigingen met ingeschreven maten;

- de vestiging, de afmetingen, de aard of de bestemming van de op het betrokken goed bestaande bouwwerken binnen een straal van 50 m van laatstgenoemd;

- wanneer het ontwerp de toepassing van de artikelen 110 tot 113 en 127, § 3 als gevolg heeft, de voornaamste krachtlijnen zoals de opvallende elementen van het reliëf, de hoogtelijnen, de vegetatie, de aanwezigheid van een waterloop of elk ander opvallend element van het landschap op het betrokken goed en binnen een straal van 50 meter van laatstgenoemd goed;

- de genummerde aanduiding van de fotografische opnamen van de fotoreportage bedoeld in artikel 289, 3°, b;

- iii. wanneer het ontwerp een afwijking van de wettelijke, decretale of reglementaire bepalingen als gevolg heeft, de bepalingen waarvan het ontwerp afwijkt en een motivering van de aangevraagde afwijkingen;

b) een fotoreportage die de overweging van de stedenbouwkundige en landschappelijke context waarin het ontwerp kadert, mogelijk maakt, en die minstens hetgeen volgt omvat :

- i. twee fotografische opnamen, de ene langs de weg en die op het perceel en de daaraan aangrenzende gebouwen wijst, de andere die op de tegenover elkaar gelegen percelen aan de andere kant van de weg wijst;

- ii. minstens drie fotografische opnamen om de grenzen van het betrokken goed en de aangrenzende bouwwerken te visualiseren;

c) de bezetting van het perceel, uitgebeeld op een plan opgemaakt op een schaal van 1/500 of 1/200, waarin hetgeen volgt wordt vermeld :

- i. de grenzen met ingeschreven maten van het betrokken perceel en de hoogtelijnen;

- ii. als het ontwerp een merkbare wijziging van het bodemreliëf als gevolg heeft, één of verschillende doorsneden van het bestaande en geplande reliëf;

- iii. in voorkomend geval, de vestiging en de afmetingen, met ingeschreven maten, van de op het perceel bestaande bouwwerken die gehandhaafd of gesloopt moeten worden;

- iv. de vestiging en de afmetingen, met ingeschreven maten, van de geplande bouwwerken, de aanduiding van de materies van bekleding van de muren en de bedekking van de daken;

- v. de op het perceel opgelegde erfdienstbaarheden vanwege de mens;

- vi. de gehandhaafde of geplande inrichting van het restant van het betrokken perceel, met inbegrip van de achteruitbouwstroken, de omheiningen ervan, de parkeerplaatsen voor de voertuigen, de ligging, de hoogte van de bestaande vegetatie die hoogstammige bomen, de te handhaven of te slopen heggen, alsmede de waardevolle bomen, planten omvat;

d) de visualisatie van het ontwerp met de te handhaven, te slopen of te bouwen bouwwerken, op een schaal 1/100, waarin hetgeen volgt wordt vermeld :

- i. het planzicht van elk niveau alsmede de huidige en toekomstige bestemming van de lokalen;

- ii. het aanzicht met het geheel van de openingen van elke opgaande muur naar het openbaar domein en, ter informatie, het aanzicht met het geheel van de openingen van de andere opgaande muren, alsmede de materie van bekleding van de muren en de bedekking van de daken

- iii. de dwars- en lengtedoorsneden, met ingeschreven maten, die het vestigingsniveau van de gelijkvloerse verdieping, de niveaus van het bestaande en geplande bodemreliëf en het profiel van de aangrenzende bouwwerken moeten omvatten;

e) de vragenlijsten, bedoeld in het koninklijk besluit van 3 december 1962 waarbij een maandelijkse statistiek van de bouwvergunningen alsmede van de in de loop der maand begonnen gebouwen en voltooide gebouwen wordt voorgeschreven.

Bij wijze van uitzondering kan het voorleggen van aanvullende documenten aangevraagd worden als ze als onontbeerlijk voor het begrijpen van het ontwerp worden beschouwd.

Art. 289. 1° De tekeningen moeten gearceerd worden volgens een repertorium dat in de legenda moet vermeld staan, of donkergrijs voor beton, grijs voor nieuw metselwerk en arceringen voor bestaand metselwerk, onderbroken streepjes en punten die de ruimte tussen twee parallelle streepjes vullen, voor de te slopen gedeelten.

2° De plannen moeten genummerd en gevouwen worden tot standaardformaat 21 x 29,7 centimeter.

Afdeling 2. — Dossier van de vergunningsaanvragen waarvoor de medewerking van een architect niet vereist is

Art. 290. Deze afdeling is van toepassing op de handelingen en werken waarvoor de medewerking van een architect niet vereist is en die betrekking hebben op de in artikel 84, § 1^o, 2^o, 3^o, 8^o tot 13^o bedoelde handelingen en werken, alsook op de volgende handelingen en werken :

1^o een bestaand bouwwerk ombouwen, al dan niet bestemd voor bewoning, voor zover de verbouwing niet bestemd is voor bewoning, zonder verdieping, noch kelderverdieping en met een grondinneming kleiner dan 40 m²;

2^o één of meer woningen bouwen in een gebouw dat geheel of gedeeltelijk voor bewoning bestemd is, voorzover ze geen wijziging van het gebouwde volume inhouden die niet bedoeld is in artikel 263, 5^o, a;

3^o een veranda bouwen die naast het hoofdgebouw ligt voorzover ze gelijkvloers wordt aangelegd;

4^o een bijgebouw bouwen, dat niet voor bewoning bestemd is zoals zolières, duivenhokken, schuilplaatsen voor dieren, tuinhuisjes, dat naast een bestaand gebouw niet ligt;

5^o één of meerdere vaste of mobiele installaties plaatsen, die niet aangebouwd moeten worden, of een antenne plaatsen voor zover ze op een afstand tot de gemeenschappelijke grenzen staan die minstens gelijk is aan de totale hoogte van de installatie;

6^o één of meerdere modules plaatsen voor de productie van elektriciteit of warmte waarmee ieder bouwwerk, iedere installatie of ieder gebouw bevoorrad worden, gelegen op hetzelfde onroerend goed waarvan de energiebron hernieuwbaar is, voor zover ze op een afstand tot de gemeenschappelijke grenzen staan die minstens gelijk is aan de totale hoogte van de module;

7^o het wijzigen van de bestemming van een in artikel 84, § 1, 7, bedoeld gebouw, voor zover de overwogen handelingen en werken de draagstructuren van het gebouw niet veranderen of voorzover ze geen wijziging van het gebouwde volume of van het architectonische karakter inhouden;

8^o in de nabije omgeving van een bouwwerk of van een behoorlijk gemachtigde privé-installatie, handelingen of werken uitvoeren voor de inrichting op de bodem zoals wegen, parkeerruimtes in de open lucht, vijvers, niet-overdekte zwembaden, niet-overdekte sportvelden, omheinings- of steunmuren evenals het plaatsen van reservoirs of omheiningen;

9^o de tenuitvoerlegging van een bijzonder beheersplan van een domaniaal natuurreservaat, bedoeld in artikel 14 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, en een beheersplan van een erkend natuurreservaat, bedoeld in artikel 19 van dezelfde wet.

Art. 291. Het dossier van milieuvergunningaanvraag voor de in deze afdeling bedoelde handelingen en werken bevat :

1^o een vergunningsaanvraag in tweevoud, gesteld op een formulier dat door de gemeente is opgemaakt en door deze gratis ter beschikking van de aanvrager wordt gesteld; het formulier moet de tekst van het in bijlage 20 opgenomen model bevatten;

2^o de documenten in verband met de overwogen handelingen en werken, ondertekend door de aanvrager, die bevatten :

a) een verslag met beschrijving van de handelingen en werken en, bij afbraak, de bestemming van het perceel na uitvoering van deze handelingen en werken, alsook de stedenbouwkundige en landschappelijk omgeving om het ontwerp in een straal van 200 meter van het ontwerp te situeren en waarin de volgende gegevens worden vermeld :

i. de ligging;

ii. de toegangswegen met aanduiding van hun rechtstoestand en van hun naam;

iii. in een straal van 50 meter ervan, de vestiging, de aard of de bestemming van de bestaande gebouwen op het betrokken goed;

iv. de genummerde aanduiding van de opnamen van de fotoreportage bedoeld in artikel 293, 2^o, b;

b) een fotoreportage die het in aanmerking nemen van de stedenbouwkundige en landschappelijke omgeving waarin het ontwerp past mogelijk maakt en die minstens bevat :

i. twee opnamen, de ene langs de openbare weg, waarop het perceel en de aansluitende gebouwen zijn aangegeven, de andere waarop het perceel of de percelen tegenover elkaar aan de overkant van de weg, zijn aangegeven;

ii. minstens drie opnamen om de grenzen van het betrokken goed en de naburige constructies af te beelden;

c) het bezetten van het op een plan vermeld perceel, waarop de volgende gegevens worden vermeld :

i. de grenzen van het betrokken perceel;

ii. in voorkomend geval, de vestiging en het profiel van de op het perceel te behouden of af te breken bestaande bouwwerken;

iii. in voorkomend geval, de vestiging en het profiel van de geplande bouwwerken, de aanduiding van het materiaal voor de bekleding van de opgaande muren en de bedekking van de daken;

iv. de door 's mensen toedoen op het perceel gevestigde erfdienstbaarheden;

v. de behouden of geplande aanleg van het saldo van het betrokken perceel, met inbegrip van de achteruitbouwstroken, de omheiningen ervan, de parkeerruimtes voor de voertuigen, de parkeerplaatsen, de hoogte van de bestaande vegetatie met inbegrip van de hoogstammige bomen, de te behouden of te vernietigen hagen, alsook de waardevolle bomen, de aanplantingen;

vi. wanneer het ontwerp betrekking heeft op de in artikel 84, 13^o, a) en b), van het Wetboek bedoelde handelingen en werken, moeten in het dossier de geplande voorzieningen om de opslagruimte of de mobiele installaties te bedekken, worden vermeld, alsook de gebruiksfrequentie van het terrein.

Bij wijze van uitzondering kan de overlegging van bijkomende documenten worden aangevraagd indien deze documenten noodzakelijk worden geacht voor het begrip van het ontwerp.

Afdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 292. In geval van wijziging van de bestemming van het geheel of van een deel van een goed in de zin van artikel 84, § 1, 7^o, bevat het dossier daarnaast :

1^o de aanduiding, op het plan van de ligging van de plaatsen van de parkeerruimten voor voertuigen binnen een straal van 100 meter van elk van de grenzen van het betrokken perceel;

2^o de aanleg van de gehouden of geplande omgeving van het saldo van het betrokken perceel; wanneer het ontwerp betrekking heeft op de in artikel 2^o, 84, a), en b), van het Wetboek bedoelde handelingen en werken, moeten

in het dossier de geplande voorzieningen om de opslagruimte of de mobiele installaties te bedekken, worden vermeld, alsook de gebruiksfrequentie van het terrein.

Art. 293. Wanneer het ontwerp betrekking heeft op een waarneembare wijziging van het reliëf van de bodem in de zin van artikel 84, § 1, 8°, moet de aanvraag daarnaast een nota bevatten, houdende omschrijving van :

1° het beoogde doel;

2° de aanduiding van de aard van de te verwijderen grond en in voorkomend geval, de aard en de herkomst van de aan te voeren grond;

3° de maataanduiding van het bestaande reliëf om de 5 m op het vestigingsplan, met aanduiding van de huidige bestemming van het terrein, de beplantingen van de aangrenzende eigendommen, de afstand ervan ten opzichte van de grenzen van het betrokken terrein, alsook de terreinprofielen waarop het egalisatieoppervlak van het terrein is aangegeven;

4° het beheer van de omgeving en de bescherming van de aangrenzende bouwwerken en beplantingen;

5° de verwachte toestand na uitvoering van de wijzigingen van het reliëf van de bodem.

Art. 294. Wanneer de handelingen betrekking hebben op bebossing, ontbossing, het omhakken of de wijziging van het aanzicht van één of meerdere waardevolle bomen of hagen, met ontginning of met wijziging van de vegetatie van een gebied waarvan de Regering de bescherming noodzakelijk acht, bevat de aanvraag daarnaast een nota houdende omschrijving van :

1° het doel van de bebossing, van de ontbossing, van het omhakken of van de wijziging van het aspect van één of meerdere waardevolle bomen of hagen, van de ontginning of van de wijziging van de vegetatie van een gebied waarvan de Regering de bescherming noodzakelijk acht;

2° de aanduiding op plan van de aanplantingen en van de bosbouwsoorten;

3° het type aanplantingen en bosbouwsoorten;

4° de aanduiding op plan van de te behouden bestaande bomen;

5° bij omhakken of bij wijziging van het aspect van één of meerdere waardevolle bomen of hagen, de identificatie op plan van de boom of van de haag met de naam van het type en van het soort of de aard van de haag, haar geschatte ouderdom, haar omtrek gemeten op 1,5 meter van de grond, alsook de wijze van verdeling (alleenstaand of in groep);

6° de verwachte toestand na de ontbossing, na het omhakken of de wijziging van het aspect van één of meerdere waardevolle bomen of hagen, na de ontginning of na de wijziging van de vegetatie.

Art. 295. Wanneer het gaat om handelingen en werken die onderworpen zijn aan de energieprestatie van gebouwen, bevat de aanvraag daarnaast :

- voor nieuwe of gelijkgestelde gebouwen en gebouwen die het voorwerp uitmaken van belangrijke renovatiewerken, de in de artikelen 568, § 1, en 572 bedoelde EPB-verplichting alsook, in voorkomend geval, de in artikel 568, § 2 bedoelde haalbaarheidsstudie;

- voor gebouwen die het voorwerp uitmaken van eenvoudige renovatiewerken of van de in artikel 549 bedoelde bestemmingswijziging, het in artikel 576 bedoeld formulier.”

Art. 4. Onder Titel IV "Uitvoeringsmaatregelen van Boek IV" van Boek V van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, wordt een vijfde hoofdstuk ingevoegd, luidend als volgt :

"HOOFDSTUK V. — Procedure betreffende de energieprestatie van de gebouwen

Art. 565. Dit hoofdstuk is van toepassing op de in artikel 531, eerste lid, bedoelde gebouwen, die onderworpen zijn aan de EPB-eisen.

Art. 566. Op straffe van niet-ontvankelijkheid worden de EPB-verplichting, de initiële EPB-aangifte en de EPB-slotaangifte bedoeld in de eerste afdeling alsook het formulier bedoeld in de tweede afdeling, opgemaakt aan de hand van de formulieren die door de administratie ter beschikking van het publiek worden gesteld.

*Afdeling 1. — Nieuwe of gelijkgestelde gebouwen
en gebouwen die het voorwerp uitmaken van belangrijke renovatiewerken*

Onderafdeling 1. — Nieuwe of gelijkgestelde gebouwen

Art. 567. Deze afdeling bepaalt de procedure die toepasbaar is op de bouw- of heropbouwwerken van een nieuw of gelijkgesteld gebouw.

Art. 568. § 1. Voor de gebouwen bedoeld bij deze afdeling wordt, op straffe van niet-ontvankelijkheid, de EPB-verplichting gevoegd bij het vergunningsaanvraagdossier.

Naast de gegevens bedoeld in artikel 237/22, § 1, bevat de EPB-verplichting minstens :

1° het nummer van het EPB-dossier;

2° de identiteit en de gegevens van de aangever, van de architect en van de EPB-verantwoordelijke;

3° in voorkomend geval, de referentie van de erkenning van de EPB-verantwoordelijke;

4° de aard van de werken en de bestemming of de bestemmingen van het goed;

5° de totale nuttige oppervlakte van het betrokken gebouw en, in voorkomend geval, van het gedeelte ervan dat betrokken is bij de gedeeltelijke heropbouwwerken of dat het voorwerp uitmaakt van de uitbreiding;

6° de verbintenissen op erewoord van de aangever en van de EPB-verantwoordelijke dat ze kennis hebben genomen van de EPB-eisen die van toepassing zijn op hun ontwerp en van de toepasselijke sancties bij niet-inachtneming ervan;

7° de datum;

8° de handtekening van de aangever en van de EPB-verantwoordelijke.

§ 2. Bovendien wordt, op straffe van niet-ontvankelijkheid, voor elk gebouw bedoeld in artikel 237/10, tweede lid, van het Wetboek, de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie bij het vergunningsaanvraagdossier gevoegd.

Naast de gegevens bedoeld in artikel 237/16, bevat de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie minstens :

1° het nummer van het EPB-dossier;

2° de identiteit en de gegevens van de aangever, van de architect en van de EPB-verantwoordelijke;

3° de referenties van de erkenning van de auteur van de haalbaarheidsstudie;

4° de aard van de werken en de bestemming of de bestemmingen van het goed;

5° de totale nuttige oppervlakte van het betrokken gebouw en, in voorkomend geval, van het gedeelte ervan dat betrokken is bij de gedeeltelijke heropbouwwerken of dat het voorwerp uitmaakt van de uitbreiding;
de datum;

6° de handtekening van de aangever en van de auteur van de haalbaarheidsstudie.

Art. 569. Voor de gebouwen bedoeld bij deze afdeling, bevat de in artikel 134, eerste lid, bedoelde verzending :

1° de identiteit en de gegens van de ondernemers, als ze al gekend zijn;

2° het adres en de kadastrale referenties van het betrokken terrein of van het betrokken gebouw;

3° de toekenningsdatum van de vergunning en haar referentienummer;

4° de datum van het begin van de handelingen en werken;

5° de initiële EPB-aangifte;

6° de identiteit en de gegevens van de ondernemers, als ze al gekend zijn;

7° de handtekening van de houder van de vergunning.

De in artikel 237/1, 11°, bedoelde initiële EPB-aangifte bevat minstens :

1° het nummer van het EPB-dossier;

2° de identiteit en de gegevens van de aangever, van de architect en van de EPB-verantwoordelijke;

3° aanduiding van een eventuele wijziging van de identificatie van de tussenkomende partijen betrokken bij het ontwerp (de aangever, de architect, de EPB-verantwoordelijke enz.);

4° in voorkomend geval, de referentie van de erkenning van de EPB-verantwoordelijke;

5° de aard van de werken en de bestemming of de bestemmingen van het goed en de eventuele geplande wijziging ervan;

6° het beschermde volume van het gebouw of van de gedeelten van het gebouw;

7° de eisen die toepasbaar zijn op elk gedeelte van het gebouw in functie van hun bestemming;

8° de geplande maatregelen om de EPB-eisen te bereiken;

9° een raming van het verwachte resultaat van de berekening van de EPB door de door het bestuur ter beschikking van de EPB-verantwoordelijke gestelde berekeningssoftware toe te passen;

10° de datum;

11° de handtekening van de aangever en van de EPB-verantwoordelijke.

Art. 570. De in artikel 237/1, 12°, bedoelde EPB-slotaangifte bevat minstens :

1° de identiteit en de gegevens van de ondernemers;

2° de identiteit en de gegevens van de aangever, van de architect en van de EPB-verantwoordelijke;

3° aanduiding van een eventuele wijziging van de identificatie van de tussenkomende partijen betrokken bij het ontwerp (de aangever, de architect, de EPB-verantwoordelijke enz.);

4° de toekenningsdatum van de vergunning en haar referentienummer;

5° de gebeurtenis die de termijn laat ingaan binnen dewelke de EPB-slotaangifte moet worden gericht en de datum ervan;

6° de uitgevoerde maatregelen om de EPB-eisen te bereiken;

7° het resultaat van de berekening van de EPB door de door het bestuur ter beschikking van de EPB-verantwoordelijke gestelde berekeningssoftware toe te passen;

8° de datum;

9° de handtekening van de aangever en van de EPB-verantwoordelijke.

Onderafdeling 2. — Gebouwen die het voorwerp uitmaken van belangrijke renovatiewerken

Art. 571. Deze afdeling bepaalt de procedure die toepasbaar is op gebouwen die het voorwerp uitmaken van de in artikel 530, 3°, bedoelde belangrijke renovatiewerken.

Art. 572. Voor de gebouwen bedoeld bij deze afdeling wordt, op straffe van niet-ontvankelijkheid, de EPB-verplichting gevoegd bij het vergunningsaanvraagdossier.

Naast de gegevens bedoeld in artikel 237/22, § 1, bevat de EPB-verplichting minstens :

1° het nummer van het EPB-dossier;

2° de identiteit en de gegevens van de aangever, van de architect en van de EPB-verantwoordelijke;

3° in voorkomend geval, de referentie van de erkenning van de EPB-verantwoordelijke;

4° de totale nuttige oppervlakte van het gebouw :

5° de aard van de werken en de bestemming of de bestemmingen van het goed;

6° het aandeel in de enveloppe die het voorwerp uitmaakt van werken (uitgedrukt in percentage);

7° de totale kostprijs van de renovatie die betrekking heeft op de enveloppe of op de energetische installaties ten opzichte van de waarde van het gebouw, zonder rekening te houden met de waarde van het terrein;

8° de verbintenis op erewoord van de aangever en van de EPB-verantwoordelijke dat ze kennis hebben genomen van de EPB-eisen die van toepassing zijn op hun ontwerp en van de toepasselijke sancties bij niet-inachtneming ervan;

9° de datum;

10° de handtekening van de aangever en van de EPB-verantwoordelijke.

Art. 573. Voor de gebouwen bedoeld bij deze afdeling, bevat de in artikel 134, eerste lid, bedoelde verzending :

1° de identiteit en de gegens van de ondernemers, als ze al gekend zijn;

2° het adres en de kadastrale referenties van het betrokken terrein of van het betrokken gebouw;

3° de toekenningsdatum van de vergunning en haar referentienummer;

4° de datum van het begin van de handelingen en werken;

5° de initiële EPB-aangifte;

6° de handtekening van de houder van de vergunning.

De in artikel 237/1, 11°, bedoelde initiële EPB-aangifte bevat minstens :

1° het nummer van het EPB-dossier;

- 2° de identiteit en de gegevens van de aangever, van de architect en van de EPB-verantwoordelijke;
- 3° aanduiding van een eventuele wijziging van de identificatie van de tussenkomende partijen betrokken bij het ontwerp (de aangever, de architect, de EPB-verantwoordelijke enz.);
- 4° in voorkomend geval, de referentie van de erkenning van de EPB-verantwoordelijke;
- 5° de aard van de werken en de bestemming of de bestemmingen van het goed en de eventuele geplande wijziging ervan;
- 6° de eisen die toepasbaar zijn op elk gedeelte van het gebouw in functie van hun bestemming;
- 7° indien nodig, het beschermde volume van het gebouw of van de gedeelten van het gebouw;
- 8° de geplande maatregelen om de EPB-eisen te bereiken;
- 9° een raming van het verwachte resultaat van de berekening van de EPB door de door het bestuur ter beschikking van de EPB-verantwoordelijke gestelde berekeningssoftware toe te passen;
- 10° de datum;
- 11° de handtekening van de aangever en van de EPB-verantwoordelijke.

Art. 574. De in artikel 237/1, 12°, bedoelde EPB-slotaangifte bevat minstens :

- 1° de identiteit en de gegevens van de aangever, van de architect en van de EPB-verantwoordelijke;
- 2° de identiteit en de gegevens van de ondernemers;
- 3° aanduiding van een eventuele wijziging van de identificatie van de tussenkomende partijen betrokken bij het ontwerp (de aangever, de architect, de EPB-verantwoordelijke enz.);
- 4° de toekenningsdatum van de vergunning en haar referentienummer;
- 5° de gebeurtenis die de termijn laat ingaan binnen dewelke de EPB-slotaangifte moet worden gericht en de datum ervan;
- 6° de uitgevoerde maatregelen om de EPB-eisen te bereiken;
- 7° het resultaat van de berekening van de EPB door de door het bestuur ter beschikking van de EPB-verantwoordelijke gestelde berekeningssoftware toe te passen;
- 8° de datum;
- 9° de handtekening van de aangever en van de EPB-verantwoordelijke.

Afdeling 2. — Gebouwen die het voorwerp uitmaken van eenvoudige renovatiewerken of van een in artikel 549 bedoelde bestemmingswijziging

Art. 575. Deze afdeling bepaalt de procedure die toepasbaar is op gebouwen die het voorwerp uitmaken van eenvoudige renovatiewerken of van een in artikel 549 bedoelde bestemmingswijziging.

Art. 576. Voor de gebouwen bedoeld in deze afdeling wordt, op straffe van niet-ontvankelijkheid, een drievoudig formulier gevoegd bij het vergunningsaanvraagdossier.

Het in het eerste lid bedoeld formulier bevat minstens :

- 1° een verbintenis om de eisen op het vlak van de energieprestaties en het binnenklimaat van gebouwen na te leven;
- 2° een tabel met de U-waarden van de bouwelementen die het voorwerp uitmaken van renovatiewerken;
- 3° als het gaat om een bestemmingswijziging in de zin van artikel 549, een berekeningsnota van het niveau K.”.

Art. 5. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 452/34bis ingevoegd, luidend als volgt :

”Modules voor de productie van elektriciteit of warmte.

Enkel modules voor de productie van elektriciteit of warmte die voldoen aan de volgende voorwaarden worden toegelaten :

- 1° de module(s) zijn :
 - hetzij rechtstreeks geplaatst op een bestaand gebouw,
 - hetzij rechtstreeks vastgeankerd op de grond of via een drager verbonden met de grond voor zover ze niet zichtbaar zijn vanaf de openbare ruimte;
- 2° de module(s) waarmee ieder bouwwerk, iedere installatie of ieder gebouw gelegen op dezelfde eigendom als de module(s) bevoorrad worden, met dien verstande dat éénzelfde eigendom verschillende percelen kan omvatten;
- 3° de module(s) zijn bestemd voor privé-gebruik; de collectieve installaties van modules voor productie en de openbare installaties van een net voor de elektriciteitsdistributie en -productie zijn dus niet toegelaten.

Art. 6. Artikel 530, 20°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 april 2008 tot vaststelling van de berekeningsmethode en de eisen, de goedkeuringen en de sancties op het vlak van de energieprestaties en het binnenklimaat van gebouwen, wordt vervangen als volgt :

”Bestuur : het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie, Departement Energie en Duurzaam Bouwen”.

Art. 7. Artikel 532 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 april 2008 tot vaststelling van de berekeningsmethode en de eisen, de goedkeuringen en de sancties op het vlak van de energieprestaties en het binnenklimaat van gebouwen, wordt vervangen als volgt :

”Voor de toepassing van artikel 237/2, 3°, wordt verstaan onder energiezuinige gebouwen, de industriële gebouwen, werkplaatsen, of niet-residentiële landbouwgebouwen :

- indien ze niet ten behoeve van de mens verwarmd of van klimaatregeling voorzien worden of,
- indien het totaalvermogen van de thermische emissoren voor de verwarming van de lokalen om het warmtecomfort van de personen te verzekeren, gedeeld door het verwarmde volume, lager is dan $15\text{W}/\text{m}^3$ en/of het totaalvermogen van de warmte-emissoren voor de klimaatregeling van de lokalen om het warmtecomfort van de personen te verzekeren, gedeeld door het geklimatiseerde volume, lager is dan $15\text{W}/\text{m}^3$.”.

Art. 8. Bijlage 52 betreffende de voorafgaandelijke stedenbouwkundige aangifte bedoeld in artikel 263, § 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt vervangen door het formulier dat als bijlage bij dit besluit gaat.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2009, met uitzondering van artikel 2, dat in werking treedt op de dag van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 10. De aanvraag voor een vergunning waarvan het bericht van ontvangst aan de datum van inwerkingtreding

van dit besluit voorafgaat, wordt verder behandeld volgens de vóór die datum vigerende bepalingen.

Art. 11. De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juni 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3116

[2009/203977]

27 AOÛT 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 déterminant la méthode de calcul et les exigences, les agréments et les sanctions applicables en matière de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret-cadre du 19 avril 2007 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en vue de promouvoir la performance énergétique, notamment les articles 17 et 18;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant qu'il ne sera pas possible de mettre à la disposition des professionnels du secteur de la construction (architectes, experts, PEB,...) et des administrations intervenant à l'occasion de la délivrance des permis d'urbanisme, tant au niveau communal qu'au niveau régional, des outils nécessaires afin de répondre aux nouvelles exigences en matière de performance énergétique des bâtiments pour le 1^{er} septembre prochain; qu'en particulier, les instruments informatiques nécessaires à la détermination du niveau de performance énergétique atteint par les bâtiments concernés ne peuvent, pour diverses raisons, être mis à la disposition des acteurs; qu'il s'ensuit qu'une solution doit être apportée avec célérité en vue de différer l'entrée en vigueur des arrêtés concernés afin de faire coïncider la mise en application des nouveaux textes avec la mise à disposition des outils techniques requis pour en assurer l'effectivité; que toute autre solution générerait une insécurité juridique en faisant entrer en vigueur des dispositions qui, objectivement, ne pourraient être respectées par leurs destinataires ou dont le respect ne pourrait être vérifié par les autorités publiques responsables;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable et de la Fonction publique et du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 déterminant la méthode de calcul et les exigences, les agréments et les sanctions applicables en matière de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments, les mots "le 1^{er} septembre 2009" sont remplacés par les mots "la date visée à l'article 5, alinéa 1^{er}".

Art. 2. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots "le 1^{er} septembre 2009" sont remplacés par les mots "le 1^{er} mai 2010".

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 août 2009.

Art. 4. Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions et le Ministre de l'Aménagement du Territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 août 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 3116

[2009/203977]

27. AUGUST 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 zur Bestimmung des Berechnungsverfahrens und der Anforderungen, der Zulassungen und der anwendbaren Strafmaßnahmen in Sachen Energieeffizienz und Innenraumklima von Gebäuden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Rahmendeckrets vom 19. April 2007 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe im Hinblick auf die Förderung der Energieeffizienz, insbesondere der Artikel 17 und 18;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;